



**University of
Zurich**^{UZH}

**Zurich Open Repository and
Archive**

University of Zurich
University Library
Strickhofstrasse 39
CH-8057 Zurich
www.zora.uzh.ch

Year: 2013

Risques sur Internet pour les enfants et les jeunes: données récentes pour la Suisse

Hermida, Martin ; Signer, Sara

Abstract: La plupart du temps, on entend parler des risques d'Internet pour les enfants et les jeunes à la suite d'événements spectaculaires. L'étude «EU Kids Online: Suisse» s'est penchée sur l'expérience des risques sur Internet de jeunes âgés de neuf à seize ans pour fournir une base de données solide qui devrait alimenter et consolider les débats sur le sujet, tant dans le grand public que parmi les acteurs politiques. Comme le montrent les résultats, la probabilité pour les jeunes de se trouver en contact de risques augmente avec l'âge.

Posted at the Zurich Open Repository and Archive, University of Zurich

ZORA URL: <https://doi.org/10.5167/uzh-87293>

Journal Article

Published Version

Originally published at:

Hermida, Martin; Signer, Sara (2013). Risques sur Internet pour les enfants et les jeunes: données récentes pour la Suisse. *Sécurité Sociale*, (4):200-203.

Dossier

Programmes nationaux de protection de la jeunesse

Politique sociale

Egalité professionnelle pour les personnes handicapées

Prévoyance

Message concernant le nouveau dispositif de partage de la prévoyance en cas de divorce

Sécurité sociale

CHSS 4/2013



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'intérieur DFI
Office fédéral des assurances sociales OFAS

Sommaire Sécurité sociale CHSS 4/2013

Editorial	173
Chronique juin/juillet 2013	174

Dossier

Programmes nationaux de protection de la jeunesse

Programmes de protection de la jeunesse : bilan intermédiaire et perspectives (Thomas Vollmer, OFAS)	178
Stratégies de prévention de la violence : la leçon soleuroise (Marius Féraud et Christian Rüefli, Büro Vatter)	181
Evaluation du programme de prévention de la violence Peacemaker (Peter Neuenschwander et Katharina Haab Zehrè, HES bernoise, Travail social)	185
Prévention de la violence : expériences du programme Jeunes et violence (Yvonne Haldimann et Liliane Galley, OFAS)	190
La protection de la jeunesse mise au défi par l'évolution des médias (Stephan Dreyer, Uwe Hasebrink, Claudia Lampert et Hermann-Dieter Schröder (Université de Hambourg)	195
Risques sur Internet pour les enfants et les jeunes : données récentes pour la Suisse (Martin Hermida et Sara Signer, Université de Zurich)	200
Développer les compétences médiatiques des jeunes grâce aux parents et aux pairs (Claudia Paiano et Colette Marti, OFAS)	204

Politique sociale

Egalité professionnelle pour les personnes handicapées (Samuel Mathys, BFEH)	209
--	-----

Assurance-invalidité

DPR : un projet pilote au sens de l'art. 68 ^{quater} LAI (Eliane Kraft et Marcel Buffat, Ecoplan)	213
Statistique de l'AI 2012 : l'effectif des rentes continue de baisser (Markus Buri et Beat Schmid, OFAS)	218

Prévoyance

Message concernant le nouveau dispositif de partage de la prévoyance en cas de divorce (Franziska Grob, OFAS)	222
Les prestations complémentaires : une garantie efficace du minimum vital (Urs Portmann, OFAS)	226

Parlement

Interventions parlementaires	230
Législation : les projets du Conseil fédéral	233

Informations pratiques

Corrigendum	234
Calendrier (réunions, congrès, cours)	235
Statistiques des assurances sociales	236
Livres	238

Notre adresse Internet : www.ofas.admin.ch



La protection des jeunes repose sur de nombreux acteurs



Ludwig Gärtner

Vice-directeur, chef du domaine Famille, générations et société
Office fédéral des assurances sociales

Les comportements violents des jeunes, ainsi que les dangers auxquels l'Internet, les jeux vidéo et les téléphones intelligents exposent les enfants et les jeunes, préoccupent le public et les milieux politiques depuis un certain temps déjà. En 2009, le Conseil fédéral a adopté le rapport « Les jeunes et la violence », dans lequel il parvenait à la conclusion que la Confédération devait assumer davantage un rôle de coordinateur dans le domaine de la protection de la jeunesse. Dans cette optique, il a chargé l'OFAS de concevoir deux programmes de prévention, l'un sur le thème Jeunes et violence, l'autre sur le thème Jeunes et médias. Prévus pour une durée de cinq ans, ces deux programmes ont démarré en 2011.

D'emblée, l'OFAS a cherché à coopérer avec les autres acteurs concernés, car il s'agit là de domaines complexes, où sont engagés de nombreux intervenants aux compétences diverses. Par ailleurs, comme c'est à titre subsidiaire que la Confédération intervient dans la politique de l'enfance et de la jeunesse, ces programmes ont pour objectif de soutenir les acteurs concernés et d'optimiser la coordination de la prévention. Il s'agit pour cela d'élaborer des bases pour

le perfectionnement des spécialistes et de favoriser les échanges d'expériences. Pour le programme Jeunes et violence, la Confédération collabore étroitement avec les cantons, les villes et les communes, et pour le programme Jeunes et médias, avec la branche des médias et avec des fondations privées. Cette collaboration avec des partenaires divers nécessite ouverture et souplesse, afin de répondre à leurs préoccupations, mais implique aussi de suivre une ligne claire quant à la conception générale des programmes.

A mi-parcours, le moment est venu de dresser un bilan intermédiaire et de tirer, des résultats obtenus, des enseignements pour la réalisation de la seconde partie des programmes. On constate tout d'abord que la collaboration entre les divers acteurs fonctionne bien. En ce qui concerne Jeunes et violence, les représentants des cantons, des villes et des communes rapportent que le cap est tenu et que le programme les aide à assumer leurs tâches de prévention. Pour Jeunes et médias, on n'est pas encore parvenu à toucher parents, enseignants et spécialistes dans une mesure suffisante. Il importe ici de renforcer la collaboration avec les acteurs qui disposent déjà de bons contacts avec le groupe cible.

Les deux thèmes continuent d'occuper une place de choix dans l'agenda politique, comme en témoignent les nombreuses interventions politiques en la matière. Le Conseil fédéral a chargé l'OFAS de tirer au clair, d'ici la fin des programmes, les moyens d'améliorer l'interaction entre prévention, intervention et répression afin d'augmenter l'efficacité de la prévention, et d'établir le besoin de réglementation qui existe dans le domaine de la protection des jeunes face aux médias. Il s'agira également de présenter pour chaque programme une évaluation et, le cas échéant, des recommandations pour la suite. Des travaux importants et exigeants restent donc à accomplir sur les deux fronts, mais je suis convaincu que nous parviendrons, avec nos partenaires, à des résultats probants.

Assurance-invalidité

6^e révision de l'AI, 2^e volet

Le Conseil national et le Conseil des Etats ont définitivement classé le 2^e volet de la 6^e révision de l'AI, faute d'avoir pu s'entendre en conférence de conciliation sur trois questions litigieuses: les deux Chambres n'ont réussi à s'accorder ni sur le taux d'invalidité devant donner droit à une rente entière, ni sur l'agencement du frein à l'endettement prévu, ni sur le terme à utiliser pour désigner les rentes dites pour enfant.

Détection précoce et réinsertion professionnelle (DPR)

Six grandes entreprises réalisent de concert ce projet pilote (au sens de l'art. 68^{quater} LAI) avec le soutien de l'Union patronale suisse, de l'Association suisse d'assurances, de l'assurance-invalidité, de la Suva ainsi que de divers offices fédéraux. L'objectif principal du projet DPR est d'identifier à temps les collaborateurs malades ou accidentés afin de les maintenir dans l'entreprise ou au moins d'éviter leur sortie du marché primaire du travail grâce à des mesures appropriées et coordonnées. L'évaluation du projet commandée par l'OFAS conclut que la stratégie élaborée produit des effets positifs¹. Forts de cette bonne expérience, les partenaires poursuivent le projet DPR.

Enfance et jeunesse

Entrée dans la vie professionnelle: effets des carrières et du système scolaires

L'enquête fédérale auprès de la jeunesse ch-x retrace le cursus scolaire de plus de 30 000 jeunes. Sa dernière édition a porté principalement sur le passage de l'école obligatoire à une formation de niveau secondaire II, puis à l'entrée dans la vie professionnelle. L'étude montre que l'amélioration visée de l'aptitude à réussir ce

passage et du nombre de personnes achevant une formation après l'école obligatoire ne pourra être atteinte que moyennant une perspective globale de la politique de formation qui prenne aussi en compte le contexte politique, économique et culturel.

Pro Juventute: la Confédération ne change pas le montant de son aide à l'offre de conseil

La Confédération maintient à 600 000 francs son aide financière à la ligne 147, le service d'aide pour les jeunes géré par Pro Juventute. Le Conseil fédéral estime approprié et suffisant le montant actuel de sa contribution: telle est sa conclusion dans le rapport par lequel il répond à deux postulats déposés au Conseil national.

Famille

Code civil (CC): autorité parentale

Les deux Chambres ont adopté en vote final une révision du CC relative à l'autorité parentale, qui prévoit que l'autorité parentale conjointe constituera la règle quel que soit l'état civil des parents. L'effet rétroactif, et donc la possibilité pour les parents déjà divorcés de renégocier l'autorité parentale commune sur la base des nouvelles dispositions, est limité aux conventions de divorce conclues moins de cinq ans avant l'entrée en vigueur de la révision. Le délai référendaire expire en octobre 2013.

Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique

Soucieux de s'associer à l'engagement international contre toute forme de violence liée au genre, le gouvernement fédéral a décidé de signer la convention dite d'Istanbul, qui comble les lacunes des Etats membres en matière de droit pénal, de poursuite pénale, de prévention et de protection

des victimes. Cet accord doit encore être ratifié par le Parlement.

Initiative populaire «Aider les familles! Pour des allocations pour enfant et des allocations de formation professionnelle exonérées de l'impôt»

Le Conseil fédéral rejette l'initiative fédérale «Aider les familles! Pour des allocations pour enfant et des allocations de formation professionnelle exonérées de l'impôt» sans lui opposer de contre-projet. Il juge qu'une telle exonération fiscale est trop peu conforme à l'objectif visé. Il en résulterait en outre des inégalités de traitement et d'importantes pertes de recettes fiscales.

Initiative populaire «Déductions fiscales aussi pour les parents qui gardent eux-mêmes leurs enfants»

Après le Conseil fédéral, le Parlement rejette à son tour l'initiative dite «pour les familles», qui exige que celles qui ont adopté le modèle traditionnel dans lequel l'homme est le soutien de famille principal bénéficient aussi de la déduction fiscale pour frais de garde des enfants.

Initiative populaire «Pour le couple et la famille – Non à la pénalisation du mariage»

Le Conseil fédéral recommande l'adoption de l'initiative populaire «Pour le couple et la famille – Non à la pénalisation du mariage», qui vise à éliminer, avec la taxation commune des couples mariés, une inégalité de traitement défavorisant ces derniers par rapport aux unions libres. Quant à la réglementation des rentes AVS que les auteurs de l'initiative demandent également, le Conseil fédéral entend l'aborder dans le cadre de la réforme Prévoyance vieillesse 2020.

1 Cf. Kraft, Eliane et Marcel Buffat, «DPR: un projet pilote au sens de art. 68^{quater} LAI», dans le présent numéro de la CHSS.

Politique sociale

Etude de l'OCDE « Perspectives des migrations internationales 2013 »

Selon une étude de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur les effets de la migration dans ses Etats membres, la Suisse profite financièrement de l'immigration. Une comparaison entre les impôts et les charges sociales, d'un côté, et les prestations de transfert reçues, de l'autre, donne pour tous les ménages suisses un paiement net moyen dans le système de 15 000 euros par année. Considérées sous un autre angle, les données révèlent, même pour les ménages issus de l'immigration, un bilan net égal à près de 2% du PIB (membres européens de l'OCDE, Australie, Etats-Unis et Canada: 0,3%).

Journées du réfugié 2013

Placées sous la devise « Réussir ensemble! », les Journées du réfugié 2013 ont été célébrées sous l'égide de l'Office fédéral des migrations (ODR), de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) et du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Elles ont évoqué principalement ce que l'économie et la société ont à gagner en offrant aux réfugiés et aux personnes admises à titre provisoire non seulement une protection, mais aussi du travail.

Prestations sociales sous condition de ressources 2011

L'Office fédéral de la statistique (OFS) vient de publier la statistique financière 2011 des prestations sociales sous condition de ressources. La plus grande partie des prestations octroyées à ce titre par la Confédération, les cantons et les communes (12,3 milliards de francs au total)

concernaient les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI (près de 4,3 milliards, soit 35% du montant total) et les réductions de primes d'assurance-maladie (près de 4,3 milliards également). 2,1 milliards de francs ont été consacrés à l'aide sociale (16,8%). Les dépenses totales ont atteint 682 millions de francs de plus qu'en 2010, ce qui représente une hausse nominale de 5,9% (2010: 8,1%). Les dépenses moyennes par habitant ont été de 1544 francs, soit 70 francs ou 4,8% de plus que l'année précédente (2010: 7,0%).

Prévoyance professionnelle

Code civil (CC): partage de la prévoyance en cas de divorce

Le Conseil fédéral a adopté le message relatif à une modification du CC qui doit remédier à certaines lacunes du système actuel de partage de la prévoyance professionnelle en cas de divorce. Elle prévoit que les prétentions de prévoyance seront aussi partagées lorsque, au moment de l'introduction de la procédure de divorce, l'un des conjoints touche déjà une rente de vieillesse ou d'invalidité².

Financement des institutions de prévoyance de corporations de droit public

Le Conseil fédéral accorde aux cantons et aux communes une prolongation de délai (jusqu'à fin 2014 au lieu de 2013) pour mettre en œuvre les dispositions du droit fédéral relatives à leurs institutions de prévoyance.

LPP

La CSSS-N a mis en consultation (jusqu'au 18.10.2013) le projet législatif relatif à l'initiative parlementaire Pelli (PLR, TI) « Permettre aux fonds de bienfaisance de jouer leur rôle ». Celui-ci prévoit de soustraire à certaines règles de la LPP ces fonds patronaux allouant des prestations discrétionnaires.

Réforme Prévoyance vieillesse 2020

Les réformes ponctuelles de la prévoyance vieillesse tentées ces dix dernières années ont toutes échoué: les deux moutures de la 11^e révision de l'AVS ont été refusées, d'abord en votation populaire en 2004, puis en votation finale par le Parlement en 2010, et le projet d'adaptation du taux de conversion a échoué devant le peuple en 2010. Convaincu qu'il faut aborder les problèmes dans leur ensemble et chercher une solution globale, le Conseil fédéral a adopté en juin les axes de la réforme Prévoyance vieillesse 2020, dont l'objectif principal est de maintenir le niveau des prestations. A cette fin, le système de prévoyance doit être consolidé financièrement, et les 1^{er} et 2^e piliers être mieux coordonnés. La solution globale ainsi visée permettra d'organiser et d'assurer un processus de réforme transparent. Le Conseil fédéral mettra en consultation un projet de réforme d'ici à la fin de l'année.

Santé

Assurance obligatoire des soins (AOS)

Les Chambres fédérales ont adopté une modification de la loi fédérale sur l'assurance-maladie qui prévoit que les caisses-maladie sont tenues de prendre en charge l'intégralité des frais de traitement découlant de complications durant une grossesse. Ainsi, les grossesses à complications seront exemptées de toute participation aux frais dans l'assurance de base, comme les grossesses normales.

Par ailleurs, l'ordonnance sur les prestations de l'assurance des soins a été adaptée en ce sens que l'AOS prend désormais en charge les coûts d'examen de dépistage du cancer du côlon même lorsqu'aucun antécédent n'est connu dans l'entourage familial. Enfin, afin de combattre plus efficacement la coqueluche, les enfants de 11 à 15 ans pourront renouveler à la

² Cf., Grob, Franziska, « Message concernant le nouveau dispositif de partage de la prévoyance en cas de divorce », dans le présent numéro de la CHSS.

charge de l'AOS la protection vaccinale acquise durant la petite enfance.

Dossier électronique du patient

Le Conseil fédéral a transmis en mai au Parlement le projet de loi sur le dossier électronique du patient et le message y relatif. Le recours à des services de santé électroniques dans le cadre de la stratégie Santé2020 doit contribuer à améliorer la qualité des processus thérapeutiques et à augmenter la sécurité des patients. Mais la décision de principe d'établir un dossier électronique, dont les données seront enregistrées de façon décentralisée (en général auprès d'un médecin de premier recours), la maîtrise de ces données ainsi que la gestion des droits d'accès n'appartiennent pas moins au patient. Alors que les professionnels de la santé travaillant dans le secteur ambulatoire ne seraient pas obligés d'y participer, d'autres fournisseurs de prestations (hôpitaux, maisons de naissance et EMS) seraient contraints d'adopter ce système.

Gel des admissions de cabinets médicaux

Les deux conseils ayant reconnu l'urgence de l'ordonnance, les cantons sont à nouveau habilités depuis début juillet (et pour trois ans) à limiter sur la base d'une clause du besoin le nombre de médecins spécialistes et d'autres fournisseurs de prestations médicales indépendants autorisés à pratiquer à la charge de l'assurance obligatoire des soins.

Projets élaborés par la Commission de la sécurité sociale et de la santé du Conseil national

La CSSS-N élabore actuellement des projets d'acte législatif en réponse aux initiatives parlementaires suivantes:

- Créer une allocation d'assistance pour les personnes qui prennent

soin d'un proche (11.411, n) et Permettre aux personnes qui s'occupent d'un proche de prendre un congé de repos (11.412, n)

- Dépistage du cancer (05.464 n, 05.465 n, 05.467, n)
- Financement moniste des prestations de soins (09.528, n)
- Exonérer les enfants du paiement des primes d'assurance-maladie (10.407, n)
- Coma éthylique. Aux personnes en cause de payer les frais des séjours hospitaliers et en cellule de dégrisement! (10.431, n)
- LAMal. Accorder plus d'autonomie au personnel soignant (11.418, n)
- Compensation des risques (11.473, n) et Introduction rapide d'un système efficace de compensation des risques (12.446, n)

Révision de la loi sur les professions médicales (LPMéd)

La médecine de base et le rôle de la médecine de famille doivent à l'avenir être cités explicitement dans les objectifs de formation universitaire et de formation postgrade des médecins. C'est ce que prévoit le message concernant la révision de la loi sur les professions médicales (LPMéd) que le Conseil fédéral a soumis début juillet au Parlement, concrétisant ainsi une mesure importante du masterplan «Médecine de famille et médecine de base» que le Département fédéral de l'intérieur a lancé en juin 2012 avec d'autres partenaires du domaine de la santé.

Stratégie nationale contre le cancer

La Confédération et les cantons ont approuvé une Stratégie nationale contre le cancer qui doit être mise en œuvre de 2014 à 2017 avec le soutien de divers partenaires. Elle porte sur la prévention, le suivi et la recherche, et joue un rôle important dans la concrétisation de l'agenda Santé2020.

Suva

L'exercice 2012 s'est soldé pour la Suva par un excédent de 247 millions de francs. Ce résultat positif est dû principalement à la baisse du nombre de nouvelles rentes d'invalidité et à la bonne performance des placements (8,6%). Le taux de couverture financière de l'assurance est de 125%. Le président du conseil d'administration de la Suva, Franz Steinegger, remettra son mandat fin 2013.

Travail

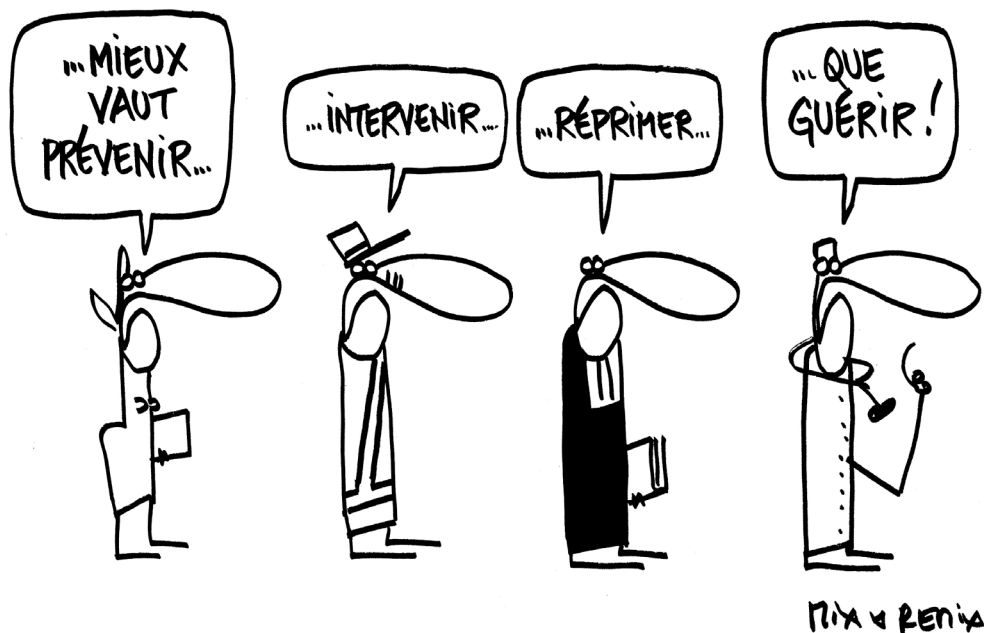
Loi sur l'assurance-chômage

Les Chambres ont approuvé fin juin une modification de la loi sur l'assurance-chômage. Pour contribuer à réduire la dette des caisses de chômage, le plafond du pour-cent de solidarité – perçu actuellement sur la part de salaire comprise entre 126 000 et 315 000 francs – est supprimé. Ainsi, les parts de salaire au-delà de 315 000 francs seront elles aussi soumises au pour-cent de solidarité.

Taux d'activité et taux de chômage au 1^{er} trimestre 2013

L'Enquête suisse sur la population active (ESPA) et les statistiques qui en dérivent font état pour le 1^{er} trimestre 2013 d'une hausse de 1,5% du nombre d'actifs occupés par rapport au 1^{er} trimestre de l'année précédente. Pour la même période, l'Union européenne (UE) a enregistré un recul de 0,4%. En ce qui concerne le taux de chômage selon la définition de l'Organisation internationale du travail (OIT), le bilan suisse (hausse de 0,3 point, de 4,3 à 4,6%) est meilleur que le bilan européen (hausse de 0,8 point, de 10,6 à 11,4%). En Suisse, le taux de chômage des jeunes était de 8,3%.

Programmes nationaux de protection de la jeunesse



© OFAS

Sur Internet, les fruits sont mûrs et ne demandent qu'à être ramassés. L'offre d'informations et de canaux de communication est fascinante et dépasse toute dimension connue. Les bibliothèques et archives sonores traditionnelles, les médias analogiques et l'ancienne technique des télécommunications ne peuvent rivaliser. C'est une invite à l'exploration et à l'expérimentation.

Comment peut-on familiariser les enfants et les jeunes avec une utilisation adéquate des nouveaux médias? Les parents ou les autres personnes responsables souhaitent généralement éviter que les enfants ne se goinfrent de fruits ou qu'ils n'ingèrent des fruits toxiques. De même, il est dans leur intérêt et dans celui de leurs protégés de les accompagner dans l'utilisation de l'offre virtuelle et d'éviter ainsi qu'ils ne risquent de se sentir dépassés ou de s'y brûler les ailes. Quant aux comportements inadaptés, agressifs ou violents, que ce soit de la part de l'auteur ou de la victime, on ne saurait les tolérer ni dans l'espace virtuel ni dans la vie réelle. Si les moyens éducatifs que constituent la prévention, l'intervention et la répression ne suffisent pas, reste le soutien du processus de guérison. Mais comme le dit la sagesse populaire, mieux vaut prévenir que guérir.

Les auteurs des articles de notre dossier soulignent le rôle central du travail de prévention que l'OFAS a coordonné et accompagné dans le cadre des programmes de protection de la jeunesse. Ce travail de prévention doit permettre aux enfants et aux jeunes d'adopter un comportement adéquat sur Internet et d'avoir une attitude non violente tant dans l'espace privé que dans l'espace public. Alors que pour les jeunes enfants, les parents ont un rôle fondamental, pour les adolescents, ce sont plutôt les groupes de pairs qui sont déterminants. Mais la meilleure des préventions ne peut se passer de certaines règles et l'une ou l'autre intervention correctrice peut se révéler très utile. En fin de compte – et il n'y a là rien de nouveau –, même la répression se justifie. L'utilisation cohérente et adaptée à la situation des instruments disponibles a généralement une efficacité plus grande et plus durable pour l'individu et pour la société qu'un long processus de guérison à l'issue incertaine.

Programmes de protection de la jeunesse: bilan intermédiaire et perspectives

En 2010, le Conseil fédéral a lancé deux programmes de protection de la jeunesse, le premier consacré à la prévention de la violence et le second à la protection des jeunes face aux médias¹. L'objectif est d'améliorer la qualité et l'efficacité des mesures de prévention en encourageant le développement des compétences ainsi que la collaboration et l'échange d'expériences. Ces programmes bénéficient d'un large soutien et sont mis en œuvre conjointement avec les cantons, les villes et les communes (Jeunes et violence) ainsi qu'avec des représentants de l'économie (Jeunes et médias).



Thomas Vollmer
Office fédéral des assurances sociales

La phase de mise en place des programmes de protection de la jeunesse, limités à 2015, a été très exigeante: il s'agissait de développer les structures des programmes, de définir les champs d'action et les processus, de s'assurer la collaboration de partenaires et de formuler des stratégies de communication. Les premiers résultats sont dignes d'intérêt: pour la première fois, de nombreuses informations ainsi qu'une vue d'ensemble des offres de prévention, des stratégies et des mesures proposées par les cantons, les villes et les communes ainsi que par des acteurs privés sont disponibles sur deux portails d'information trilingues www.jeunesetviolence.ch et www.jeunesetmedias.ch. Parallèlement, l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS), responsable de la mise en œuvre des programmes, a publié divers documents et rapports de recherche et préparé d'autres publications². Trois conférences nationales ont eu lieu depuis 2011, réunissant chaque fois quelque 300 participants, et trois autres sont prévues. Divers projets modèles de prévention de la violence et

de promotion des compétences médiatiques sont actuellement mis en œuvre. Ces programmes donnent ainsi d'importantes impulsions à la prévention de la violence et à la protection des jeunes face aux médias en Suisse.

Jeunes et violence

La collaboration avec les cantons, les villes et les communes

En raison de la répartition fédéraliste des compétences dans le domaine de la politique de l'enfance et de la jeunesse, la conception et la réalisation d'actions de prévention de la violence incombent aux responsables cantonaux et locaux. C'est pourquoi le programme Jeunes et violence est conçu comme un programme de prévention commun de la Confédération, des cantons, des villes et des communes. La Confédération finance des offres de soutien au niveau national. Les cantons, les villes et les communes mettent leurs connaissances au service des activités communes du programme et organisent des projets, des actions et des manifestations pour la prévention de la violence. La collaboration est assurée par un groupe de pilotage commun, par le réseau des délégués cantonaux et communaux à la prévention de la violence et par deux groupes d'experts. Une évaluation intermédiaire réalisée fin 2012 a confirmé la cohérence du programme et le bon fonctionnement de sa structure organisationnelle³. Pour la deuxième moitié du programme, les défis consisteront désormais à diffuser encore plus largement les connaissances acquises en matière de prévention de la violence et à faire en sorte qu'elles soient applicables par les acteurs sur le terrain.

Déplacement des actes de violence vers l'espace public

L'abandon de détritrus, la consommation d'alcool dans l'espace public et la violence juvénile sont des défis importants pour les villes suisses⁴. C'est ce que confirme une expertise réalisée pour l'OFAS, portant sur le développement de la violence juvénile. Sur la durée, on peut parler d'un déplacement des actes de violence de l'espace privé (famille, école) vers l'espace public. La libéralisation

1 Ordonnance sur des mesures de protection des enfants et des jeunes et sur le renforcement des droits de l'enfant. RO 2010 2947.

2 A ce propos, voir également CHSS 4-6/2012 et 1/2013.

3 *Op.cit.* Trageser et al.

4 *Op.cit.* Union des villes suisses.

Jeunes et violence : mandat de recherche

Le mandat consiste à présenter certains **modèles de coopération** en place aux niveaux local et cantonal pour ce qui est de la **prévention/intervention/répression**, à identifier les difficultés et les obstacles ainsi que les éléments clés d'une coopération réussie, et à en tirer des recommandations (décembre 2012 à automne 2013).

des horaires d'ouverture et l'élargissement des offres de la vie nocturne sont des explications possibles. La majeure partie des actes de violence dans l'espace public sont enregistrés le weekend et aux petites heures du jour. De plus, on observe, dans un nombre croissant de cas, une relation entre actes de violence et consommation de substances psychoactives (alcool, drogues)⁵. C'est pourquoi plusieurs villes mettent en œuvre – sous le regard critique du public – diverses mesures de prévention (aménagement du territoire, offres de loisirs), d'intervention (travail social de proximité, présence aux points chauds) et de répression (surveillance vidéo, interdictions de vente d'alcool). Dans l'optique du programme Jeunes et violence, se focaliser uniquement sur les actions dans l'espace public n'est guère utile. Il faut tendre vers des stratégies intégrées de prévention de la violence, c'est-à-dire vers une combinaison de mesures de prévention au niveau de la famille, de l'école et de l'espace public, en tenant compte des conditions locales. Plus tôt on agit sur les facteurs de risque qui pèsent sur les enfants et les jeunes (éducation incohérente, abus, expérience de la violence au sein de la famille, quartiers défavorisés, cercle d'amis délinquants, exposition précoce à la violence, etc.) et sur les facteurs de protection (environnement stimulant, relations fiables, etc.), plus la probabilité que des jeunes deviennent par la suite des délinquants diminue⁶.

Jeunes et médias

Collaboration avec l'économie et d'autres acteurs importants

La protection des jeunes face aux médias vise à protéger les enfants et les jeunes des influences nocives de la consommation des médias numériques (p. ex. représentations de la violence, pornographie) et à encourager une

utilisation des médias sûre et adaptée à leur âge. Là aussi, les compétences sont partagées entre la Confédération et les cantons. Parallèlement, l'économie s'acquitte de tâches de prévention et d'autorégulation. Lors de sa décision de mettre en place un tel programme, le Conseil fédéral est parti du principe que les coûts de mise en œuvre seraient pris en charge conjointement par la Confédération et l'économie. Jusqu'à présent, l'association des fabricants, développeurs et éditeurs de jeux vidéo en Suisse (Swiss Interactive Entertainment Association) ainsi que Swisscom SA se sont déclarées prêtes à soutenir le programme. Par contre, d'autres grandes entreprises internationales avec une succursale en Suisse se montrent réticentes à participer financièrement à l'opération. Parallèlement à l'économie, l'engagement de fondations privées est également fondamental. Ainsi, la Fondation Jacobs prend en charge le financement du projet Education par les pairs (socialisation médiatique entre jeunes du même âge). Le groupe de pilotage du programme Jeunes et médias est composé de représentants de la Confédération, des partenaires du programme qui participent au financement ainsi que des cantons. De plus, un groupe d'accompagnement regroupe des représentants de hautes écoles, d'organisations de protection de l'enfance et d'organisations familiales, d'associations, d'entreprises privées et de services étatiques engagés dans la protection de la jeunesse.

Jeunes et médias : mandats de recherche

Mandat 1 : évolutions et tendances d'utilisation dans le domaine des médias numériques et défis qui en résultent pour la protection des jeunes face aux médias (automne 2012 à été 2013).

Mandat 2 : recensement et contrôle des activités régulatrices des cantons (printemps 2013 à été 2014).

Mandat 3 : évaluation de la mise en œuvre et de l'effet des mesures d'autorégulation de la branche des médias en Suisse dans les domaines du cinéma, des jeux vidéo, des télécommunications et d'Internet (printemps 2013 à été 2014).

Mandat 4 : analyse des modèles de régulation d'autres pays concernant des médias spécifiques ou communs à plusieurs supports, identification des exemples de bonnes pratiques et formulation de recommandations pour la Suisse (printemps 2013 à été 2014).

5 *Op.cit.* Ribeaud

6 *Op.cit.* Eisner et al.

Stratégie de médiation pour la promotion des compétences médiatiques

Les enfants et les jeunes doivent apprendre à saisir les opportunités et à éviter les risques des médias numériques. Ils doivent, dès le début, être accompagnés activement dans ce processus par les parents, les enseignants et le personnel d'encadrement. A titre de stratégie de médiation, la sensibilisation de ces acteurs constitue l'axe principal du programme. Il s'agit donc de veiller à ce que des messages de prévention actuels et uniformes soient diffusés le plus largement possible, à l'intention de ces acteurs. Pour la deuxième moitié du programme, l'objectif de Jeunes et médias est donc de renforcer la collaboration avec les associations de parents et d'enseignants, le serveur suisse de l'éducation educa.ch ainsi qu'avec tous les prestataires d'actions de sensibilisation. Les activités sont accompagnées d'une information ciblée aux médias et de l'utilisation de médias sociaux. Il s'agit maintenant d'utiliser les canaux de communication établis avec les parents et les enseignants, et d'améliorer et diffuser de façon plus ciblée les offres de formation aux parents sur le thème des compétences médiatiques. Un autre enjeu consiste à accéder aux familles difficiles à atteindre.

Eviter la polarisation

Il est important d'éviter la polarisation des activités de sensibilisation sur un seul problème. Ainsi, ces derniers mois, la perception du public s'est focalisée sur des problèmes comme le cyberharcèlement. Les derniers résultats de l'étude Kids Online de l'UE montrent que, si le cyberharcèlement peut certes avoir de lourdes conséquences sur les enfants et les jeunes touchés, le nombre de cas est toutefois fortement surestimé. D'autres expériences à risque, comme le contact avec des inconnus ou la confrontation à des représentations sexuelles, sont beaucoup plus fréquentes⁷. Dans l'optique du programme national Jeunes et médias, il est donc primordial d'établir une classification concrète des problématiques actuelles et d'identifier les relations existant entre divers phénomènes (harcèlement et cyberharcèlement, utilisation de médias sociaux, etc.). Il s'agit d'aborder non seulement les dangers des médias numériques, mais aussi leurs opportunités et possibilités d'utilisation très diverses.

Futur rôle de la Confédération dans la protection de la jeunesse

Ces dernières années, 40 interventions parlementaires portant sur la régulation, la prévention et la coordination dans le domaine de la protection des jeunes face aux médias ont été déposées au niveau fédéral. Le Conseil fédéral a déclaré qu'il entend prendre position sur la forme que devra prendre la protection des jeunes face aux médias et sur les besoins de réglementation d'ici la fin du programme en 2015. Dans le même temps, il a chargé l'OFAS de tirer au clair les moyens d'améliorer

l'interaction entre prévention, intervention et répression dans le domaine de la lutte contre la violence juvénile. Afin de disposer de bases de réponses scientifiques, l'OFAS a attribué plusieurs mandats de recherche (voir encadré). Les résultats seront présentés d'ici l'été 2014. Il s'agira ensuite de les réunir et de les exploiter, puis de les présenter au Conseil fédéral sous forme de recommandations. Parallèlement aux deux rapports consacrés, l'un, à la prévention de la violence, et l'autre, à la protection de la jeunesse face aux médias, les évaluations finales des deux programmes seront disponibles en 2015.

Sources et bibliographie

Programme national « Les jeunes et la violence » (Office fédéral des assurances sociales), décision du Conseil fédéral du 11 juin 2010: www.ofas.admin.ch → Thèmes → Questions de l'enfance et de la jeunesse → Protection des jeunes → Colloques.

Programme national « Protection de la jeunesse face aux médias et compétences médiatiques » (Office fédéral des assurances sociales), décision du Conseil fédéral du 11 juin 2010: www.ofas.admin.ch → Thèmes → Questions de l'enfance et de la jeunesse → Protection des jeunes → Colloques.

Eisner, Manuel et al., *Prävention von Jugendgewalt*. Aspects de la Sécurité sociale, rapport de recherche n° 5/09 (avec un résumé en français): www.ofas.admin.ch → Pratique → Recherche → Rapports de recherche.

Ribeaud, Denis, « Evolution des comportements violents entre jeunes ces 20 dernières années. Tentative d'interprétation cohérente de résultats apparemment contradictoires », in *CHSS* 1/2013, pp. 35 ss. Etude *Villes suisses sûres 2025*, réalisé par l'Union des Villes suisses et le BaslerFonds, [Berne] 2013: staedteverband.ch/fr → Documentation → Rapports.

Trageser, Judith et al., *Programm Jugend und Gewalt*. Zwischenevaluation im Auftrag des Bundesamtes für Sozialversicherungen (seulement en allemand), [Zurich] 2013: www.jugendundgewalt.ch → Programme national → Evaluation intermédiaire.

Liens

www.ofas.admin.ch/protection-des-jeunes

www.jeunesetviolence.ch

www.jeunesetmedias.ch

[www.twitter.com/jugendundmedien](https://twitter.com/jugendundmedien)

www.facebook.com/jugendundmedien

www.j.mp/JuM-G-Plus

Thomas Vollmer, sociopédagogue diplômé (HES), MA en sciences sociales, responsable du projet Protection des jeunes, OFAS.

Mél.: thomas.vollmer@bsv.admin.ch

⁷ Cf. Hermida, Martin et Sara Signer, « Risques sur Internet pour les enfants et les jeunes : données récentes pour la Suisse », dans le présent numéro de la *CHSS*.

Stratégies de prévention de la violence: la leçon soleuroise

Le canton de Soleure est le premier à avoir formulé et appliqué, à partir de 2006, une stratégie globale de prévention de la violence juvénile, dont le processus d'élaboration et la mise en œuvre ont fait l'objet d'une étude dans le cadre du programme national « Jeunes et violence ».



Marius Féraud
Büro Vatter



Christian Rüefli

Le canton de Soleure est le premier à avoir formulé une stratégie globale de prévention de la violence juvénile, dont l'exécution a débuté en 2007. L'étude que nous présentons ici s'est intéressée au processus d'élaboration et à la mise en œuvre de ce programme intitulé « Stratégie et lignes directrices en matière de prévention de la violence », dans le but d'en identifier les principaux acteurs, les catalyseurs et les entraves. Elle s'achève par des recommandations et des éléments susceptibles d'être utiles aux cantons qui mettent en place eux aussi une stratégie de prévention de la violence juvénile ou qui envisagent de le faire.

Du point de vue méthodologique, l'évaluation s'appuie sur le dépouillement systématique de divers documents (rapports, arrêtés du Conseil d'Etat, procès-verbaux de

séance, etc.) et 17 entretiens semi-directifs, menés avec des représentants de divers services cantonaux, des communes et d'organisations privées.

Principaux axes de la stratégie et des lignes directrices

Un cas inquiétant de violence juvénile survenu en été 2005 lors d'un festival de la ville de Soleure est à l'origine de la formulation de la stratégie et des lignes directrices du canton: cet incident a défrayé la chronique et motivé plusieurs interventions parlementaires au Grand Conseil. Vu ces circonstances, l'office cantonal chargé de la sécurité sociale a lancé les premiers travaux (table ronde, rapport de base). Un an plus tard environ, le Conseil d'Etat a confié la formulation d'un plan de prévention à un groupe de travail. En 2007, il a adopté le document « Stratégie et lignes directrices en matière de prévention de la violence » qui, après une étude approfondie du sujet, proposait une soixantaine de mesures. La même année, l'office de la sécurité sociale s'attela à une campagne de prévention.

Pour financer cette action, le Conseil d'Etat a autorisé un crédit-cadre sur quatre ans (2008-2011), d'un montant de 1,2 million de francs, qui émergeait au Fonds cantonal de loterie¹. Ce montant a permis la réalisation de sept projets, jugés prioritaires par le Conseil d'Etat parmi les mesures comprises dans la stratégie et les lignes directrices, notamment les deux projets de prévention « schritt:weise » (encouragement de la petite enfance) et « PFADE » (prévention de la violence dans les écoles). Ces projets dépendent du service de prévention de l'office de la sécurité sociale. La stratégie et les lignes directrices comprennent aussi des actions qui étaient déjà mises en place par les départements cantonaux et leurs offices, dans les limites de leurs effectifs et de leurs ressources financières, et qui, par leur nature, peuvent être assimilées à la prévention de la violence (relevant par exemple de l'intégration).

Analyse de l'élaboration et de la mise en œuvre

L'analyse du processus d'élaboration montre que le contexte était, dans le canton de Soleure, globalement favorable à la formulation d'une stratégie de prévention (nécessité d'agir, fonds disponibles, surtout). Parmi les autres facteurs ayant contribué au succès, nous trouvons le soutien sans faille dispensé par le Conseil d'Etat, l'enga-

¹ Le Conseil d'Etat a approuvé un crédit supplémentaire pour 2012 et 2013, émergeant lui aussi au Fonds cantonal de loterie.

gement soutenu de personnes clés pendant l'élaboration et les effectifs affectés à la démarche. Par contre, l'élaboration a été entravée par l'étude trop sommaire du contexte de la violence juvénile et de sa prévention dans le canton de Soleure (analyse de la situation initiale et des besoins), et par le règlement insuffisant de la planification du processus et, de façon générale, du cadre de la mise en œuvre (compétences, coordination et financement).

Pour la mise en œuvre, la création du service de prévention, compétent dans le domaine de la prévention de la violence et doté des ressources et des effectifs requis, s'est révélée cruciale. Mais l'absence d'un organe de pilotage stratégique et la coordination insuffisante entre les acteurs des divers départements ont montré que des améliorations demeurent possibles. De surcroît, le financement à long terme des mesures n'est pas garanti, car les ressources provenant du Fonds de loterie sont en général octroyées pour une durée limitée et une partie importante des projets relèvent des communes (comme l'encouragement de la petite enfance).

Processus d'élaboration: recommandations

Quels éléments utiles aux autres cantons se dégagent de ces constatations? L'étude formule des recommandations sous la forme d'aide-mémoire pour l'élaboration de trois étapes du processus.

En premier lieu, les auteurs jugent important de **bien étudier le contexte**, au début du processus d'élaboration, d'analyser tant les **expériences faites** que les **acquis de la recherche**, et d'en tirer profit pour la démarche (tableau T1). Cette approche présente deux avantages principaux: d'une part, elle pose, sur le plan technique, les conditions nécessaires à la formulation d'une stratégie cohérente et efficace, d'autre part, elle peut avoir pour conséquence, sur le plan pratique, que les décideurs et les acteurs chargés de son exécution se montrent plus réceptifs.

En deuxième lieu, il faut accorder un soin particulier à la **planification et à la conception du processus** (tableau T2). Pour ce faire, il faut tenir compte des structures et processus internes de l'administration, des modes de collaboration formels et informels et des «cultures administratives» différentes au sein du canton, qui posent chacune un cadre particulier.

En troisième et dernier lieu, il convient de tenir compte, au moment de la définition de la stratégie déjà, des aspects propres à favoriser plus tard la **mise en œuvre** (tableau T3). Signalons toutefois que l'application des recommandations que nous formulons requiert un certain temps et qu'elle peut parfois susciter des conflits. Néanmoins, les expériences faites dans le canton de Soleure montrent que l'investissement consenti pendant l'élaboration est payant à plus long terme.

Aide-mémoire pour l'analyse de la situation et la prise en compte des acquis

T1

Recommandation	Aspects importants et remarques
Analyse de la situation	<ul style="list-style-type: none"> Analyse des problèmes: ampleur de la violence juvénile dans le canton, problèmes dans divers domaines (école, famille, espace public, p. ex.) Recueil de mesures déjà appliquées ayant un lien avec la prévention de la violence (y compris dans d'autres domaines: promotion de la santé, prévention des dépendances, etc.) et avec la politique de répression
Analyse des besoins	<ul style="list-style-type: none"> Identification des mesures de prévention de la violence requises (en y associant les acteurs intervenant dans la mise en œuvre)
Etude du contexte	<ul style="list-style-type: none"> Description du cadre légal (et, en particulier, de la répartition des tâches entre canton et communes) Identification des acteurs pertinents
Etude d'autres expériences et des acquis relatifs à la violence juvénile	<ul style="list-style-type: none"> Expériences et acquis provenant d'autres cantons, mais aussi de certaines villes et communes, ainsi que de l'étranger Connaissances relatives aux causes de la violence juvénile, à ses manifestations et à l'efficacité de diverses mesures
Définition de l'orientation et des objectifs	<ul style="list-style-type: none"> Définition de l'orientation du programme (ses priorités, p. ex.) Définition des objectifs de résultats
Appel à des experts externes	<ul style="list-style-type: none"> Si nécessaire (selon l'expertise dont dispose l'administration ou le groupe de travail)

Source: Büro Vatter

Aide-mémoire pour la planification et la conception du processus

T2

Recommandation	Aspects importants et remarques
Soutien dispensé par les décideurs	<ul style="list-style-type: none"> Soutien et approbation des décideurs politiques (comme le Conseil d'Etat) pendant toute la démarche d'élaboration
Engagement des personnes clés	<ul style="list-style-type: none"> Processus d'élaboration fortement marqué par l'engagement des cadres (direction de l'office ou du groupe de travail, p. ex.)
Ressources	<ul style="list-style-type: none"> Mise à disposition de ressources suffisantes pour les personnes clés (direction du projet, p. ex.) au moment de l'élaboration du programme
Interdisciplinarité	<ul style="list-style-type: none"> Implication de spécialistes de divers horizons
Planification	<ul style="list-style-type: none"> Mandat (politique) clair pour la formulation d'une stratégie Compétences définies et coordination assurée lors de l'élaboration Objectifs intermédiaires fixés (boucles de rétroaction, consultations, p. ex.)

Source : Büro Vatter

Aide-mémoire pour une gestion favorable à la mise en œuvre

T3

Recommandation	Aspects importants et remarques
Implication des acteurs clés	<ul style="list-style-type: none"> Participation au processus des acteurs concernés par la mise en œuvre
Collaboration avec les communes	<ul style="list-style-type: none"> Un aspect crucial, car le programme pourrait empiéter sur les compétences communales Collaboration nécessaire dès le début de l'élaboration
Clarification concernant le cadre de la mise en œuvre	<ul style="list-style-type: none"> Définition des compétences des divers acteurs Garantie d'une coordination suffisante (compétence, interlocuteurs auprès des autorités et organisations parties prenantes, échanges d'informations) Bouclage du financement

Source : Büro Vatter

Éléments utiles à la mise en œuvre

Les résultats de l'évaluation permettent de tirer certains enseignements d'ordre général, utiles à la mise en œuvre d'une stratégie de prévention de la violence juvénile.

- Sur le plan stratégique, il est conseillé d'**instituer un groupe de pilotage**, composé de représentants des directions des services administratifs et des organisations associés à la mise en œuvre. Cet organe pourrait définir l'orientation et les priorités de la stratégie, ce qui permettrait, le cas échéant, de mieux inscrire la stratégie de prévention dans l'action de ces services et de ces organisations.
- Sur le plan opérationnel, la mise en œuvre peut être favorisée par la **désignation d'un service chargé principalement de la prévention de la violence juvénile**, doté d'effectifs suffisants et recevant un mandat clair. Les expériences faites dans le canton de Soleure ont montré que ce service jouit d'une grande crédibilité auprès des acteurs, tant au sein qu'en dehors de l'administration.

- Il faut aussi attacher beaucoup d'importance à un **degré de coordination suffisant**, puisque divers acteurs sont concernés, chacun à sa mesure, par la mise en œuvre de la stratégie. Les risques que fait courir l'absence de coordination résident en particulier dans des redondances (différents services proposant des programmes similaires) et dans le manque de synergies (entre programmes complémentaires). En particulier, il faut désigner un organe de coordination et les interlocuteurs des services administratifs associés à la stratégie, et définir l'échange d'informations.
- La **réalisation de projets pilotes** s'est avérée une approche intéressante pour lancer des projets de prévention. Il est ainsi possible, en courant un risque financier relativement faible, de glaner des expériences sur une période définie, ce qui peut rendre les parties prenantes plus réceptives à la stratégie. La plupart des communes soleuroises associées aux projets pilotes se sont félicitées – pour diverses raisons (manques de connaissances, de temps ou de ressources) – que le canton ait lancé ce genre de projets.

Rapport de recherche

Féraud, Marius et Christian Rüefli, *Evaluation, Erarbeitung und Umsetzung Leitbild & Konzept Gewaltprävention des Kantons Solothurn* (en allemand; résumé en français, en italien et en anglais). Aspects de la sécurité sociale, rapport de recherche n° 16/12 : www.ofas.admin.ch → Pratique → Recherche → Rapports de recherche.

Marius Féraud, lic. rer. soc., politologue, Büro Vatter, Politikforschung & -beratung, Berne.
Mél. : feraud@buerovatter.ch

Christian Rüefli, lic. rer. soc., politologue, Büro Vatter, Politikforschung & -beratung, Berne.
Mél. : ruefli@buerovatter.ch

Evaluation du programme de prévention de la violence Peacemaker

Le plan stratégique du programme Peacemaker remplit en grande partie les critères de réussite relevés lors de l'analyse de la littérature. La réussite de la mise en œuvre dépend principalement du contexte scolaire, qui ne peut que difficilement être modifié à l'introduction du programme. Les personnes interrogées portent un regard fondamentalement positif sur l'efficacité du programme.



Peter Neuenschwander
HES bernoise, Travail social



Katharina Haab Zehrè

Peacemaker est un programme de prévention de la violence du National Coalition Building Institute (NCBI). Il a pour objectif d'encourager une prise de conscience de la culture du conflit et de la dynamique de la violence dans un établissement scolaire, et de réduire et prévenir la violence dans les écoles. A cette fin, des élèves et des enseignants acquièrent des aptitudes de résolution de conflits. Deux élèves par classe sont formés au rôle de promoteur de paix (ou peacemaker). Ces élèves tentent de calmer le jeu lorsque des bagarres ou des conflits surviennent pendant la récréation, sur le chemin de l'école ou en classe. Ils peuvent faire appel, au besoin, à deux

référénts ou personnes de contact (en général des enseignants ou des travailleurs sociaux en milieu scolaire), qui organisent en outre des rencontres régulières avec tous les promoteurs de paix d'une école.

Le programme Peacemaker a été évalué dans cinq communes: Alpnach (OW), Emmen (LU), Hombrechtikon (ZH), Reichenbach (BE) et Zurich¹. Au total, neuf écoles ont été prises en compte. Les évaluateurs ont mené des entretiens personnels et en groupe (y c. groupes focus) ainsi qu'une large enquête en ligne auprès des divers acteurs (directions d'école ou responsables du projet, référents, autres membres de l'équipe pédagogique, promoteurs de paix, spécialistes du NCBI et services extérieurs à l'école).

Les effets de Peacemaker

Les personnes interrogées portent un regard fondamentalement positif sur les effets du programme. Les résultats présentés sous forme de tableaux sont tirés de l'enquête en ligne menée auprès des enseignants et des élèves. Tous les enseignants et les autres membres de l'équipe pédagogique des écoles primaires (EP) et/ou des cycles d'orientation (CO) des cinq communes évaluées ont été interrogés². Concernant les élèves, on a mis l'accent, pour des raisons méthodologiques, sur le cycle primaire 2 (CP2) et le cycle d'orientation (CO). L'enquête a été réalisée dans les classes sous la surveillance d'un enseignant. Quelques résultats choisis sont présentés ci-après.

Diminution des formes de violence physique

Le tableau **T1** montre que les enseignants interrogés portent un regard fondamentalement plus positif que les élèves sur les effets du programme Peacemaker sur les comportements violents. Il est intéressant de relever que l'ordre des items est identique dans les deux groupes sondés. Près de neuf enseignants sur dix (88,2%) sont plutôt ou tout à fait de l'avis qu'il y a moins de bagarres dans leur école (contre 60,3% des élèves). De plus, 68,6% estiment qu'il y a moins de disputes, et 62,8% présumant qu'il y a moins de harcèlement (élèves: 58,1% et 56,9%). De l'avis des sondés, c'est sur la fréquence des insultes que Peacemaker a le moins d'influence. Les enseignants sont 54,4% à émettre cet avis et les élèves, 50,9%.

1 A Alpnach l'enquête a touché l'ensemble du complexe scolaire, à Emmen le bâtiment scolaire Rüeggisingen, à Hombrechtikon tous les bâtiments scolaires, à Reichenbach le cycle d'orientation Müli et à Zurich, l'école Untermoos, dans l'arrondissement (Stadtkreis) 9.

2 Pour Alpnach, il n'est pas possible de distinguer entre école primaire et cycle d'orientation, certains enseignants exerçant dans les deux niveaux.

Effets de Peacemaker sur les comportements violents

T1

Approbation des affirmations suivantes : (en %)	Total		Alpnach EP/CO	Reichenb. CO	Hombr. CO	Hombr. EP	Emmen EP	Zurich EP
Corps enseignant	(n=145-153)		(n=35-41)	(n=9-11)	(n=21-24)	(n=30-32)	(n=25-27)	(n=22-23)
... il y a moins de bagarres dans notre école	88,2		86,5	72,7	100,0	83,9	92,6	86,4
... il y a moins de disputes dans notre école	68,6		58,5	40,0	86,4	76,7	66,7	73,9
... il y a moins de harcèlement dans notre école	62,8		28,6	55,6	87,0	74,2	72,0	68,2
... il y a moins d'insultes entre les élèves	54,4		47,4	27,3	71,4	62,5	52,0	54,5
Approbation des affirmations suivantes : (en %)	Total	Alpnach CP2	Alpnach CO	Reichenb. CO	Hombr. CO	Hombr. CP2	Emmen CP2	Zurich CP2
Elèves	(n=699-700)	(n=62)	(n=115)	(n=100)	(n=130)	(n=138)	(n=55)	(n=99-100)
... il y a moins de bagarres dans notre école	60,3	82,2	34,8	33,0	56,9	79,7	76,3	72,0
... il y a moins de disputes dans notre école	58,1	82,2	31,3	26,0	55,3	79,8	78,2	68,7
... il y a moins de harcèlement dans notre école	56,9	83,9	32,1	32,0	52,3	73,9	61,8	73,0
... il y a moins d'insultes entre les élèves	50,9	77,4	22,6	28,0	43,8	68,1	65,5	67,0

Remarques : La question était la suivante : « J'ai l'impression que, grâce au projet Peacemaker, ... » (enseignants) et « Grâce aux promoteurs de paix, ... » (élèves). Les réponses « plutôt d'accord » et « entièrement d'accord » ont été regroupées. Les réponses « ne sais pas » (23-31 cas) n'ont pas été prises en compte. Le nombre de cas est variable à cause de valeurs manquantes.

Les résultats standardisés de l'enquête sont étayés par les entretiens menés avec les directions scolaires et les référents. Ainsi, dans quatre écoles, on fait état d'une diminution de la violence physique depuis l'introduction de Peacemaker. Un référent déclare à ce propos :

« Avant, il y avait des histoires; ça concernait deux élèves du cycle d'orientation [...]. Ils s'amusaient à pousser des élèves de l'école primaire dans le ruisseau [...]. Et depuis que nous avons commencé à travailler avec des promoteurs de paix, nous n'avons plus jamais eu d'incident de ce type. » (Un référent)

Amélioration du climat scolaire

Près de neuf enseignants sur dix (88,4%) sont plutôt ou tout à fait d'accord avec l'affirmation « Le projet Peacemaker contribue à l'amélioration du climat scolaire dans notre école ». Plus de quatre cinquièmes (81,8%) d'entre eux sont de l'avis que des litiges entre leurs élèves ont été résolus de façon constructive. En outre, une majorité des élèves interrogés (63,4%) estiment que les promoteurs de paix contribuent à l'établissement de relations plus correctes entre les élèves.

Le tableau T2 montre que les enseignants portent également un regard plus positif que les élèves sur les effets

de Peacemaker sur le climat scolaire. Plus de neuf enseignants sur dix (94,6%) estiment que les élèves se sentent bien à l'école grâce à Peacemaker (contre 63,5% des élèves). De même, 88,9% pensent que les pauses se déroulent de façon plus pacifique et 82,2% estiment que les élèves ont moins peur (élèves: 62,7% et 55,4%). Les entretiens qualitatifs menés avec les directions scolaires et les référents étayent les résultats de l'enquête quantitative: dans quatre écoles, on rapporte que la culture d'établissement est devenue plus pacifique et plus positive.

Différences entre écoles et degrés scolaires

Si l'on compare les résultats de l'enquête auprès des enseignants entre les écoles évaluées, on remarque que les effets à Alpnach et Reichenbach ont été moins bien évalués que dans les autres endroits. Comme le montre l'évaluation de la mise en œuvre, ce résultat est directement lié aux difficultés rencontrées dans l'application de Peacemaker par les écoles. A Alpnach p. ex., la formation

et la prise en charge des promoteurs de paix du cycle d'orientation ne sont pas adaptées à leur âge et les tâches trop peu engageantes. Le processus de sélection n'a plus lieu au sein de la classe, comme le prévoyait le concept; les élèves intéressés sont incités à se porter directement candidats. A Reichenbach, le projet a été suspendu en cours d'évaluation, car ni le corps enseignant, ni les élèves ni les parents ne le soutenaient. Ce rejet est dû notamment aux différences dans la définition des objectifs entre les acteurs impliqués, à une prise en compte insuffisante du vécu des jeunes et à des structures scolaires peu participatives. Par ailleurs, si l'on compare les résultats de l'enquête auprès des élèves entre les différents endroits, on remarque que les élèves du CP2 portent un regard fondamentalement plus positif sur les effets du programme que ceux du CO. Et de fait, les entretiens révèlent que Peacemaker est moins bien accepté à ce degré scolaire: les promoteurs de paix du CO sont apparemment souvent taxés de «pas cool» et subissent des railleries.

Effet de Peacemaker sur le climat scolaire

T2

Approbation des affirmations suivantes: (en %)	Total		Alpnach EP/CO	Reichenb. CO	Hombr. CO	Hombr. EP	Emmen EP	Zurich EP
Corps enseignant	(n=152-166)		(n=36-42)	(n=9-11)	(n=24)	(n=32-35)	(n=25-28)	(n=23-26)
... les élèves se sentent bien dans notre école	94,6		92,9	81,8	95,8	94,3	100,0	96,2
... les pauses se déroulent de façon plus pacifique	88,9		88,9	63,6	95,8	93,8	92,6	82,6
... les élèves ont moins peur	82,2		72,2	55,6	91,7	87,9	92,0	80,0
Approbation des affirmations suivantes: (en %)	Total	Alpnach CP2	Alpnach CO	Reichenb. CO	Hombr. CO	Hombr. CP2	Emmen CP2	Zurich CP2
Elèves	(n=698-700)	(n=62)	(n=115)	(n=100)	(n=130)	(n=138)	(n=55)	(n=98-100)
... les élèves se sentent bien dans notre école	63,5	87,1	32,1	39,0	56,9	87,0	78,2	77,6
... les pauses se déroulent de façon plus pacifique	62,7	80,6	31,3	37,0	60,0	86,2	78,2	76,0
... les élèves ont moins peur	55,4	69,3	30,4	35,0	50,0	76,1	67,3	68,3

Remarques: La question était la suivante: «J'ai l'impression que le projet Peacemaker contribue à ce que...» (enseignants) et «Les promoteurs de paix contribuent à ce que...» (élèves). Les réponses «plutôt d'accord» et «entièrement d'accord» ont été regroupées. Les réponses «ne sais pas» (10-24 cas) n'ont pas été prises en compte. Le nombre de cas est variable à cause de valeurs manquantes.

Facteurs de succès d'une mise en œuvre efficace de Peacemaker

La mise en œuvre du programme de prévention de la violence Peacemaker est-elle un succès? Les objectifs visés par les écoles peuvent-ils être atteints? Ces questions dépendent de nombreux facteurs interdépendants.

Facteurs de succès conceptuels

L'évaluation montre que la formation et les réunions des promoteurs de paix doivent être adaptées à leur âge et qu'il faut tenir compte de leurs intérêts et de leurs besoins. Il s'avère utile que les promoteurs de paix approfondissent le thème de la violence. Il faut également veiller à l'hétérogénéité de l'équipe qu'ils constituent, au niveau du rapport entre les sexes, de la position dans le groupe, etc.

«C'est aussi important d'avoir des <chahuteurs>, et pas seulement des jeunes qui sont sages et dans la norme, car ceux-ci ont de la peine à vraiment s'imposer. Il faut quand même suivre ce qui se passe, au niveau de la composition de l'équipe.» (Un référent)

Les résultats du programme sont particulièrement bons lorsque les promoteurs de paix interviennent auprès d'élèves plus jeunes qu'eux. Dans les situations difficiles, il est conseillé de faire appel à des promoteurs de paix plus âgés ou à des adultes de référence. Enfin, l'évaluation conclut que la participation et les opportunités de cogestion qui s'offrent aux promoteurs de paix et à l'ensemble des élèves (développement de l'école) sont des éléments clés du projet.

Facteurs de succès au niveau de l'organisation du projet

Pour que l'organisation du projet porte ses fruits, il faut des acteurs ayant le profil requis pour la mise en œuvre de Peacemaker (connaissances en gestion de projets, engagement personnel important, etc.). L'implication des travailleurs sociaux de l'école, s'il y en a, présente de grands avantages. Il faut aussi prévoir et mettre à disposition les ressources financières et humaines nécessaires. Il s'agit également d'évaluer régulièrement le rôle et les tâches des élèves qui s'engagent comme promoteurs de paix et, si nécessaire, de les adapter.

Concernant le harcèlement, la sensibilisation des promoteurs de paix a atteint son but: ils sont attentifs au problème et agissent comme un système d'alerte précoce. Dans ces cas-là, ils ne doivent toutefois pas intervenir eux-mêmes, mais faire appel aux référents. Il peut arriver que les promoteurs de paix soient dépassés ou au contraire trop peu sollicités: il est important d'en détecter les signes à temps et d'en discuter.

«Quand on intervient, on ne sait jamais trop comment s'y prendre, si notre aide va être acceptée, ou si on va pas

bêtement se faire envoyer <faire foutre>, parce qu'on voulait donner un coup de main. Et alors là, on n'a plus le courage.» (Un promoteur de paix)

Facteurs de succès en ce qui concerne les acteurs impliqués

L'évaluation montre que Peacemaker ne fonctionne que si tous les acteurs de l'école coopèrent et le soutiennent. La direction scolaire doit être réellement engagée et motivante. Un autre facteur de succès réside dans la large acceptation des référents par les enseignants et les élèves. Pour que le projet puisse être introduit, développé et enraciné au sein de l'école, il faut qu'il bénéficie du soutien et de l'estime de la grande majorité des enseignants; c'est là une condition essentielle.

«Oui, il doit être porté par les personnes qui sont directement concernées, qui sont parties prenantes. Donc avant tout par les enseignants, je pense. Ça dépend de leur attitude, parce qu'ils reportent ça sur les enfants, et si l'enseignant n'est pas motivé par le projet, aucun enfant ne va se porter volontaire.» (Un directeur d'école)

Facteurs de succès pour l'enracinement ...

Pour parvenir à enraciner le projet, il faut principalement mettre en place un bon réseau interne, ce qui revient à informer en permanence l'ensemble de l'équipe pédagogique et les élèves, et à les impliquer dans la planification et la mise en œuvre du projet. Cela peut se faire au cours des assemblées générales ou des journées pédagogiques, dans le cadre de projets rassemblant plusieurs classes d'âge ou lors du conseil de classe. Dans certains cantons, il y a également la possibilité de traiter des thèmes pertinents pour le projet dans le cadre de certains cours. L'enracinement externe a également une importance primordiale: pour que le financement soit garanti à long terme, il est préférable que le projet jouisse d'une bonne réputation, que le réseautage soit opérationnel et que la coopération au sein de la commune et avec les autorités communales fonctionne. Des échanges réguliers avec les services spécialisés dans la jeunesse, le conseil des parents, les forces de sécurité, etc., contribuent à l'acceptation du projet. Dans ce contexte, un concept de prévention de la violence à l'échelle de la commune constitue un atout.

... et la pérennité

L'enracinement durable de Peacemaker au sein d'une école nécessite une phase de consolidation de deux à trois ans. Une fois le projet lancé, il est crucial que les responsables persévèrent et veillent en permanence à la motivation des différents acteurs. Il faut par ailleurs clarifier les objectifs et les attentes de tous les participants avant l'introduction du projet. Enfin, il est nécessaire de réexaminer périodiquement les objectifs fixés et, le cas échéant,

de les adapter aux nouveaux développements qui se sont produits au sein de l'école.

Conclusion

L'évaluation conclut qu'en raison des structures fédéralistes du système scolaire, il est indispensable d'adapter Peacemaker au contexte local et à la culture de chaque école. Les écoles disposent d'une grande liberté, qu'elles devraient utiliser avec créativité. Ces adaptations servent à un enracinement durable et encouragent en fin de compte l'appropriation du projet (*ownership*). Il y a toutefois aussi des éléments essentiels ou contraignants dont il faut tenir compte: le pilotage (professionnel) par la

direction scolaire, l'encadrement interne réglementé des promoteurs de paix et du projet, l'élection des promoteurs de paix au bulletin secret, leur formation et prise en charge ainsi que la formation d'au moins un référent par le NCBI.

Peter Neuenschwander, Dr. phil., responsable du projet et chargé de cours, HES bernoise, Travail social.
Mél.: peter.neuenschwander@bfh.ch

Katharina Haab Zehrê, lic. phil., chargée de cours, HES bernoise, Travail social.
Mél.: katharina.haab@bfh.ch

Prévention de la violence: expériences du programme Jeunes et violence

L'objectif du programme Jeunes et violence est de constituer un recueil de bonnes pratiques pour la prévention de la violence. Pour ce faire, l'OFAS a réalisé un état des lieux des instruments de prévention existants et a invité les cantons et les communes à proposer des projets pilotes et des projets d'évaluation. Les expériences pratiques et scientifiques tirées de ces projets viennent continuellement enrichir la base de savoir, permettant ensuite d'élaborer et de mettre en œuvre des critères de qualité ciblés.



Yvonne Haldimann

Office fédéral des assurances sociales



Liliane Galley

Le programme Jeunes et violence s'est donné comme objectif de créer une base de savoir sur les bonnes pratiques de la prévention de la violence en Suisse. Cette démarche complexe requiert un dialogue permanent entre savoir scientifique et expérience du terrain.

Par le soutien de projets pilotes et le financement de l'évaluation de projets existants, le programme contribue à créer cette spirale du savoir. En effet, si d'un côté les expériences concrètes alimentent les domaines de la recherche, de l'autre, les résultats des évaluations et les recommandations qui en découlent nourrissent les projets existants et orientent l'élaboration de nouvelles mesures. De la même manière, les connaissances scientifiques actuelles au niveau international se conjuguent idéalement avec les critères de bonnes pra-

tiques et les exemples suisses pour constituer un tout cohérent.

Où en est la prévention de la violence en Suisse?

L'état des lieux des structures, des stratégies et des mesures de prévention de la violence réalisé dans le cadre du programme Jeunes et violence fournit une image détaillée de la situation actuelle en Suisse. Beaucoup de cantons et de grandes communes ont procédé à une analyse de la situation au cours des deux à cinq dernières années et ont développé **des stratégies spécifiques et des mesures** de lutte contre la violence juvénile, souvent en réaction à des actes de violence graves relatés dans les médias. Auparavant, la grande majorité des cantons et des communes se limitaient à des interventions ponctuelles. Seuls quelques rares cantons (p. ex. NE ou ZH) et grandes villes s'étaient déjà penchés sur les thèmes de la violence juvénile et de la prévention.

Situation dans les cantons

Le fait que les cantons disposent ou non d'une stratégie contre la violence juvénile, et la complexité de celle-ci, dépend essentiellement de la **volonté politique**, de la **fréquence** et du **type d'actes de violence** rencontrés, ainsi que de la façon dont ces actes sont perçus. Ainsi, les cantons plus petits et ruraux, sans centre urbain, sont en général moins actifs dans ce domaine. D'après l'état des lieux de l'OFAS, dix cantons disposent d'une stratégie globale explicite ou de stratégies sectorielles, avec un groupe de pilotage ou de coordination. Seuls cinq cantons, essentiellement ruraux, n'ont aucune stratégie de prévention de la violence juvénile (cf. tableau T1).

Dans la plupart des cantons, la problématique de la violence juvénile relève de la compétence de plusieurs directions administratives. Les principaux domaines concernés sont l'éducation, le social (jeunesse) et la sécurité (police, justice). Cela nécessite de clarifier **les compétences et les points de recoupement** ainsi que de nommer un **acteur chargé de la coordination**. Seulement un canton sur deux dispose d'un groupe de travail ou de coordination permanent chargé de rassembler les différents acteurs et de coordonner leurs travaux. Il est important que ces groupes de coordination soient dotés des compétences appropriées, comme en témoigne l'exemple du canton de Soleure¹.

Stratégies cantonales de lutte contre la violence juvénile

T1

Stratégies	Cantons ²
Stratégie globale explicite, incluant toutes les directions administratives concernées ³	BE*, SO*, AG, TI*, VS*
Stratégies sectorielles, groupe de coordination	ZH, LU*, SG, VD*, GE
Prévention de la violence juvénile intégrée à la politique (d'encouragement) de la jeunesse, à la politique familiale ou à la politique de promotion de la santé, groupe de suivi	UR, ZG, FR, NE*, JU
Mention dans d'autres domaines politiques, peu de coordination, pas de groupe de suivi	SZ, OW, NW, BS, SH, TG
Aucune mention, pas de coordination, pas de groupe de suivi ⁴	GL, BL, AR, AI, GR

Tableau des auteurs (selon Landert 2013)

Comment cantons et communes collaborent-ils ?

La coordination entre les autorités cantonales et communales dans le domaine de la prévention de la violence paraît essentielle pour harmoniser et optimiser les compétences. Aussi, il est d'autant plus étonnant que les stratégies analysées tablent rarement sur la création d'un service cantonal de coordination et **ne prévoient que très ponctuellement une procédure commune** entre les autorités cantonales et communales. Pourtant, comme le suggère l'exemple de Soleure, une telle procédure est impérative pour assurer le financement des mesures sur le long terme. L'application de mesures à l'échelle cantonale n'est guère réaliste si la décision de poursuivre un projet – éventuellement après une phase pilote financée par le canton – repose entre les mains des communes.

La coopération entre les communes reste également encore assez rare, surtout du point de vue stratégique et structurel. Il existe cependant des **exemples de collaboration réussie**: dans le canton de Vaud, des Conseils régionaux de prévention et de sécurité (CRPS) ont été créés au niveau des districts. Ces conseils doivent faciliter la collaboration administrative, les interventions interdisciplinaires et l'introduction de mesures de prévention dans les structures locales. Ils sont également chargés

d'impliquer tous les acteurs concernés. Dans l'Oberland zurichois, une collaboration de longue date entre les communes de trois districts dans le domaine de la prévention des dépendances a donné naissance à un service de prévention de la violence en 2007.

Davantage de problèmes dans les villes

Les 34 portraits de villes et de communes réalisés dans le cadre de l'état des lieux montrent que la **quantité d'actes violents dans l'espace social** dépend fortement de la **grandeur** et de la **densité urbaine** d'une commune. Les bagarres, l'abandon de déchets sur la voie publique, le vandalisme ainsi que la consommation d'alcool et de drogue sont plus fréquents dans les centres urbains et suburbains que dans les régions rurales. Cela est dû principalement à l'importance de la population juvénile, à la mobilité et au plus grand anonymat qui règne dans les villes. Les villes sont des endroits attrayants pour passer son temps libre, y compris pour les jeunes des communes environnantes. Le problème s'en trouve donc amplifié dans les centres urbains, alors qu'il reste relativement faible pour les communes rurales. La ville de Lausanne est un exemple saisissant de cette problématique: environ 30 000 jeunes s'y rendent chaque week-end pour faire la fête. La police lausannoise observe une augmentation des bagarres et des actes de vandalisme surtout aux premières heures du matin, lorsque les jeunes sont désinhibés à cause de l'alcool et que leurs capacités cognitives sont diminuées. Ces actes de violence peuvent faire naître un sentiment d'insécurité dans la population et ternir l'image d'une ville.

Quelle est l'importance des mesures dans les différents champs de prévention ?

La violence est le résultat d'une interaction complexe entre de nombreux facteurs. Pour cette raison, les mesures de **prévention de la violence** doivent être prises à différents niveaux et dans les **trois principaux champs de**

1 Cf. Féraud, Marius et Christian Rüefli, « Stratégies de prévention de la violence: la leçon soleuroise » dans le présent numéro de CHSS ainsi que, des mêmes auteurs, *Evaluation Erarbeitung und Umsetzung von Leitbild & Konzept Gewaltprävention des Kantons Solothurn*. Aspects de la sécurité sociale, rapport de recherche n° 16/12 (en allemand, avec résumé en français): www.ofas.ch → Pratique → Recherche → Rapports de recherche.

2 Les cantons suivis d'un astérisque parlent explicitement de « violence juvénile » dans le titre du document qui définit leur stratégie de prévention.

3 Une stratégie globale doit se baser sur une conception de la violence juvénile étayée par une analyse préalable: elle doit détailler les acteurs concernés, décrire leurs fonctions, préciser les modalités de collaboration et mettre sur pied un organe de pilotage.

4 Dans ces cantons, il existe aussi des activités de prévention. Cependant, elles ne sont souvent pas coordonnées et se basent sur des initiatives de certains services cantonaux.

prévention: la famille et la petite enfance, l'école et la formation professionnelle et l'espace social (c'est-à-dire le voisinage et l'espace public). Malgré une répartition inégale des mesures dans ces trois champs, on remarque tout de même des points communs au niveau intercantonal et intercommunal. La prévention de la violence juvénile occupe aujourd'hui une place solide dans l'espace institutionnel (école obligatoire, clubs sportifs et sociétés de jeunesse, écoles professionnelles et secondaires), où il est plus facile de s'adresser aux enfants et aux jeunes. Le travail social en milieu scolaire et la pédagogie curative scolaire représentent en outre des aides supplémentaires. Dans le milieu familial, l'attention est de plus en plus portée sur la détection précoce des milieux problématiques et l'offre de soutien ciblé. Dans l'espace social, l'accent est mis sur la présence dans les lieux fréquentés par les jeunes, avec une collaboration croissante entre les travailleurs sociaux et la police.

Approche pratique: projets modèles et projets pilotes

Trois projets modèles retenus en 2011 ont permis d'explorer des domaines très divers tels que le soutien à la parentalité (**Education familiale**), la prise en charge ambulatoire des jeunes auteurs de violence (**Face à face**) et la sensibilisation des associations sportives à la prévention de la violence (**Unschlagbar**). Des fiches résumant les tendances actuelles et les recommandations sur ce type d'approches sont en cours d'élaboration.

Dès 2012, le soutien a été réservé à des projets pilotes. Depuis lors, cinq nouveaux projets ont été retenus. L'élaboration d'un concept de **prévention du harcèlement et du cyberharcèlement dans les écoles genevoises** est en cours. Il a commencé par une enquête étendue auprès de 3000 élèves du secondaire I et II. Des mesures destinées aux élèves, mais également aux enseignants et aux parents, seront réalisées progressivement dès la rentrée 2013. Les résultats seront présentés fin 2014. Le projet **SPINTO** teste de mai à septembre 2013 une approche de prévention par les pairs dans la rue les vendredis et samedis soirs ainsi que les veilles de fêtes. Les résultats de la phase pilote seront disponibles au premier semestre 2014. Ce projet présente un potentiel intéressant pour les petites communes ayant des ressources limitées. La campagne **Moi et les autres** de la ville de Lausanne a utilisé une démarche novatrice pour sensibiliser la population et les jeunes au thème de l'altérité en les impliquant activement dans l'élaboration de projets à l'attention du grand public. Les enseignements de cette approche seront rendus publics début 2014. Trois communes zurichoises testeront dès l'automne 2013 un modèle inspiré de **Communities That Care** visant à mettre en place une prévention de la violence efficace et adaptée au contexte et aux besoins locaux. Le projet étant de longue haleine, les résultats seront présentés en 2015 seulement. Enfin, le projet **Werkikal Begleitung** testera jusqu'à fin 2014 une approche de

mentorat bénévole par des adultes souhaitant accompagner un ou une jeune de 10 à 19 ans en situation difficile.

Bonnes pratiques dans la prévention de la violence

Approche scientifique: de l'évaluation aux recommandations

A ce jour, sept projets proposés par les cantons, les villes et les communes ont été retenus pour être évalués de manière scientifique. L'évaluation de **la stratégie de Soleure** a permis de faire ressortir les points essentiels à prendre en compte dans l'élaboration d'une stratégie et de lignes directrices pour la prévention de la violence, recommandations qui pourront être utiles à d'autres cantons souhaitant se lancer dans une démarche similaire. Dans le domaine de la prévention à l'école, l'évaluation du programme **Peacemaker**⁵ a permis de déterminer les conditions de succès d'une démarche de prévention par les pairs tandis que l'évaluation de **Chili** proposera des clés pour une démarche de renforcement des compétences sociales. Enfin, l'analyse du **concept de prévention à l'école** montrera la voie pour accompagner de manière adéquate les écoles dans l'élaboration d'un programme de prévention répondant à leurs besoins particuliers. Dans le domaine de l'espace social, deux projets issus des corps de police cantonaux ont été soumis à évaluation. L'analyse du projet **Puero** donnera des pistes quant aux possibilités de règlement de certains délits de manière extrajudiciaire en adoptant une approche réparatrice, tandis que celle du **Gruppo visione Giovani** montrera les bénéfices d'un dispositif de collaboration entre la police de proximité et les écoles pour la prévention et la médiation. Dans le domaine des loisirs, l'évaluation du projet **Laureus Street Soccer** dévoilera le potentiel d'utilisation des activités de groupe à bas seuil, tel que le football de rue, pour mettre en place des règles de fairplay et créer un climat respectueux entre les jeunes.

Les résultats de ces différentes évaluations sont discutés dans le cadre du groupe d'experts Good Practice puis diffusés sous la forme de fiches résumant les conclusions et formulant des recommandations à l'attention des professionnels souhaitant se lancer dans des démarches similaires. Les expériences menées dans le cadre des projets pilotes ainsi que les résultats obtenus par l'évaluation de projets existants contribuent à créer peu à peu la base de savoir sur les bonnes pratiques de la prévention de la violence. Un mandat de recherche spécifique s'attèle actuellement à en définir plus précisément les critères.

⁵ Cf. Neuenschwander, Peter et Katharina Haab Zehrè, « Evaluation du programme de prévention de la violence Peacemaker » dans le présent numéro de *CHSS*.

Bonnes pratiques: les composantes d'une bonne prévention de la violence

Bonne pour dire ... efficace! La qualité principale d'un programme de prévention de la violence est d'atteindre son but, qui est de prévenir ou de diminuer l'ampleur de la violence chez les jeunes. Une des conditions pour y parvenir est d'élaborer les projets sur une base théorique solide. Celle-ci, construite sur un modèle de cause à effet, doit permettre d'envisager déjà au niveau théorique un certain potentiel de succès. L'efficacité de la prévention est certes difficile à mesurer mais, à défaut d'une évaluation d'impact ou d'effet, il reste utile d'effectuer une évaluation du concept ou du processus de mise en œuvre. Les hautes écoles et les universités offrent des possibilités de collaborations intéressantes dans ce domaine.

Bonne pour dire ... adaptée au contexte! Tout projet de prévention doit prendre en compte le contexte local dans le cadre de sa mise en œuvre. Concrètement, le soutien de la hiérarchie ou du politique, l'expérience antérieure, le climat de collaboration et la formation des acteurs, le temps et les ressources à disposition sont des facteurs déterminants dans la réussite d'un projet de prévention. En outre, même si certaines différences culturelles existent – les Alémaniques étant habitués aux projets structurés et manualisés, les Romands privilégiant les approches « maison » – celles-ci ne doivent pas non plus servir de prétexte à une culture du sur mesure à tout prix. Moyennant quelques adaptations de contenu ou de terminologie, la plupart des projets peuvent être transférés dans des contextes différents, à l'instar de nombreux projets nord-américains implantés avec succès dans divers pays d'Europe.

Bonne pour dire ... éthiquement soutenable! La prévention de la violence chez les jeunes participe d'une politique globale de l'enfance et de la jeunesse visant la protection, l'encouragement et la participation des enfants et des jeunes. Or, certaines mesures de prévention, telles que la vidéosurveillance, les couvre-feux ou les renvois entraînent une restriction des libertés individuelles ou un contrôle social, rejoignant peu la philosophie de base du programme Jeunes et violence. En parallèle, la Convention relative aux droits de l'enfant ratifiée par la Suisse en 1997 préconise une participation active de ceux-ci dans les affaires qui les concernent. La prévention de la violence est aussi un domaine où les jeunes doivent pouvoir s'exprimer et être entendus, voire intégrés dans l'élaboration des mesures. Il reste encore un potentiel de développement certain dans ce domaine.

Bonne pour dire ... adéquatement mise en œuvre! La qualité de la mise en œuvre d'un projet ou d'un programme, quelle que soit la qualité de son concept, est prépondérante. La qualification et la motivation des personnes chargées de la réalisation ont une grande importance, tout comme le temps et les ressources à disposition pour mettre en œuvre le projet.

Bonne pour dire ... durable! Les projets de prévention ponctuels ou à caractère unique ne sont que rarement efficaces. À défaut de moyens suffisants pour réaliser un programme ambitieux, il est préférable de mettre en œuvre des mesures modestes, mais qui se répètent et s'inscrivent dans la durée.

Des bonnes pratiques aux critères de qualité

Une des attentes du terrain consistait à élaborer une liste de projets recommandés, à l'instar de la liste verte en Allemagne, la liste Campbell en Angleterre ou la liste Blueprint aux États-Unis, afin d'identifier facilement les projets pouvant être repris de manière sûre. Les écoles et les travailleurs sociaux sont en effet régulièrement sollicités pour « acheter » des offres de prévention plus ou moins alléchantes et novatrices. Au-delà de l'aspect marketing qui exerce un effet séducteur, on doit se poser la question de la valeur de ces offres, de leur adéquation face aux besoins réels et surtout de leur potentiel d'efficacité.

Cette attente est à l'heure actuelle difficile à remplir pour plusieurs raisons. Les projets bénéficiant d'une évaluation scientifique attestant leur efficacité sont encore rares en Suisse et ceux basés sur les preuves ou *evidence-based* sont encore peu mis en œuvre. En outre, le choix de bons projets sur la base de dossiers ou de documentation écrite s'avère problématique: les projets bien présentés ne sont pas toujours les meilleurs dans la pratique et il existe d'excellents savoir-faire qui restent dans l'ombre, faute de savoir-dire. Enfin, des projets se créent ou disparaissent parfois rapidement en fonction des ressources à disposition ou de la disponibilité ou de la motivation de leurs concepteurs. Mettre en évidence des projets existants déjà connus et évoqués maintes fois par d'autres canaux ou promouvoir des projets dont la pérennité n'est pas assurée serait contraire à nos objectifs d'innovation et de durabilité. Aussi, **plutôt que d'établir une liste de projets recommandés**, le programme Jeunes et violence a pris le parti de **déterminer des critères de bonnes pratiques dont la validité perdure au-delà de l'existence des projets**. Ceux-ci devraient permettre non seulement d'élaborer des projets sur une base solide, mais aussi d'améliorer ou d'adapter les projets existants.

Perspectives

Les 14 et 15 novembre prochains, la **2^e conférence nationale Jeunes et violence** proposera à Genève des exposés sur les connaissances actuelles en matière d'efficacité de la prévention, des ateliers pour partager des préoccupations communes ou présenter des approches ou des résultats d'évaluation, des débats pour échanger des points de vue scientifiques et des expériences de terrain ainsi que des opportunités de rencontre pour mieux se connaître et apprendre les uns des autres. Axée sur les bonnes pratiques au niveau suisse et international,

elle constituera l'un des points forts du programme Jeunes et violence.

Une dernière échéance pour la soumission de projets pilotes ou de projets à évaluer est prévue pour le premier semestre 2014. D'ici la fin du programme, entre 20 et 25 projets proposés par les cantons, villes et communes auront été suivis ou évalués scientifiquement, créant de la sorte une puissante dynamique d'innovation et d'échange de savoir.

Yvonne Haldimann, lic. rer. soc., collaboratrice scientifique
du secteur Questions de l'enfance et de la jeunesse, OFAS.
Mél: yvonne.haldimann@bsv.admin.ch

Liliane Galley, pédagogue curative, collaboratrice scientifique
du secteur Questions de l'enfance et de la jeunesse, OFAS.
Mél: liliane.galley@bsv.admin.ch

La protection de la jeunesse mise au défi par l'évolution des médias

L'évolution très rapide des technologies de l'information et de la communication (convergence numérique) modifie les habitudes des enfants et des jeunes. Il en découle de nouvelles possibilités d'utilisation, mais également de nouvelles menaces, ce qui soulève des difficultés parfois sérieuses dans le domaine de la protection de la jeunesse. Cet article esquisse les tendances actuelles, pose la problématique qui en résulte et met en évidence les défis auxquels le cadre légal devra répondre.



Stephan Dreyer
Université de Hambourg



Uwe Hasebrink



Claudia Lampert



Hermann-Dieter Schröder

Problèmes nouveaux

La protection des enfants et des jeunes contre les influences potentiellement négatives des médias est depuis longtemps une politique bien établie. Mais vu l'évolution récente que connaissent les médias, elle est confrontée aujourd'hui à des problèmes majeurs. En effet, la convergence numérique abolit les frontières qui distinguaient clairement les moyens de transmission, les appareils terminaux et les types de médias, remettant fondamentalement en question les mesures de protection conçues en fonction des appareils techniques concrets. Aujourd'hui, un même appareil ou une même plateforme peut fournir des services très différents et, à l'inverse, un même service peut être fourni par des appareils très divers : cela risque

de rendre inefficaces les mesures de protection relatives à un type d'appareil ou de média spécifique et, du même coup, de limiter les opportunités offertes par les nouvelles technologies numériques. Dans l'ensemble, le développement de l'offre actuelle en matière de médias et de communication fait que les enfants et les jeunes ont le choix entre de multiples formes d'utilisation et de participation. Cela ouvre de nouvelles opportunités en matière de communication, d'information, de divertissement et de formation ; mais cela entraîne aussi de nouvelles menaces, auxquelles la protection de la jeunesse doit faire face.

L'évolution de l'utilisation des médias par les enfants et les jeunes montre que ces derniers ont de plus en plus accès à une grande variété d'appareils et de services, et

que cela vaut aussi pour les très jeunes enfants. Si l'utilisation des médias augmente globalement, le poids des différentes formes de communication évolue : la réception passive des contenus médiatiques est certes encore dominante aujourd'hui, mais elle perd du terrain par rapport aux fonctions communicatives et ludiques et – dans une moindre mesure pour l'instant – par rapport à la production active de contenus. En outre, l'utilisation croissante des médias mobiles joue un rôle de première importance, car elle accroît l'autonomie des enfants et des jeunes, ce d'autant plus qu'ils possèdent en général leurs propres appareils. Il est par conséquent moins facile pour les parents de savoir comment leurs enfants utilisent les médias.

Compte tenu de ces nouveautés, l'Office fédéral des assurances sociales a chargé l'Institut de recherche médiatique Hans Bredow de l'Université de Hambourg de mieux cerner les difficultés auxquelles devront répondre les autorités politiques, les prestataires de médias, les institutions de formation, les parents, ainsi que les enfants et les jeunes eux-mêmes. Partant de ces observations, l'étude, réalisée en juin 2013, analyse sur quels points la protection des jeunes face aux médias devra se développer, du point de vue normatif.

Classification systématique des risques liés aux médias numériques

L'observation de l'offre et de l'utilisation des médias et les pronostics à propos de leur évolution permettent d'élaborer une classification systématique des risques, anciens et nouveaux, en fonction des différents rôles que les mineurs peuvent jouer (cf. les colonnes du tableau **T1**). Dans l'environnement médiatique actuel, les enfants et les jeunes peuvent en effet être considérés sous les quatre angles suivants :

- **en tant que récepteurs** d'offres médiatiques prédéfinies : à ce titre, ils peuvent être choqués ou blessés par des contenus ou des formes de présentation inappropriés ;
- **en tant qu'agents économiques** et partenaires contractuels des fournisseurs d'offres médiatiques : de plus en plus souvent en contact direct avec les offres commerciales, ils risquent d'être trompés par des conditions d'utilisation opaques ou des arnaques ;
- **en tant qu'interlocuteurs dans des communications personnelles** avec d'autres individus, connus ou inconnus d'eux, et qui peuvent les blesser, les harceler ou les offenser ;
- **en tant qu'acteurs** produisant ou diffusant eux-mêmes des contenus inadaptés et susceptibles de blesser, de harceler ou d'offenser d'autres interlocuteurs.

Dans chacun de ces rôles, les enfants et les jeunes sont exposés à différents types de risque (cf. les lignes du

tableau **T1**). Ceux-ci peuvent les menacer personnellement – surtout s'agissant de violence, de sexualité et de racisme –, survenir en raison de stratégies commerciales ou dans la communication avec des connaissances ou des inconnus, à la suite d'une utilisation excessive des médias ou de la transmission de données personnelles.

Jusqu'à présent, la protection des jeunes face aux médias partait d'une approche qui considérait les enfants principalement comme des récepteurs de contenus médiatiques (de masse) standardisés (cf. tableau **T1**, première colonne). La classification ci-dessus montre que, vu l'évolution de l'offre, des appareils et de l'utilisation des médias par les enfants et les jeunes, les mineurs endossent de nouveaux rôles (agents économiques, interlocuteurs dans la communication et acteurs) dont la protection de la jeunesse doit aussi tenir compte, car l'éventail des risques s'est nettement élargi. Le tableau ne donne pas seulement une vue d'ensemble de ces nouvelles menaces ; il permet aussi de décrire plus précisément ce qui en découle.

- Les risques traditionnels liés à la réception de contenus (à caractère violent ou sexuel ou contraire aux mœurs) restent d'actualité, indépendamment de l'évolution récente des médias. Dans le nouvel environnement médiatique (p. ex. Internet), les contenus à caractère violent ou sexuel restent comme auparavant les facteurs les plus cités par les enfants et les jeunes comme étant à l'origine d'expériences désagréables. Ce qui est nouveau, c'est que l'accès aux médias se fait de manière de plus en plus autonome et variée et qu'il est par conséquent plus difficile d'empêcher les enfants d'entrer en contact avec ces contenus au moyen des outils de prévention traditionnels.
- Il ne faut pas non plus sous-estimer les risques liés aux offres commerciales et menaçant les jeunes dans tous les rôles indiqués ci-dessus. Outre les problèmes afférents à la réception de publicité par les enfants, il existe aussi des dangers propres au système commercial qui surgissent dès que les fournisseurs d'offre ou les partenaires de communication entrent en contact avec des mineurs, que ces derniers soient de simples utilisateurs, des partenaires contractuels ou des fournisseurs de contenu protégé par les droits d'auteur.
- L'utilisation excessive des médias risque également d'affecter les jeunes dans tous les rôles considérés ci-dessus : le débat public, mais aussi les observations faites dans les cliniques spécialisées, montrent que les problèmes de cet ordre ont tendance à augmenter au point que les enfants présentant de tels symptômes négligent leurs autres activités, l'école ou leurs contacts sociaux, et qu'ils reconnaissent eux-mêmes en souffrir.
- Les approches classiques de la protection des jeunes face aux médias ne permettent pas non plus de traiter de manière adéquate les problèmes apparus avec les

Classification des risques pour les enfants et les jeunes

T1

Contexte des problèmes			Problèmes du ressort des fournisseurs de contenu		Problèmes liés au processus de communication	
			Contenus standardisés	Contacts directs avec le fournisseur	Contacts personnels avec d'autres interlocuteurs	Action de l'enfant
Rôle de l'enfant			<i>Récepteur</i>	<i>Agent économique</i>	<i>Interlocuteur dans la communication</i>	<i>Acteur</i>
Types de risque	Risque pour l'estime de soi	Intégrité physique et psychique	Contenus violents, menaçants, haineux	Pression (p. ex. financière), menace assortie de sanctions contractuelles	Victime de harcèlement, de tracasserie, d'intimidation ou de cyberintimidation	Auteur de harcèlement, d'intimidation ou de cyberintimidation
		Identité sexuelle	Contenus indésirables à caractère sexuel ou pornographique	Spams à contenu érotique	Réception de messages obscènes, contact avec des pédophiles	Auteur de harcèlement sexuel, réalisation et publication de matériel pornographique
		Autres	Propos racistes, conseils déformés et informations trompeuses (p. ex. sur les drogues, l'anorexie, l'automutilation)	Appels contraires aux mœurs et adressés aux consommateurs ou aux clients	Instigation par des tiers à s'automutiler ou à adopter des comportements sociaux inadéquats ou criminels	Publication de contenus problématiques, p. ex. sur le suicide ou l'anorexie, incitation à l'imitation
	Risques liés au système commercial		Publicité, sponsoring, publicité déguisée, spams	Micropaiements, achats <i>In-App</i> , loteries, arnaques, escroqueries, tromperies	Pression du groupe, pression réciproque (<i>social games</i>)	Téléchargements illégaux ou nuisibles, piratage, jeux de hasard
	Risques liés à une utilisation excessive		Dramaturgie et présentation encourageant une utilisation excessive des médias	Tarifs illimités, bonus et rabais	Pression du groupe, concours	Obsession de la performance, au détriment d'autres activités
	Risques liés aux données personnelles		./.	Opacité concernant l'utilisation ou la transmission des données personnelles	Surveillance et collecte des données personnelles par les autres interlocuteurs	Présentation de soi problématique (consommation de drogues, opinion politique, orientation sexuelle)

Source : Institut de recherche médiatique Hans Bredow de l'Université de Hambourg

nouvelles offres et dans les habitudes des utilisateurs, tels que ceux liés à la sphère privée, à l'identité et à l'autodétermination en matière d'information (cf. tableau T1, dernière ligne). L'utilisation des nouveaux médias et des services de communication implique dans une large mesure l'enregistrement de données personnelles, la demande active d'informations et des formes d'autoreprésentation. Cela soulève la question suivante : comment s'assurer à l'avenir que les enfants et les jeunes soient en mesure de décider eux-mêmes quelles données peuvent être consultées et utilisées, et par qui ? Ce type de risque présente la particularité de menacer tout pareillement les adultes. Mais pour la protection des jeunes face aux médias, tout l'enjeu est de faire ressortir les risques pesant spécifiquement sur les enfants et les jeunes et de les en protéger.

Conséquences pour la réglementation en matière de protection de la jeunesse

La classification des problèmes qui précède peut servir de point de départ pour identifier les défis normatifs résultant des différents rôles joués par les enfants et les jeunes dans leur utilisation des médias et en fonction des types de risque qu'ils courent. Malgré la complexité des problèmes, il existe pour chaque catégorie – en tout cas en théorie – des méthodes de régulation permettant de gérer chaque menace.

Le droit de la protection de la jeunesse a jusqu'à présent été relativement prisonnier des approches traditionnelles de gestion des affaires publiques, alors que, en raison de l'évolution récente, il doit faire face à un changement structurel fondamental. Une approche basée sur la nouvelle gestion publique met en évidence l'observation

suivante : le **périmètre** des problèmes perçus par la société et auxquels il faut réagir par un nouveau cadre légal doit en partie être reconsidéré. Or il est difficile de mettre en place un processus ciblé, étant donné les modifications rapides observables aussi bien dans l'offre que dans les préférences des utilisateurs, mais aussi en raison de la variété grandissante des personnes, des groupes et des intérêts concernés. Pour définir ce périmètre, il faut que le droit en matière de protection des jeunes face aux médias trouve un juste milieu entre, d'une part, une application ouverte à la dynamique de ce domaine – y compris à ses nouveaux développements – et, d'autre part, un certain cadre limitant l'insécurité juridique pour les personnes concernées.

L'objectif, qui consiste traditionnellement à prévenir le développement de risques liés aux médias, doit également être abordé sous un angle différent. Une approche de la protection de la jeunesse face aux médias basée uniquement sur les contenus n'est plus adaptée pour réduire les risques pour les mineurs, vu les rôles multiples joués aujourd'hui par ces derniers. Il faut également étendre la protection de sorte qu'elle tienne compte des appareils, des consommateurs et de la communication. Le défi consistera à prendre en considération des domaines juridiques comme la protection du droit de la personnalité, le droit des consommateurs, le droit de la protection des données ou le droit de la concurrence ainsi que les éventuels effets que toutes ces réglementations produisent déjà dans le domaine de la protection des jeunes.

Une autre difficulté réside dans l'identification des **personnes concernées** par le droit de la protection de la jeunesse, autrement dit les destinataires de cette législation. Avec la numérisation des contenus et des plateformes d'échange, le nombre de fournisseurs de contenus, de prestataires et d'intermédiaires a explosé, et la manière dont ces derniers sont structurés et organisés a fortement évolué. Le législateur n'est pas confronté à un réseau d'acteurs cohérent et circonscrit, mais à un ensemble complexe de destinataires qui se différencient de plus en plus en fonction de leurs capacités, de leurs priorités, de leurs stratégies et de leurs positions financières, organisationnelles et techniques. En outre, ces acteurs se différencient aussi par la responsabilité sociale qu'ils sont prêts à assumer dans la protection des jeunes face aux médias. Une difficulté supplémentaire découle du fait que chaque producteur de contenu privé (professionnel ou non) est un destinataire potentiel des règles de protection de la jeunesse. Grâce aux avancées technologiques, le cercle des personnes concernées englobe les destinataires qui n'étaient jusqu'alors pas systématiquement pris en compte par les règles de protection des jeunes face aux médias ou qui en étaient exclus, à savoir les tiers privés et les enfants eux-mêmes. Dans un environnement où les contenus sont générés par les utilisateurs, la protection de la

jeunesse prend la forme de règles de portée générale à appliquer dans tous les réseaux virtuels. Le grand nombre de destinataires auxquels s'adresse cette législation peut avoir pour conséquence que les structures de surveillance et les mesures d'exécution classiques perdent en efficacité. A titre de solutions de remplacement, de nouvelles formules permettent à l'Etat, à l'économie et aux particuliers d'assumer en commun leur responsabilité en matière de protection des jeunes. L'autoréglementation et la coréglementation en sont des exemples. Dans ce genre de configurations, ce qui était traditionnellement réglementé par l'Etat est géré, en tout cas partiellement, par des formes d'autocontrôle institutionnalisés : de telles réflexions font donc apparaître que le **cercle des acteurs de la régulation** doit également être élargi.

Enfin, pour ce qui est des **effets**, on peut supposer que les marchés des médias transfrontières et les plateformes d'échange et de communication mondialisées tiennent généralement peu compte des normes nationales. A cet égard, la protection de la jeunesse est mise au défi d'accepter cette perte d'influence et de la pallier en renforçant la coopération et la coordination internationales.

Conclusion

Les considérations qui précèdent montrent qu'il est aujourd'hui nécessaire de prendre conscience de certains phénomènes fondamentaux pour la protection de la jeunesse, y compris et surtout pour son aspect normatif.

- Comme le montre la classification ci-dessus (cf. tableau **T1**), les risques liés aux médias sont variés, comme leurs origines, ce qui nécessite de mettre en place des modes de régulation différenciés. Un concept de protection tenant compte uniquement du contenu véhiculé par les médias et ne considérant les mineurs que dans leur rôle de récepteurs ne suffit plus.
- Vu la diversité des risques, les types de problèmes ne sont plus clairement identifiables en fonction de l'âge des utilisateurs, et il ne suffit plus de classer les mesures de protection de manière progressive et linéaire en fonction de l'âge des enfants.
- En raison de la convergence numérique, qui rend accessible un grand nombre de contenus différents à partir d'une multitude de plateformes d'échanges et de technologies, les réglementations portant sur les services et les appareils (terminaux) semblent dépassées.
- Alors que la protection des jeunes face aux médias régissait auparavant un ensemble relativement clair de fournisseurs de contenu, la situation actuelle se caractérise par la présence d'acteurs très différents quant à leurs structures organisationnelles, leurs modèles commerciaux et leurs cultures d'entreprise.
- La société accepte aisément que le niveau de protection soit plus faible lorsque les enfants et les jeunes cherchent

volontairement à dépasser les limites. Etant donné que, dans le monde des médias, il est presque impossible d'empêcher quelqu'un d'accéder à une offre qu'il **désire** obtenir, il faut en premier lieu protéger les enfants et les jeunes contre les contacts **indésirables** avec des contenus susceptibles de leur nuire.

- Les enfants et les jeunes sont de plus en plus souvent équipés de leurs propres appareils et la communication mobile se généralise. Ces deux phénomènes expliquent que les parents sont de moins en moins en mesure d'accompagner leurs enfants dans l'utilisation des médias, de s'en faire une idée et d'assumer leur responsabilité éducative à cet égard. Parallèlement, avec la numérisation, les parents ont de nouvelles possibilités de protéger leurs enfants contre les mauvaises expériences grâce à des moyens techniques comme des programmes de filtrage qui peuvent être installés en fonction des principes éducatifs de chacun.
- La numérisation des contenus et de leurs plateformes d'échange permet généralement de trouver des solutions pour « numériser » les instruments concrétisant le droit de la protection des jeunes. Ainsi, la classification visuelle de l'âge minimum autorisé (p. ex. pour les jeux vidéos) peut aussi être introduite sous forme électronique, lisible par ordinateur, et des limitations d'accès et de distribution peuvent être mises en place dans les systèmes informatiques.
- La communication dans l'environnement numérique est en grande partie transfrontalière, d'où la nécessité de collaborer au niveau international pour la protection des jeunes face aux médias.

En guise de conclusion, on peut observer que la législation de la protection des jeunes face aux médias doit être conçue comme un instrument de régulation très large dans une structure de gouvernance complexe. Il en découle la nécessité de mettre en place un mode de réglementation pensée dans une logique de réseau. Cette réglementation doit être assez flexible pour être adaptée aux nouveaux acteurs et à la grande dynamique de l'offre et des nombreuses formes d'utilisation des médias, afin de répondre aux objectifs de protection des jeunes partagés par l'ensemble de la société. Il est déjà prévisible que les instruments de protection juridiques ne suffiront pas à eux seuls. Vu l'évolution récente du monde des médias, la responsabilité des parents augmente. Nombre d'options

discutées actuellement pour protéger les jeunes face aux médias, p. ex. l'installation de logiciels de filtrage pour Internet ou de programmes de protection des jeunes sur les ordinateurs ou les consoles, présupposent que les parents soient capables de s'informer, de s'intéresser à l'utilisation des médias par leurs enfants, d'installer des logiciels auxiliaires et d'entourer leurs enfants sur le plan affectif s'ils sont confrontés à des expériences blessantes – et qu'ils soient prêts à le faire. Ces conditions ne sont pas toujours données. Ce problème relève en partie de l'éducation formelle, mais pas uniquement. Dans les familles présentant un niveau de formation relativement élevé, il arrive souvent que les deux parents, très pris par leur vie professionnelle, n'aient pas le temps de se pencher attentivement sur l'utilisation que leurs enfants font des médias. C'est pourquoi le droit de la protection des jeunes doit aujourd'hui concilier les instruments de protection adaptés au réseau numérique avec des modes de régulation qui permettent aux parents de mieux assumer leur responsabilité éducative et qui leur fournissent les moyens de le faire au quotidien.

Stephan Dreyer, juriste diplômé, collaborateur scientifique à l'Institut de recherche médiatique Hans Bredow de l'Université de Hambourg.

Mél. : s.dreyer@hans-bredow-institut.de

Prof. Dr. Uwe Hasebrink, professeur ordinaire en sciences de la communication empirique à l'Université de Hambourg et membre du directoire de l'Institut de recherche médiatique Hans Bredow de l'Université de Hambourg.

Mél. : u.hasebrink@hans-bredow-institut.de

Dr. Claudia Lampert, pédagogue des médias, collaboratrice scientifique à l'Institut de recherche médiatique Hans Bredow de l'Université de Hambourg.

Mél. : c.lampert@hans-bredow-institut.de

Hermann-Dieter Schröder, sociologue diplômé, collaborateur scientifique à l'Institut de recherche médiatique Hans Bredow de l'Université de Hambourg.

Mél. : h.d.schroeder@hans-bredow-institut.de

Risques sur Internet pour les enfants et les jeunes: données récentes pour la Suisse

La plupart du temps, on entend parler des risques d'Internet pour les enfants et les jeunes à la suite d'événements spectaculaires. L'étude « EU Kids Online: Suisse » s'est penchée sur l'expérience des risques sur Internet de jeunes âgés de neuf à seize ans pour fournir une base de données solide qui devrait alimenter et consolider les débats sur le sujet, tant dans le grand public que parmi les acteurs politiques. Comme le montrent les résultats, la probabilité pour les jeunes de se trouver en contact de risques augmente avec l'âge.



Martin Hermida
Université de Zurich



Sara Signer

Rôle d'Internet dans la socialisation des enfants et des jeunes

Jusqu'à récemment, l'accès à Internet se faisait principalement au moyen d'un ordinateur de bureau. Des campagnes de prévention recommandaient aux parents de placer l'ordinateur à un endroit bien visible de l'appartement ou d'installer des filtres ou des logiciels de contrôle parental. Mais avec la diffusion des appareils mobiles comme les ordinateurs portables, les téléphones portables et les consoles de jeu, les possibilités d'accéder à Internet se sont considérablement diversifiées. Pas moins de la moitié des jeunes utilisent de fait ces nouvelles possibilités.

Ce qui caractérise Internet et en fait un instrument intéressant, c'est la possibilité d'accéder de manière simple aux contenus et applications les plus divers. Cette

caractéristique lui donne un rôle central dans le processus de socialisation dès l'enfance. A côté des instances de socialisation classiques, comme la famille et les amis, l'enfant explore de plus en plus une offre immense sur Internet, qui couvre non seulement tous les thèmes envisageables, mais aussi – dans la foulée de la convergence numérique – tous les canaux de communication. Mais Internet est également porteur de risques, notamment pour les jeunes utilisateurs, qui se trouvent dans une phase sensible du développement de leur personnalité. Dans la perspective de la protection de la jeunesse face aux médias, il est essentiel d'examiner les risques et les conséquences auxquels les jeunes sont confrontés. Pour cela, une base de données solide est nécessaire. L'Institut des sciences de la communication et des médias de l'Université de Zurich s'est penché sur l'utilisation d'Internet par les enfants et les jeunes. Pour ce faire, il en a interrogé 1000 en 2012, oralement et par écrit, ainsi que leurs parents, en Suisse romande et en Suisse alémanique.

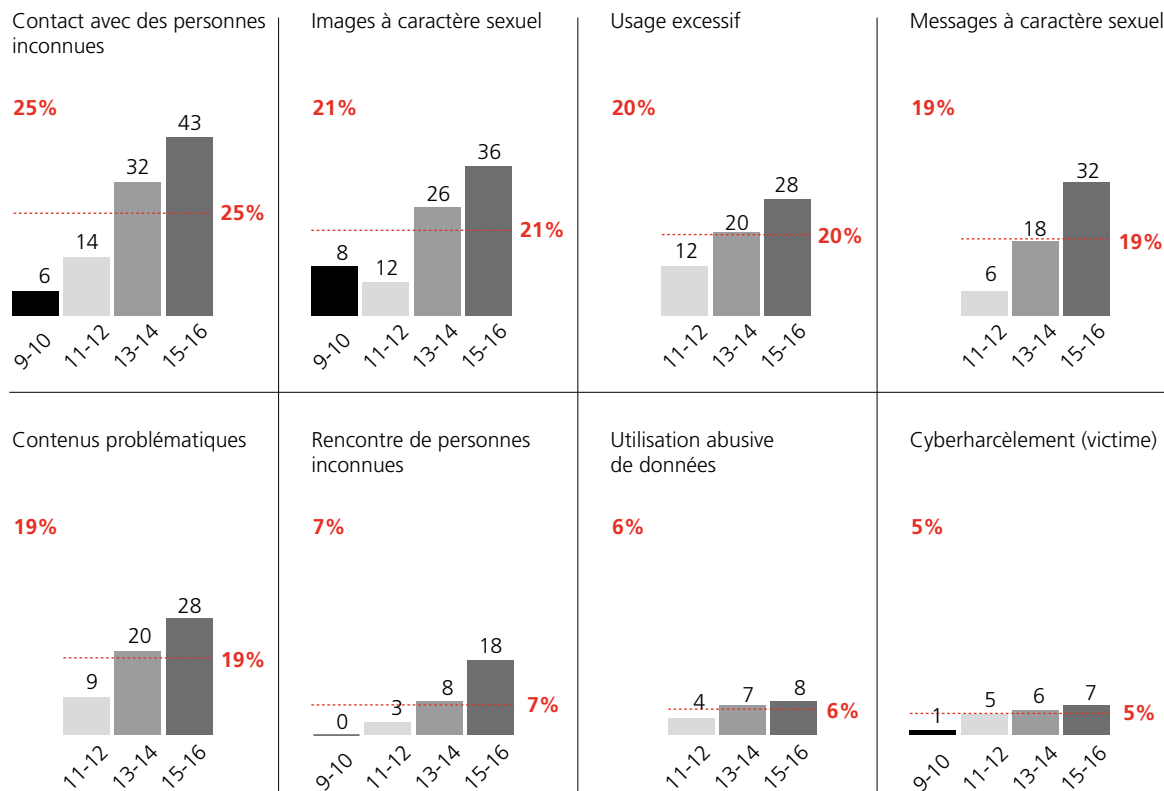
- Le projet de recherche EU Kids Online est financé par le programme de l'UE Safer Internet. En Suisse, il est soutenu par le Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS) et l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS).
- « EU Kids Online I (2006-2009) » a permis de regrouper des résultats de recherche de plusieurs pays de l'UE et d'identifier des lacunes à combler. Dans « EU Kids Online II (2009-2011) », les enfants et leurs parents de 25 pays ont été interrogés sur l'utilisation d'Internet, leur expérience des risques et les mesures de sécurité prises pour y faire face. Le volet actuel, « EU Kids Online III (2011-2014) », est étendu à de nouveaux pays, dont la Suisse. Il permet d'effectuer des évaluations de données approfondies et des études qualitatives sur la perception du risque par les enfants.
- Actuellement, 33 pays participent à EU Kids Online.

Principaux résultats de l'étude

La fréquence et la gravité des conséquences de **huit risques principaux** ont été examinées en fonction de cri-

Répartition des enfants confrontés à des risques par tranche d'âge

G1



tères sociodémographiques (âge, sexe, connaissance des parents). Par ordre décroissant, les enfants sont soumis sur Internet aux risques suivants: contacts avec des personnes inconnues (25% sont touchés), images à caractère sexuel (21%), usage excessif (20%), messages à caractère sexuel (19%), contenus problématiques (19%), rencontre de personnes inconnues (7%), utilisation abusive de données (6%) et cyberharcèlement (5%). La caractéristique la plus uniformément constatée est que **la proportion d'enfants confrontés à un risque augmente avec l'âge**: si 15% des 9-10 ans ont déjà été confrontés à au moins un risque, 76% des 15-16 ans sont dans ce cas. Au sein de chaque catégorie, on observe également une forte augmentation de la probabilité d'occurrence de cet événement avec l'âge: 43% des 15-16 ans ont des contacts avec des personnes inconnues, soit sept fois plus que les 9-10 ans (6%). Cela se vérifie également pour le cyberharcèlement: les plus âgés (7%) sont sept fois plus touchés que les plus jeunes (1%). On note également une grande différence à propos du risque de rencontrer des personnes inconnues: il concerne 0% des 9-10 ans et déjà 18% des 15-16 ans (cf. graphique G1).

Quelques éléments centraux pour les recommandations de l'étude sont détaillés pour certains des risques examinés.

C'est sur Internet que les jeunes sont le plus souvent confrontés à des **images à caractère sexuel** (21%), même si d'autres canaux, comme la télévision ou les livres, jouent également un rôle. La source la plus fréquente de ce risque sur Internet, ce sont les pop-up (13%), c'est-à-dire les fenêtres souvent publicitaires qui s'ouvrent de manière non sollicitée sur l'écran.

- 20% des jeunes interrogés ont déjà fait souvent l'expérience d'un **usage excessif d'Internet**. Celui-ci est défini par une sensation de dégradation du bien-être et d'appauvrissement de la vie sociale. La proportion grimpe même à 28% chez les plus grands. Pas moins de 8% de tous les jeunes interrogés ont déjà essayé sans succès de passer moins de temps sur Internet.
- **Les contenus problématiques** sont définis comme des messages potentiellement nuisibles publiés par d'autres utilisateurs sur la toile. Chez les filles, 24% ont été confrontées à ce type de contenu. Le cas le plus fréquent concerne des messages contenant des incitations à la haine contre des groupes ou des personnes (12%). En deuxième position arrivent les pages qui traitent de comportements alimentaires problématiques ou de troubles de l'alimentation comme l'anorexie ou la boulimie (11%). Seuls 15% des garçons ont vu des conte-

nus problématiques. Les incitations à la haine arrivent également en première position, suivies par les contenus concernant l'utilisation de la drogue (environ 7% dans les deux cas).

- **Le cyberharcèlement**, dont il est actuellement souvent question lorsqu'on parle des risques sur Internet, ne concerne que 5% des jeunes interrogés, ce qui est relativement peu. On entend par harcèlement des attaques personnelles répétées sur une longue période. Il s'agit le plus souvent de messages à caractère offensant et blessant, et de menaces. De grandes différences apparaissent ici entre les sexes; les filles sont bien plus souvent victimes de harcèlement que les garçons: deux fois plus souvent sur Internet et trois fois plus souvent par téléphone portable. Près de la moitié des cas de harcèlement se déroulent sur les réseaux sociaux (45%), 13% sur une messagerie instantanée et 11% par chat. Dans de nombreux cas, les mêmes jeunes sont à la fois victimes et acteurs du harcèlement.

Si un enfant vit une situation de risque, cela ne conduit pas nécessairement à une conséquence négative (dommage pour sa personnalité). Les données sur les dommages s'appuient sur l'évaluation propre des adolescents et constituent un instantané au moment de l'enquête. Il n'est pas possible d'en tirer des conclusions sur des effets à long terme. Les enfants qui ont été confrontés à des risques ont été interrogés sur l'**ampleur de la gêne occasionnée**. L'image est très différenciée, tant en fonction des risques que des tranches d'âge. Alors que le cyberharcèlement, qui touche 5% des jeunes interrogés, constitue le risque le plus rare en Suisse, c'est ce risque qui occasionne une gêne pour 96% des jeunes interrogés. Parmi les 21% de jeunes qui ont vu des représentations à caractère sexuel sur Internet, 28% ont déclaré que cela a entraîné une gêne chez eux. Cette variable est fortement dépendante de l'âge: alors que seuls 19% des 15-16 ans ont éprouvé de la gêne, la proportion monte à mesure que les enfants sont plus jeunes (50% chez les 9-10 ans).

Souvent, les **parents** ne savent pas que leur enfant a déjà fait l'expérience de l'un des risques étudiés sur Internet: 39% des parents ne savent pas que leur enfant a déjà vu des images à caractère sexuel sur Internet et 68% ignorent que leur enfant a déjà rencontré une personne dont il a fait connaissance sur Internet. Il y a lieu d'accorder une attention particulière au cyberharcèlement: si celui-ci est rare, il a des conséquences graves. Or 53% des parents de victimes de cyberharcèlement n'ont pas connaissance de la situation. Lorsque la victime est de sexe masculin, la proportion monte même à 81%.

Comme nous l'avons mentionné, l'étude part du principe que le fait pour un jeune d'entrer en contact avec un risque ne signifie pas qu'il en ressortira un dommage pour sa personnalité. Mais le cas échéant, les enfants

emploient **différentes stratégies pour faire face à la situation**: ils en parlent à un tiers, s'efforcent de trouver activement une solution au problème ou encore recourent à des stratégies passives, p. ex. en cessant d'utiliser Internet ou en espérant que le problème disparaîtra tout seul. En parler à un tiers est pour tous les risques étudiés le moyen le plus couramment utilisé. Mais son utilisation varie selon les risques: alors que 84% des victimes de cyberharcèlement recourent à cette stratégie, un tiers seulement de ceux qui ont éprouvé un trouble face à des images à caractère sexuel le font. Les enfants ne se confient par ailleurs pas nécessairement à des adultes, même si ces derniers pourraient leur apporter un soutien efficace pour y voir plus clair et surmonter la situation. Les programmes de prévention devraient mettre davantage l'accent sur une culture du dialogue en matière d'utilisation d'Internet et sur la transmission de stratégies actives de résolution des problèmes. Les stratégies de résolution passives – cesser d'utiliser Internet ou espérer que le problème disparaîtra tout seul – doivent être considérées comme inappropriées: elles ne résolvent rien et le problème peut donc resurgir à tout moment.

Une prévention globale et bien organisée est indispensable

Les résultats de l'étude montrent que l'expérience d'Internet comprend aussi des risques pour les enfants. La probabilité d'être confronté à des risques en général et le nombre de risques potentiels augmentent avec l'âge. Pas moins de 76% des 15-16 ans ont déjà fait l'expérience d'un risque. La confrontation avec un risque peut entraîner chez les jeunes une gêne ou un trouble plus ou moins important. Les filles, les jeunes enfants et les enfants présentant une fragilité psychique souffrent davantage que les autres. Dans la mesure où se trouver au contact d'un risque fait partie de la «biographie normale» sur Internet, le travail de prévention doit porter sur tous les enfants. Une prévention globale est également nécessaire du fait que la confrontation aux risques a lieu dans le cadre de l'utilisation souhaitable d'Internet, c'est-à-dire d'une exploitation positive du potentiel existant. L'exercice difficile auquel doivent se livrer les enfants a un caractère insidieux: d'un côté, des offres gratuites leur permettent d'utiliser des services qu'ils ne pourraient pas payer autrement, mais de l'autre, le financement de ces offres par la publicité génère une situation de risque, p. ex. lorsque des fenêtres non sollicitées affichent des contenus à caractère sexuel. L'utilisation des réseaux sociaux est également un phénomène positif, car elle permet d'entretenir des relations dans un monde de plus en plus individualiste. Dans le même temps, les réseaux sociaux sont le principal théâtre du cyberharcèlement. En outre, des phénomènes quotidiens comme la com-

munication, le divertissement, la consommation ou l'administration se déplacent de plus en plus vers Internet. Savoir utiliser Internet de manière efficace et sûre est donc très souhaitable, mais l'usage ne doit pas être excessif. Pour orienter les jeunes dans cette direction, un travail d'information et de sensibilisation vis-à-vis des parents et des écoles s'impose. Il faudra pour cela continuer à collecter les données scientifiques nécessaires de manière continue, afin également de prendre la mesure de la mutation des utilisations d'Internet.

Martin Hermida, lic. phil., assistant à l'Institut des sciences de la communication et des médias de l'Université de Zurich (IPMZ).
Mél. : m.hermida@ipmz.uzh.ch

Dr. Sara Signer, assistante scientifique à l'IPMZ.
Mél. : s.signer@ipmz.uzh.ch

Etudes

Hermida, Martin, « Switzerland », in *EU Kids Online network. EU Kids Online: National perspectives*, édité par Leslie Haddon et Sonia Livingstone, [Londres] 2012 : www.lse.ac.uk → Departments & institutes → Media and Communications → Research → EU kids online → Reports and findings, ou sur www.eukids-online.ch → Downloads.

Hermida, Martin, *EU Kids Online: Schweiz – Schweizer Kinder und Jugendliche im Internet: Risikoerfahrungen und Umgang mit Risiken*, [Zurich] 2013 : www.eukidsonline.ch → Downloads.

Développer les compétences médiatiques des jeunes grâce aux parents et aux pairs

Les parents et les pairs exercent une influence prépondérante sur l'acquisition des compétences médiatiques des enfants et des jeunes. C'est pourquoi le programme national Jeunes et médias entend sensibiliser les parents sur les opportunités et les risques des médias numériques et soutient l'approche fondée sur l'éducation par les pairs, qui est une méthode prometteuse d'apprentissage informel entre les jeunes d'une même classe d'âge.



Claudia Paiano

Office fédéral des assurances sociales



Colette Marti

Les médias numériques offrent de nombreuses opportunités d'apprentissage et de développement. En même temps, les enfants et les jeunes, qui sont quotidiennement en contact avec ces médias, sont exposés à de nombreux dangers. Ainsi, la communication et l'utilisation abusive de données personnelles, les contacts indésirables ou l'accès non contrôlé à du contenu à caractère violent ou pornographique peuvent affecter le bien-être général d'un adolescent. C'est pourquoi il est important que les enfants fassent preuve de discernement et de responsabilité en utilisant Internet, les jeux en ligne, les smartphones et les autres médias numériques. A cet égard, le rôle d'encadrement des parents est important.

Cependant, comme il ressort de l'étude Kids Online de l'UE¹ concernant la Suisse, les parents sous-estiment les dangers qu'Internet recèle pour leurs enfants. Pour bien encadrer les enfants, les adultes doivent s'intéresser à leur

usage des médias numériques, dialoguer avec eux et acquérir eux aussi des compétences médiatiques. Dès lors, il s'agit en premier lieu de définir les stratégies qui permettent d'atteindre les groupes cibles. La première partie de cet article traite cette question d'un point de vue pratique et montre comment le programme national Jeunes et médias soutient le travail des différents responsables du développement des compétences médiatiques des jeunes.

Tout comme les parents, les jeunes ont un rôle important à jouer dans le développement des compétences médiatiques. En effet, à mesure que les enfants grandissent, les pairs jouent un rôle de plus en plus important dans la socialisation. Parmi les pairs, il existe des leaders qui transmettent les connaissances médiatiques à leurs camarades du même âge. L'éducation et le tutorat par les pairs sont des approches novatrices pour développer les compétences médiatiques des jeunes. Elles sont actuellement testées dans le cadre du programme national Jeunes et médias. La deuxième partie de l'article présentera l'état actuel des connaissances en la matière et les activités en cours.

Comment atteindre les parents ?

Il existe en Suisse de nombreuses offres de formation et d'information en matière de développement des compétences médiatiques adressées aux enfants, aux jeunes, aux parents, aux enseignants et aux professionnels. Un état des lieux mandaté par l'OFAS² a recensé environ 600 offres provenant de plus de 200 acteurs à travers la Suisse. Selon les auteurs de l'étude, ces offres sont principalement utilisées par des personnes bien informées et motivées. Trois quarts d'entre elles sont gratuites. L'analyse a éga-

1 Hermida, Martin, *EU Kids Online: Suisse. Schweizer Kinder und Jugendliche im Internet: Risikoerfahrungen und Umgang mit Risiken*, [Zürich] 2013 : www.eukidsonline.ch → Downloads (en allemand).

2 Feller-Länzlinger, Ruth et al., *Bestandesaufnahme der Informations-, Schulungs- und Beratungsangebote zum Jugendmedienschutz sowie Qualitätskriterien zur Beurteilung von Angeboten zum Jugendmedienschutz* (en allemand, avec résumé en français). Aspects de la sécurité sociale, rapport de recherche n° 1/13 : www.ofas.admin.ch → Pratique → Recherche → Rapports de recherche ; cf. aussi CHSS 5/2012, pp. 295 ss.

3 Hasebrink, Uwe et Lampert, Claudia, « Kinder und Jugendliche im Web 2.0 – Befunde, Chancen und Risiken », in *Aus Politik und Zeitgeschichte*, n° 3, 2011, pp. 3 ss. : www.bpb.de → Shop → Zeitschriften → APuZ.

4 Perrez, Meinrad et Yves Hänggi, « Vom Nutzen neuer Medien zur Prävention in der Familie », in *Horizonte der Klinischen Psychologie und Psychotherapie*. Festschrift für Hans Reinecker, éd. par Judith Siegl et al., Lengerich 2012, pp. 226 ss.

lement montré qu'il existe très peu d'informations dans les langues maternelles des personnes d'origine étrangère et que les offres sont donc uniquement accessibles aux personnes qui comprennent le français, l'allemand ou l'italien.

Les offres écrites (brochures, prospectus, sites Internet, matériel didactique) sont complétées par des propositions à orientation interactive ou participative (semaines de sensibilisation, campagnes, modules interactifs). Par rapport aux premières, qui sont abondantes, les deuxièmes sont plutôt sous-représentées.

La formation de proximité: une stratégie essentielle pour atteindre les parents

Dans le domaine de la formation des parents, plusieurs projets visent à établir des méthodes pour atteindre plus facilement les parents, surtout dans les familles peu instruites, et à définir les conditions pour qu'une offre soit jugée comme attrayante et soit effectivement utilisée. D'après les études déjà réalisées, les offres de sensibilisation sont efficaces lorsqu'elles ne transmettent pas seulement des connaissances, mais qu'elles proposent aussi une plateforme où extérioriser et échanger ses expériences et ses opinions³. Ces offres-là permettent de mettre en place des processus de responsabilisation et encouragent la réflexion critique sur les opportunités et les risques découlant de l'utilisation des médias.

La formation de proximité consiste à créer des lieux de rencontre pour les parents dans une maison de quartier, un centre communal, voire directement à la maison. Des animateurs formés sont présents pour discuter avec les parents sur des thèmes du quotidien et ces derniers peuvent échanger leurs avis. L'expérience montre que ces offres faciles d'accès permettent de toucher les parents socialement défavorisés et en particulier les familles peu instruites. En outre, le contact avec les parents issus de la migration est facilité si les animateurs sont issus du même contexte culturel. La formation de proximité est encore peu utilisée pour l'instant pour développer les compétences médiatiques des parents.

La formation des parents en ligne: une nouveauté prometteuse

Pour attirer les parents, il ne suffit pas qu'une offre d'information et de formation soit bien conçue, encore faut-il qu'elle soit compréhensible et applicable. Pour ce faire, il faut s'appuyer sur des exemples concrets, faire le lien avec le quotidien et fournir des conseils pratiques, tant pour les offres qui nécessitent la présence physique des parents que pour les offres en ligne. La formation en ligne est une approche nouvelle et prometteuse. D'après les premières études réalisées avec des groupes témoins, les offres de formation en ligne pour les parents ainsi que le travail avec DVD sont efficaces, tout particulièrement lorsque les informations sont transmises par vidéo⁴.

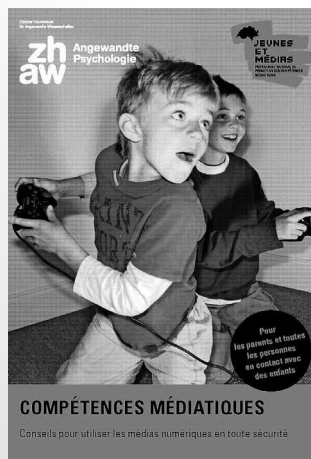
Le programme Jeunes et médias soutient les prestataires d'offres dans le domaine du développement des compétences médiatiques

Actuellement, des normes uniformes pour assurer la qualité des offres d'information et de formation en matière de développement des compétences médiatiques font encore défaut. Des critères de qualité ont été élaborés dans le cadre du programme national Jeunes et médias, mais ils n'ont pas encore été définitivement vérifiés et validés. Ils le seront vraisemblablement dans le courant du second semestre 2013. Une fois validés, ils serviront de repères et d'instruments d'évaluation pour les prestataires. Ils pourront également aider les clients potentiels, comme les directions d'école ou les associations de parents, à choisir l'offre adéquate.

En parallèle, le programme Jeunes et médias soutient les différents prestataires par divers moyens. Par exemple, il leur offre une certaine visibilité en publiant un aperçu des offres d'information, de formation et de conseil sur son site Internet (www.jeunesetmedias.ch). Ce portail d'informations rassemble en outre les connaissances actuelles en matière d'utilisation des médias par les enfants et les jeunes et présente les opportunités et les risques qui y sont liés. Le site fournit aussi des recommandations pour encadrer les jeunes dans leur quotidien numérique. En

Conseils pour utiliser les médias numériques en toute sécurité

La brochure sur les compétences médiatiques du programme national Jeunes et médias répond aux principales questions que pourraient se poser les parents concernant une utilisation sans risque des médias par leurs enfants. Un dépliant, traduit en 16 langues, synthétise en dix règles d'or les principaux conseils. Ces documents sont disponibles en PDF et peuvent être imprimés gratuitement sur le site www.jeunesetmedias.ch ou commandés à vente.civil@bbl.admin.ch (numéro de commande: 318.850.f pour la brochure; 318.851.f pour le dépliant).



collaboration avec la Haute école zurichoise de sciences appliquées (ZHAW), le programme Jeunes et médias a publié une brochure gratuite qui répond aux questions principales que pourraient se poser les parents. En complément de cette brochure, un dépliant synthétise en dix règles d'or les principaux conseils. Enfin, en collaboration avec des prestataires d'offres de sensibilisation, le programme a élaboré une plateforme d'échange et de formation continue destinée aux formateurs. Cette plateforme vise à promouvoir une forme de communication adaptée aux parents et à mettre à disposition des connaissances actuelles et scientifiquement étayées. Elle doit améliorer la qualité des offres et harmoniser les messages de prévention.

Education et tutorat par les pairs

A côté des parents, qui sont les principaux responsables de la socialisation des enfants, les pairs aussi peuvent jouer un rôle important dans la promotion des compétences médiatiques, car ils exercent une fonction de socialisation importante durant la jeunesse. Les chercheurs estiment que la famille et l'école perdent de leur influence sur l'apprentissage médiatique au fur et à mesure que les jeunes grandissent. Ce rôle est repris par le groupe de pairs⁵. La question est donc de savoir comment profiter au mieux de ce potentiel dans des contextes formels (à l'école) ou informels (dans les activités de jeunesse) pour transmettre des connaissances aux autres jeunes. Avec le programme Jeunes et médias, c'est la première fois en Suisse que l'autosocialisation dans les groupes de pairs est exploitée pour développer les compétences médiatiques. En d'autres termes, il s'agit de fournir des conseils techniques, de trouver des voies novatrices pour transmettre des compétences médiatiques et de combler les lacunes observées en mettant en œuvre des projets modèles et en les évaluant en continu.

La notion de *peer involvement*

Les travaux du programme Jeunes et médias ont commencé par une expertise scientifique⁶ qui a analysé la valeur de l'éducation par les pairs pour développer les compétences médiatiques. La notion de *peer involvement* recouvre cinq approches pédagogiques dans le domaine de l'éducation entre jeunes du même âge, à savoir l'éducation par les pairs, la médiation par les pairs, le conseil par les pairs, les projets (d'action) entre pairs et le tutorat par les pairs. Parmi ces approches, l'éducation par les pairs est considérée comme particulièrement prometteuse pour influencer le processus d'apprentissage au sein du groupe de pairs. Elle repose sur l'hypothèse qu'il a toujours existé une sorte de transmission d'informations informelle parmi les jeunes du même âge. L'éducation par les pairs s'entend comme un transfert de savoir entre jeunes qui

s'opère sous la forme d'un échange informel d'informations et d'expériences. Cette approche comporte un avantage : les messages transmis par les jeunes sont considérés comme plus crédibles. Dans le cadre de la communication entre pairs et de l'autosocialisation, certains membres agissent dans le groupe de pairs en tant que modèles transmettant des connaissances (pairs éducateurs). Cette méthode est surtout appliquée dans des contextes assez informels, comme dans le cadre de l'animation jeunesse en milieu ouvert.

L'engagement ciblé sur lequel reposent ces processus d'auto-socialisation dans le travail de prévention est toutefois exigeant. Par exemple, les processus d'apprentissage informels sont en concurrence avec le contexte formel de l'école⁷. Dans la pratique, il est donc indiqué de prendre aussi en ligne de compte le tutorat par les pairs, qui prévoit que des jeunes donnent des leçons à d'autres enfants plus jeunes qu'eux. Souvent, ces activités ont lieu dans les classes. Tout comme l'éducation par les pairs, le tutorat utilise le potentiel de transfert de savoir entre les pairs, avec l'appui et l'accompagnement des adultes, qui ne doivent cependant pas exercer un contrôle excessif.

Projets modèles d'éducation par les pairs

L'analyse du potentiel des groupes de pairs est une des priorités du programme Jeunes et médias. Pour ce faire, il peut compter sur l'appui de la Fondation Jacobs. Le but est d'élaborer, d'ici 2015, des connaissances solides sur les possibilités d'appliquer les méthodes de l'éducation et du tutorat par les pairs pour la protection des jeunes face aux médias et de les mettre à disposition d'un public spécialisé.

Initiés mi-2012, sept projets modèles seront mis en œuvre dans toute la Suisse jusqu'à fin 2014 en collaboration avec des partenaires actifs dans le contexte scolaire ou extrascolaire au niveau national ou régional (cf. graphique **G1**). L'Office fédéral des assurances sociales (OFAS) propose aux responsables des projets un financement partiel, un soutien technique, une plateforme d'échange avec des rencontres régulières, ainsi qu'un suivi scientifique.

Les stratégies développées et les approches appliquées sont très différentes : la mise en place de processus d'éducation par les pairs au sein d'un groupe de jeunes du même

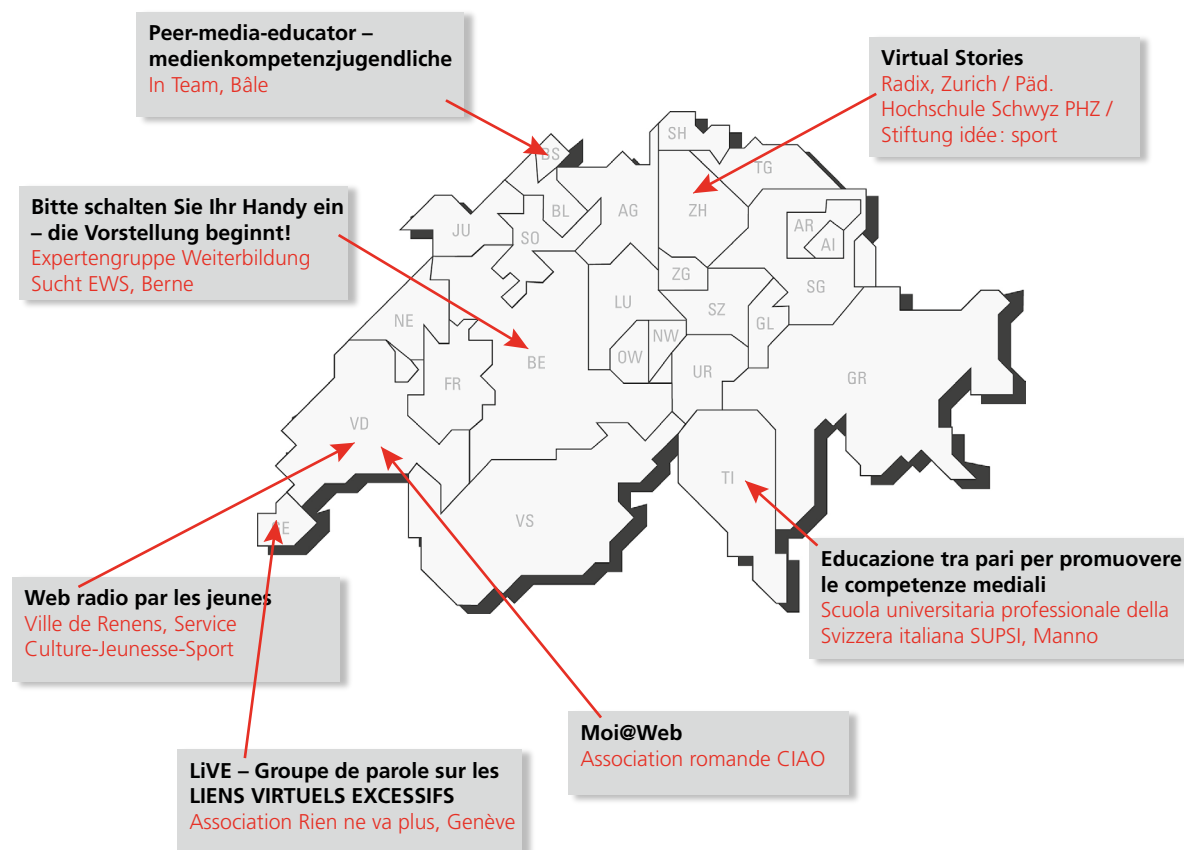
5 Cf. Süß, Daniel et Eveline Hipeli, « Medien im Jugendalter », in *Handbuch Mediensozialisation*, éd. par R. Vollbrecht et C. Wegener, Wiesbaden 2010, pp. 142 ss.

6 Neumann-Braun, Klaus, Kleinschnittger, Vanessa et al., *Das pädagogische Konzept der Peer Education im Rahmen von Medienkompetenzförderung und Jugendschutz* (en allemand, avec résumé en français). Aspects de la sécurité sociale, rapport de recherche n° 15/12 : www.ofas.admin.ch → Pratique → Recherche → Rapports de recherche; cf. aussi CHSS 4/2012, pp. 231 ss.

7 Cf. Heyer, Robert, « Peer Education – Ziele, Möglichkeiten und Grenzen », in *Freundschaften, Cliquen und Jugendkulturen: Peers als Bildungs- und Sozialisationsinstanzen*, éd. par Marius Harring et al., Wiesbaden 2010, pp. 407 ss.

Projets modèles d'éducation ou de tutorat par les pairs

G1



Source : OFAS

âge se concrétise par la publication d'histoires vidéo ou audio sur des plateformes de discussion ou sur des blogs, par le lancement d'une webradio, par la réalisation de pièces de théâtre montées par les jeunes ou par la tenue de débats sur les jeux vidéo⁸. Il est essentiel que les activités ne soient pas sporadiques et que des adultes encouragent régulièrement les jeunes. Pour obtenir des effets durables, il faut que les adultes de référence soient également impliqués dans le processus, p.ex. à travers des réunions ou des débats avec les parents.

Evaluation des projets modèles et élaboration de stratégies types

Parallèlement à leur mise en œuvre, les projets modèles font l'objet d'une évaluation continue de la Haute école de travail social de la HES de la Suisse du Nord-Ouest.

Cette évaluation doit déterminer dans quelle mesure l'éducation et le tutorat par les pairs sont des méthodes efficaces pour développer les compétences médiatiques. En particulier, elle doit indiquer sous quelle forme, à quelles conditions et dans quels contextes les deux approches sont rentables. En outre, elle permettra d'identifier les facteurs de réussite et les éventuelles pierres d'achoppement. Si la mise en œuvre et l'évaluation sont couronnées de succès, des stratégies ciblées à appliquer dans les contextes scolaires et extrascolaires pourront être élaborées sur la base des projets modèles dès fin 2014. Le cas échéant, ces stratégies types seront développées sur la base des expériences tirées de la phase pilote et des résultats de l'évaluation. Elles seront ensuite rendues publiques par l'OFAS, avec des recommandations relatives à leur application.

⁸ Description des projets : www.jeunesetmedias.ch → Programme national → Education par les pairs.

Conclusion

Les parents et le groupe de pairs jouent tous deux un rôle important de relais pour la transmission des compétences médiatiques. Pour sensibiliser ces deux acteurs, il faut veiller principalement à deux aspects : le contenu des offres et les stratégies pour atteindre les groupes cibles. Au niveau du contenu, vu la rapidité à laquelle évoluent les médias numériques, les messages de prévention doivent être mis à jour continuellement. En plus, ces messages doivent être conçus de manière à susciter l'intérêt des groupes cibles et à pouvoir être compris et appliqués. La pratique montre que les offres doivent être adaptées aux besoins, aux intérêts, aux capacités et aux expériences des parents et des jeunes.

Pour ce qui est d'élaborer des stratégies permettant d'atteindre les groupes cibles, le problème se pose aussi bien pour la formation des parents que pour la sensibilisation des groupes de pairs. La formation de proximité et la formation en ligne présentent un gros potentiel pour former les parents, de même que l'éducation par les pairs

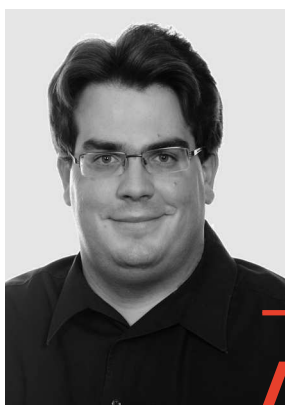
pour sensibiliser les jeunes. Ces approches peuvent être adaptées sur mesure aux différents groupes cibles pour compléter les offres de sensibilisation classiques, qui s'adressent à un large public, comme les dépliants, les brochures ou les sites Internet. Malgré cela, elles sont encore peu utilisées pour développer les compétences médiatiques. Les critères de qualité et les stratégies types en matière d'éducation et de tutorat par les pairs prochainement disponibles pourront aider les prestataires à développer leurs offres.

Claudia Paiano, lic. phil., collaboratrice scientifique, responsable du programme national Jeunes et médias, OFAS.
Mél. : claudia.paiano@bsv.admin.ch

Colette Marti, lic. phil., collaboratrice scientifique, responsable du programme national Jeunes et médias, OFAS.
Mél. : colette.marti@bsv.admin.ch

Egalité professionnelle pour les personnes handicapées

L'enquête suisse sur la population active (ESPA) de l'Office fédéral de la statistique montre qu'en 2011, le taux d'activité professionnelle des personnes handicapées, qui se monte à deux tiers, reste plus faible que celui du reste de la population, qui est de 85 %.



Samuel Mathys

Bureau fédéral de l'égalité pour les personnes handicapées

Intégrer les personnes handicapées¹ sur le marché du travail relève au premier chef de la **compétence des assurances sociales**. L'**assurance-invalidité** (AI) offre en particulier une large gamme de mesures dans ce domaine. Les **mesures d'ordre professionnel** au sens des art. 15 ss de la loi fédérale sur l'assurance-invalidité (LAI) revêtent ici une importance cruciale, mais d'autres instruments introduits lors

de la 5^e révision de l'AI, tels que la **détection précoce** (art. 7d LAI) et les **mesures de réinsertion** préparant à la réadaptation professionnelle (art. 14a LAI), jouent également un rôle important pour l'égalité. Les mesures de la révision 6a de l'AI, en particulier le **placement à l'essai** et la **révision des rentes axée sur la réadaptation**, constituent des instruments supplémentaires pour atteindre cet objectif. Bien que ces mesures soient sans aucun doute très importantes, elles visent avant tout la personne concernée et non les conditions extérieures.

Mais qu'est-ce que l'**égalité pour les personnes handicapées dans le monde du travail**? Il n'y a pas de réponse univoque à cette question, pourtant légitime. L'idée fondamentale de l'égalité, qui vise une participation autonome, égale en droits, des personnes handicapées à la société, est ici déterminante, dans le sens où tout ce qui fait obstacle à cet objectif est éliminé. Cette idée d'égalité se fonde

sur un **modèle interactif du handicap**, selon lequel une personne est non seulement handicapée par ses propres limitations, mais aussi en raison d'obstacles engendrés par la société.

Malgré certains progrès, les personnes handicapées continuent de faire face aux obstacles les plus divers dans le monde du travail. Il peut s'agir d'obstacles physiques (des bâtiments inaccessibles, p.ex.), mais aussi de difficultés de nature sociale, comme la réticence générale à engager des personnes souffrant d'un handicap ou les peurs que cela peut susciter. Dans le présent article, nous commencerons par nous pencher sur les **normes juridiques en vigueur** en matière de promotion de l'égalité pour les personnes handicapées et en particulier sur leurs implications dans les rapports de travail de droit privé. En partant des structures existantes, nous examinerons ensuite d'**autres instruments** qui s'offrent au législateur pour atteindre les objectifs fixés en matière d'égalité. A cet égard, il s'agira de considérer les **possibilités** qui existent pour intégrer plus efficacement les personnes handicapées sur le marché du travail².

Les instruments juridiques actuels de l'égalité

L'interdiction de discrimination s'impose aux personnes et services auxquels incombent des tâches publiques, tant du point de vue du droit constitutionnel que dans un contexte international. En vertu de l'art. 35, al. 3, de la Constitution fédérale (Cst.), le droit à l'égalité prévu par l'art. 8 Cst. doit aussi, en tant que droit fondamental, être réalisé dans les relations qui lient les particuliers entre eux, notamment dans le droit du travail. La disposition constitutionnelle relative à l'égalité des droits

¹ Le terme de « personne handicapée » est utilisé ici conformément à l'art. 2, al. 1, de la loi fédérale du 13.12.2002 sur l'égalité pour les personnes handicapées (LHand): « Est considérée comme *personne handicapée* au sens de la présente loi toute personne dont la déficience corporelle, mentale ou psychique présumée durable l'empêche d'accomplir les actes de la vie quotidienne, d'entretenir des contacts sociaux, de se mouvoir, de suivre une formation, de se perfectionner ou d'exercer une activité professionnelle, ou la gêne dans l'accomplissement de ces activités. »

² Les rapports de travail de droit public obéissant à la loi du 24.3.2000 sur le personnel de la Confédération (LPers; RS 172.220.1) ou relevant du droit cantonal ou communal ne sont pas concernés par les explications fournies dans le présent article.

mentionne deux obligations primordiales pour l'égalité des personnes handicapées: l'art. 8, al. 2, Cst. formule une **interdiction générale de discriminer** incluant explicitement les personnes handicapées, et l'art. 8, al. 4 évoque des **mesures légales de compensation** visant à éliminer ou tout au moins à diminuer les inégalités frappant les personnes handicapées.

L'interdiction de discrimination concerne d'une part les inégalités de traitement (découlant d'une loi ou de dispositions d'exécution) touchant directement un handicap (**discrimination directe**), et d'autre part les dispositions légales à la formulation neutre, qui désavantagent toutefois les personnes handicapées de manière disproportionnée dans leurs conséquences pratiques (**discrimination indirecte**). Les interdits en matière de discrimination figurant dans les accords internationaux qui s'appliquent à la Suisse ne vont la plupart du temps guère au-delà de la norme constitutionnelle. Il n'en va pas de même pour la **Convention de l'ONU** relative aux droits des personnes handicapées³, dont la ratification est souhaitée par le Conseil fédéral et sur laquelle le Parlement doit encore se prononcer. Dans son art. 27, let. a (travail et emploi), elle énonce une interdiction générale de discrimination.

Le législateur s'est acquitté du mandat de compensation prévu par l'art. 8, al. 4, Cst. en adoptant la **loi sur l'égalité pour les handicapés** (LHand). Bien qu'il ait expressément décidé de ne pas intervenir dans les rapports de travail de droit privé dans le cadre de cette loi, celle-ci apporte néanmoins des progrès en matière d'égalité pour les personnes handicapées dans le monde du travail. Elle prescrit par exemple l'obligation, pour les bâtiments de plus de 50 places de travail qui viennent d'être construits ou rénovés, d'être accessibles aux personnes handicapées (art. 3, let. d, LHand)⁴. De plus, en vertu de l'art. 16, al. 2, let. b, de cette même loi, la Confédération peut soutenir des programmes portant sur l'activité professionnelle des-

tinés à faciliter l'intégration des personnes handicapées dans la société. L'art. 17 LHand donne en outre la possibilité au Conseil fédéral de mettre en œuvre ou d'encourager des projets pilotes de durée limitée en vue de tester des systèmes incitatifs destinés à favoriser l'intégration professionnelle des personnes handicapées⁵.

Etant donné que l'**obligation en matière d'égalité des droits** ne touche pas directement les **rapports individuels de travail** et que la LHand ne s'applique pas à ces derniers, on est en droit de se demander s'il y a, dans le droit du contrat individuel de travail lui-même, des normes portant sur l'égalité pour les personnes handicapées. Il est tout d'abord frappant de constater qu'aucune disposition des **art. 319 ss CO** – le noyau du droit du contrat individuel de travail – ne mentionne les personnes handicapées. A notre connaissance, aucune décision judiciaire ne porte spécifiquement sur la discrimination des handicapés dans les rapports de travail de droit privé. S'agissant des **rapports de travail en cours**, les travailleurs handicapés bénéficient d'une certaine protection via l'**obligation de protection de la personnalité du travailleur** qui est faite à l'employeur aux termes de l'art. 328 CO, dans la mesure où le handicap constitue un aspect déterminant de la personnalité. La jurisprudence du Tribunal fédéral signale toutefois que cette protection est plutôt faible⁶. Dans le domaine de la **protection contre les congés**, l'art. 336, let. a, CO pourrait le cas échéant protéger le salarié handicapé d'un licenciement abusif, si celui-ci peut être attribué exclusivement au handicap. Enfin, dans le cadre d'une **procédure d'embauche**, l'art. 28 CC pourrait offrir une certaine protection aux personnes handicapées. Le refus d'une candidature avec le handicap pour seul motif pourrait être contesté en tant qu'**atteinte discriminatoire à la personnalité**, mais celle-ci pourrait se révéler difficile à établir de manière juridiquement suffisante dans le cadre d'une procédure judiciaire, et ses ef-

fets juridiques resteraient eux aussi incertains. Une obligation de contracter ne pourrait guère être prononcée et ne serait pas judicieuse non plus, selon le Bureau fédéral de l'égalité pour les personnes handicapées.

Force est donc de constater, pour récapituler, que c'est principalement l'interdiction de discrimination dans la Constitution fédérale et la LHand qui contribuent à l'égalité pour les personnes handicapées dans le monde du travail, dans la mesure où elles améliorent les **conditions générales** permettant une meilleure intégration des personnes sur le marché du travail. Le droit du contrat individuel de travail, en revanche, n'offre qu'une **protection très ponctuelle contre les discriminations**.

Chances d'introduction d'autres instruments d'égalité

Examinons maintenant les options dont il est question dans la littérature pour étendre la palette des instruments dans le domaine de l'égalité, ainsi que leurs chances de s'imposer. Outre les quotas de personnes handicapées, l'aménagement de mesures d'incitation destinées aux employeurs

3 Le Conseil fédéral a adopté en décembre 2012 à l'attention des Chambres fédérales le message portant approbation de la Convention du 13.12.2006 relative aux droits des personnes handicapées (message du Conseil fédéral 12.100, FF2013 601). En juin 2013, le Conseil national a approuvé la proposition, en tant que 1^{er} Conseil.

4 La disposition spécifiant que les équipements et véhicules des transports publics doivent pouvoir être utilisés sans difficulté par les personnes handicapées est également importante. Art. 4 LHand autorise en outre les cantons à édicter des dispositions plus favorables aux personnes handicapées, comme l'obligation de rendre accessibles à ces personnes tous les bâtiments abritant des places de travail.

5 Cf. www.edi.admin.ch/ebgb/index.html?lang=fr → Aides financières → Projets soutenus.

6 Cf. ATF 129 III 276, consid. 3.1: une décision partielle et arbitraire de l'employeur ne peut constituer une atteinte à la personnalité et donc contrevenir à l'interdiction individuelle de discrimination que si un certain mépris de la personne a été exprimé. Un tel mépris n'est réalisé que si un salarié est nettement défavorisé vis-à-vis d'un grand nombre d'autres salariés, et non simplement si l'employeur favorise certains employés.

et l'amélioration de la protection contre la discrimination dans le droit du contrat individuel de travail – inspirée de la loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes (LEg) – trouvent un écho dans les textes. Le rôle déterminant de l'engagement volontaire des employeurs en faveur d'une meilleure intégration des personnes handicapées dans le monde du travail y est également souligné.

Quotas de personnes handicapées

Avec des **quotas de personnes handicapées**, les employeurs sont **légalement tenus d'employer un certain nombre ou un certain pourcentage de personnes handicapées dans leur entreprise**. De nombreux Etats européens connaissent un tel système. En Allemagne, par exemple, les employeurs privés et publics qui affichent 20 places de travail ou davantage s'engagent à attribuer au moins 5% de ces places à des personnes souffrant d'un handicap lourd. Les employeurs qui ne respectent pas cet engagement doivent s'acquitter d'une taxe de compensation pour chaque poste non occupé comme il le devrait par un salarié handicapé.

Pour le Bureau fédéral de l'égalité pour les personnes handicapées, il n'est généralement pas possible de dire si le modèle de quotas allemand pourrait être transposé en Suisse. Afin de déployer une certaine efficacité, une telle norme d'égalité devrait être adaptée spécifiquement au droit suisse du travail, traditionnellement réglementé avec circonspection. Elle exigerait en outre un important travail de définition. Il ne serait par exemple pas simple de déterminer le cercle de personnes concernées par ces quotas, à savoir qui peut être considéré comme «handicapé». La notion de personne handicapée au sens de l'art. 2 LHand serait trop vague et trop

large pour servir de critère déterminant. La notion d'invalidité découlant de l'art. 8, al. 1, LPGa n'offre pas davantage de solution, car elle repose sur les notions d'incapacité de gain totale ou partielle. Outre ce travail de définition, il faudrait également déterminer le quota de personnes handicapées et les employeurs concernés par cette norme. Les conséquences juridiques d'une infraction à la norme devraient également être précisées.

De par leur inscription dans la loi, les modèles de quotas exercent une certaine pression et créent des incitations à engager davantage de personnes handicapées. En l'absence de preuves scientifiques et empiriques, il est toutefois difficile de juger ici s'il s'agit plutôt de **mesures d'occupation** sans réel potentiel d'équilibrage ou d'un véritable **instrument d'égalité** susceptible d'agir dans la durée.

Incitations financières

L'**incitation financière** sous forme d'**avantages fiscaux** pour les employeurs fait également partie des mesures envisagées. Une réduction de l'impôt sur le bénéfice des personnes morales ou de l'impôt sur le revenu des personnes physiques pourrait être octroyée en fonction du nombre de personnes handicapées employées, du volume de contrats de travail correspondants ou de la lourdeur du handicap des personnes engagées.

Les allègements fiscaux étant généralement très appréciés, ils pourraient effectivement inciter les employeurs à embaucher davantage de personnes handicapées. Mis à part le fait qu'il faudrait là aussi déterminer qui peut être considéré comme handicapé, une telle mesure d'incitation doit être suffisante pour imprimer un réel élan. Mais les pertes fiscales que cela implique pour la Confédération et les cantons pourraient aussi nuire au financement public de mesures de promotion de l'égalité. Par ailleurs, on manque ici aussi d'études scientifiques établissant l'efficacité de telles mesures d'incitation financière.

Développement de la protection contre la discrimination dans le droit du contrat individuel de travail

Comme signalé plus haut, il n'existe pratiquement pas de protection contre les discriminations dans le cadre du droit suisse du contrat individuel de travail. La doctrine met d'ailleurs en doute le fait que ce droit soit suffisant sur les questions d'embauche, autrement dit sur l'accès au marché du travail, pour satisfaire à l'interdiction de discrimination prescrite par la Convention de l'ONU relative aux droits des personnes handicapées, convention dont le Conseil fédéral recommande la ratification. Pour aménager une protection contre les discriminations à l'égard des personnes handicapées dans le droit du contrat individuel de travail, le législateur pourrait s'inspirer de la loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes (LEg). Dans son art. 3, cette dernière pose explicitement une interdiction de discriminer les travailleurs à raison du sexe. En vertu de l'art. 3, al. 2, LEg, cette interdiction s'applique notamment à l'embauche, à l'attribution des tâches, à l'aménagement des conditions de travail, à la rémunération, à la formation et au perfectionnement professionnels, à la promotion et à la résiliation des rapports de travail. L'art. 5, al. 2, LEg établit par ailleurs clairement qu'une personne lésée peut prétendre à une indemnité lorsque la discrimination porte sur un refus d'embauche ou sur la résiliation des rapports de travail régis par le code des obligations⁷.

Selon un rapport de 2006 du Conseil fédéral portant sur l'évaluation de la loi sur l'égalité, celle-ci déploie globalement des effets positifs. Elle ne suffit toutefois pas à imposer l'égalité des sexes dans le monde du travail. Selon le Bureau fédéral de l'égalité pour les personnes handicapées, une réglementation inspirée de la loi sur l'égalité entre femmes et hommes pourrait rendre plus concrète une protection contre les discriminations à l'égard des personnes handicapées

⁷ De plus, la personne qui n'est pas engagée et qui se prévaut d'une discrimination peut exiger de l'employeur qu'il motive sa décision par écrit (art. 8, al. 1, LEg).

dans le droit privé du travail, protection pour l'instant encore très abstraite. Ses effets seraient toutefois limités en ce qui concerne la discrimination à l'embauche, puisque pour les personnes concernées, il n'y a pas d'allègement du fardeau de la preuve sur ce point précis dans la loi sur l'égalité (art. 6 LEg a contrario).

Engagement volontaire

Les lois ne constituent pas le seul moyen de favoriser l'égalité dans le monde du travail. L'**engagement volontaire** et la responsabilité sociale des employeurs à adapter les places et les horaires de travail aux besoins spécifiques des personnes handicapées sans obligation légale ou contrainte est tout aussi importante.

En Suisse, où l'on est très réticent à réglementer strictement le droit du travail, il faut encourager davantage un tel engagement volontaire des employeurs. Le meilleur moyen d'y contribuer pour les pouvoirs publics, c'est par des campagnes de sensibilisation et d'information. A l'échelon fédéral, cette tâche incombe au Bureau fédéral de l'égalité pour les personnes handicapées, en vertu de la LHand.

Conclusion

Les normes constitutionnelles et légales en vigueur peuvent améliorer les conditions générales et spécifiques de l'égalité pour les personnes handicapées. Elles contribuent de manière importante à une meilleure intégration de ces dernières dans le monde du travail. Conçues de manière rudimentaire, elles ne sont pas une arme miracle se substituant aux assurances sociales, mais une condition importante de l'intégration durable des handicapés dans la vie professionnelle et sociale. A ce stade, il est difficile de dire si l'adoption de lois supplémentaires sur l'égalité ou une extension de la protection contre les discriminations sont à même d'induire une égalité effective ou s'il ne serait pas plus judicieux d'intégrer des mesures de promotion de l'égalité dans le système actuel d'assurances sociales ou de développer les mesures existantes. Les dernières révisions de l'AI indiquent que la tendance est plutôt à la deuxième solution. Des incitations financières pour les employeurs ont en effet été introduites dans le système existant sous la forme du placement à l'essai (art. 18a LAI) et de l'allocation d'initiation au travail (art. 18b LAI).

Samuel Mathys, avocat, stagiaire universitaire, BFEH (jusqu'en mars 2013).
Mél. : sammathys@gmx.net

Pour en savoir plus

Pärli, Kurt, *Vertragsfreiheit, Gleichbehandlung und Diskriminierung im privatrechtlichen Arbeitsverhältnis: Völker- und verfassungsrechtlicher Rahmen und Bedeutung des Europäischen Gemeinschaftsrechts*, Berne 2009

Kälin, Walter et al., *Mögliche Konsequenzen einer Ratifizierung der UN-Konvention über die Rechte von Menschen mit Behinderungen durch die Schweiz*. Gutachten zuhanden des Generalsekretariats GS-EDI / Eidgenössisches Büro für die Gleichstellung von Menschen mit Behinderungen EBGB, Berne 2008

Weisser, Jan et Cornelia Renggli (éd.), *Disability Studies: Ein Lesebuch*, Bienne 2004

DPR: un projet pilote au sens de l'art. 68^{quater} LAI

Dans le cadre du projet pilote DPR, six entreprises de diverses branches se sont engagées à fournir un soutien précoce aux collaborateurs ayant des problèmes de santé. Elles ont en outre convenu de collaborer avec leurs assurances sociales et privées dans une optique de détection précoce et d'amélioration de la réinsertion. L'évaluation montre quels instruments ont été utiles pour les employeurs et quels sont les avantages d'une collaboration plus étroite entre employeurs et assurances.

branches ont participé au projet en collaboration avec leurs assurances sociales et privées, à savoir leur **assurance d'indemnités journalières en cas de maladie**, leur **assurance-accidents**, l'**assurance-invalidité** et leur **caisse de pension**. Le projet pilote s'est achevé fin 2012, après deux années. La société MindStep SA en a assuré la direction.



Eliane Kraft
Ecoplan



Marcel Buffat

La stratégie DPR

Idée de base

L'idée de base de la stratégie DPR est de permettre aux collaborateurs ayant des problèmes de santé de rester dans leur entreprise ou au moins sur le marché primaire du travail, grâce à la détection précoce et à l'apport d'un soutien rapide. Il est en effet plus simple et plus avantageux de maintenir en emploi les assurés que de les réinsérer sur le marché du travail après un départ dû à des problèmes de santé.

Contexte et buts du projet pilote DPR

Le projet Détection précoce et réinsertion professionnelle (DPR) est un projet pilote au sens de l'art. 68^{quater} LAI initié par le groupe de réflexion DPR. Ce dernier est une plateforme d'échange informelle destinée aux employeurs et aux représentants des assurances sociales et privées dont l'objectif est de contribuer à ce que les employeurs s'engagent davantage en faveur de la détection précoce et de la réinsertion professionnelle.

Partant du constat que la multitude d'acteurs impliqués lorsqu'un collaborateur tombe malade nuit à l'efficacité de la détection précoce et à la réinsertion, le groupe de réflexion a

lancé un projet pilote poursuivant les **objectifs clés** suivants:

- **instaurer une coordination contraignante et mettre en réseau** les employeurs et les assurances sociales et privées pour favoriser la détection précoce et la réinsertion;
- **lancer des mesures de soutien aux collaborateurs** dans la phase de détection précoce, à savoir dans les 30 jours suivant la survenance d'une maladie ou d'un accident;
- **concevoir de nouvelles possibilités de travail pour la réinsertion;**
- **éviter une sortie du marché primaire du travail ou la mise en invalidité.**

Trois entreprises moyennes et trois grandes entreprises de Suisse alémanique actives dans différentes

Processus modèle de la détection précoce et de la réinsertion

Le processus de détection précoce et de réinsertion peut nécessiter jusqu'à trois phases (cf. graphique G1), selon la complexité et la durée du cas de maladie ou d'accident (avec absence) ou la nature du problème du collaborateur (sans absence).

- Au cours de la **1^{re} phase**, on clarifie au moyen d'entretiens la situation des collaborateurs absents plus de trois fois sur l'année ou pendant plus de sept jours d'affilée, afin de déterminer si des mesures immédiates constitueraient un soutien

efficace. Cet examen du cas a lieu dans les 30 jours.

- Si cette intervention n'a pas permis de clarifier la situation et que les absences se poursuivent ou que la problématique persiste, on passe à la **2^e phase**, qui consiste en une analyse approfondie sous forme de bilan tenant compte de la situation globale du collaborateur, à savoir de son état de santé et de sa situation professionnelle et privée. On examine ensuite si des mesures immédiates concrètes s'imposent ou s'il faut prévoir une gestion du cas en vue de fournir l'encadrement nécessaire.
- Les situations complexes où l'on ne constate pas d'amélioration rapide nécessitent une **3^e phase**, à savoir une gestion du cas, généralement externe. Celle-ci comprend la planification commune des mesures à prendre en vue de la réinsertion ou de la sortie de l'entreprise.

coordination entre les parties et définit les prestations qu'elles s'engagent à fournir.

- Les employeurs se sont engagés à introduire **certains dispositifs de la gestion de la santé au travail**, comme une gestion des absences, des mesures de promotion de la santé et des possibilités de travail alternatives.
- La **gestion des cas** selon le processus susmentionné (cf. graphique G1) et la **coordination** avec les assurances sociales et privées sont les éléments clés de la DPR.
- Un **pool de financement** a été créé pour chaque entreprise participante afin de pouvoir prendre sans tarder d'éventuelles mesures immédiates. Le contenu du pool est déterminé par une formule prédéfinie: 7500 francs par personne pour 2% des collaborateurs. Les participants (employeurs et assurances) ont alimenté le pool à parts égales.

teurs bénéficiant d'un encadrement au titre de la DPR puissent autoriser l'employeur et toutes les assurances concernées à échanger entre eux les informations nécessaires en signant un document unique plutôt qu'une procuration pour chaque assurance.

Comment la stratégie DPR a-t-elle été mise en œuvre ? Quels instruments se sont avérés utiles ?

Pendant les deux ans qu'a duré le projet, les entreprises participantes ont analysé et suivi 329 cas au total. La proportion de cas varie fortement d'une entreprise à l'autre: selon l'entreprise, entre 11 et 52% des collaborateurs ont bénéficié de l'encadrement prévu par le projet. Dans cinq des six entreprises, le nombre de cas DPR pour cause de maladie a dépassé le nombre de cas résultant d'un accident.

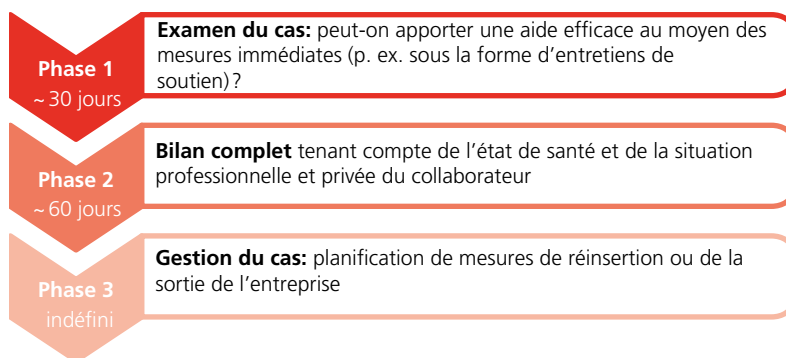
Le nombre de cas a diminué au fil du processus.

- En chiffres absolus pour l'ensemble du projet, 286 mesures entrant dans la **phase 1 du processus** ont été prises: après l'examen de la situation, 35 cas (9%) ont continué d'être observés sans que des mesures soient nécessaires et 233 mesures immédiates (61% des cas) ont été mises en œuvre. Parmi celles-ci, les plus fréquentes ont été les entretiens avec le service des ressources humaines et avec les supérieurs hiérarchiques. Des mesures immédiates concrètes, comme des améliorations ergonomiques du poste de travail (p. ex. achat d'un pupitre permettant de travailler debout) ont également été prises.
- Un bilan complet (**phase 2**) a été effectué dans 63 cas (17%).
- Une gestion externe (**phase 3**) a été nécessaire dans 49 cas (13%).

On le voit, seule une proportion relativement faible des cas DPR passent par les phases 2 et 3.

Processus modèle de la DPR

G1



Source: Ecoplan

Instruments de la DPR

Afin de soutenir les employeurs dans la détection précoce et la réinsertion des collaborateurs, des instruments spécifiques (cf. graphique G2) ont été développés et testés dans le cadre du projet pilote DPR.

- Les employeurs et les assurances sociales et privées ont conclu une **convention de collaboration**, qui désigne les interlocuteurs, règle la

- Une **direction de projet externe** a été mise sur pied pour le soutien et l'encadrement.
- Des **documents types** ont été fournis, comme un guide pour les entretiens d'analyse de la situation et les entretiens au retour du collaborateur, et une procuration commune pour les employeurs et les assurances. Le but de la procuration collective était que les collabora-

Instruments de la DPR

G2

Conditions

Convention de la collaboration avec les assurances (sociales)

Introduction de dispositifs de gestion de la santé dans l'entreprise, notamment gestion des absences

Éléments clés

Traitement du cas selon le processus modèle DPR
(avec possibilité de mesures immédiates) et
coordination avec les assurances (sociales)

Soutien

Pool de financement

Direction de projet externe

Documents types

Source : Ecoplan

Les entrevues structurées menées en vue de l'évaluation avec les employeurs et les assurances permettent de tirer les conclusions suivantes sur les différents instruments de la DPR :

- La signature d'une **convention de collaboration** entre les employeurs et les assureurs était la condition sine qua non pour participer au projet pilote : toutes les parties ont donc utilisé cet instrument. Selon les entreprises, le caractère contraignant de la convention écrite était surtout important au début du projet.
- Il existe des différences entre le professionnalisme et la rigueur avec lesquels les entreprises ont instauré **certaines dispositifs de la gestion de la santé au travail**. Employeurs et assureurs estiment qu'une gestion des absences s'impose pour la détection des cas et leur traitement systématique.
- Le **processus modèle de la DPR** a été appliqué dans toutes les entreprises participantes. La plupart d'entre elles ont considéré que respecter des délais précis n'était pas une priorité. Les collaborateurs malades ou victimes d'un accident n'ont pas été les seuls à bénéficier du soutien ; la préven-

tion des absences a aussi profité aux personnes qui n'ont pas été longtemps absentes.

- Outre les échanges bilatéraux, les tables rondes mensuelles à semestrielles ont fait leurs preuves pour la **coordination des cas**. Les employeurs les considèrent comme précieuses. Ils apprécient le caractère contraignant des échanges réguliers entre les partenaires du projet. Certaines assurances sont plus sceptiques : elles estiment que la cadence élevée des rencontres n'a pas toujours valu la peine.
- Un seul employeur a épuisé tous les fonds du **pool de financement**. Les cinq autres ont utilisé moins de la moitié des fonds disponibles. Le pool a servi à financer des prestations de prévention, des mesures immédiates, des analyses approfondies et la gestion externe des cas. Toutes les entreprises participantes estiment que le pool de financement est un élément central de la DPR. Du point de vue des assurances, des adaptations s'imposent au niveau du montant du pool de financement, des contributions des différents partenaires et des prestations financées par le pool.

- Selon le savoir-faire déjà présent dans l'entreprise en matière de gestion de la santé, la **direction externe du projet** a revêtu plus ou moins d'importance. La plupart des employeurs ont trouvé important le coaching par MindStep SA (tout particulièrement pendant la phase initiale). La direction de projet a garanti la continuité de l'engagement des employeurs par des contacts réguliers.
- Les **documents types** disponibles n'ont guère été utilisés. Aucun employeur n'a utilisé de procuration collective.

La mise en œuvre de la stratégie DPR est-elle profitable ?

La période d'observation (deux ans) est trop courte pour permettre d'interpréter l'influence de la DPR sur l'évolution du nombre d'heures d'absence et sur les absences de longue durée dans les entreprises participantes. Compte tenu de la durée limitée du projet, il est impossible de dire avec certitude dans quelle mesure le projet DPR a contribué à éviter des sorties du marché primaire du travail

et des mises en invalidité. Les cas mentionnés par les employeurs illustrent cependant que la stratégie DPR est bel et bien susceptible de maintenir les collaborateurs en emploi. Il ressort cependant clairement des entrevues que la réinsertion dépend non seulement de l'optimisation de l'environnement professionnel et de l'engagement de l'employeur, mais aussi de la motivation du collaborateur concerné.

Les principaux effets sur les différents acteurs impliqués sont résumés ci-après.

Employeur

- Grâce à la saisie systématique des absences, les employeurs ont la possibilité d'agir plus tôt.
- Le processus modèle de la DPR, utilisé par les employeurs pour adapter leurs propres procédures, a contribué à perfectionner la gestion des absences pour cause de maladie ou d'accident et à améliorer le suivi des collaborateurs.
- La collaboration avec les assurances sociales et privées a été intensifiée. Le fait de connaître personnellement les interlocuteurs chez les assureurs a facilité l'instruction des cas, que ce soit dans le cadre des tables rondes ou par téléphone.
- Les services des ressources humaines ont profité d'un transfert des connaissances grâce au soutien professionnel des gestionnaires de cas des assurances d'indemnités journalières et des assurances-accidents, des conseillers en réadaptation de l'AI et de la direction du projet.
- Les cadres sont davantage conscients de l'importance de la détection précoce et de la réinsertion ainsi que de la gestion de la santé dans son ensemble.

Le projet DPR n'a permis de réaliser des économies que dans de rares cas. La gestion plus professionnelle des cas et les mesures de soutien, qui consistent souvent en des entretiens, ont plutôt coûté du temps aux entreprises, mais l'investissement en vaut la peine du point de vue des em-

ployeurs: toutes les entreprises entendent maintenir les processus mis en place dans le cadre du projet pilote après la fin de celui-ci.

Collaborateurs

Les effets de la DPR sur les collaborateurs ont été relevés au moyen d'une enquête écrite anonyme réalisée auprès des collaborateurs ayant été absents plus de sept jours au cours d'une année.

- Environ trois quart d'entre eux ont été contactés pendant leur absence pour cause de maladie ou d'accident. La grande majorité des collaborateurs concernés y ont vu une marque d'estime et d'intérêt (77 %). Environ la moitié des collaborateurs qui n'ont pas été contactés pendant leur absence auraient souhaité l'être.
- Deux tiers des personnes interrogées ont eu un entretien avec leur supérieur hiérarchique et/ou le service des ressources humaines après le retour au travail.
- Un quart des collaborateurs interrogés ont bénéficié de mesures visant à améliorer leur santé à long terme, à savoir principalement d'adaptations diverses dans le domaine de l'ergonomie du poste de travail ou de la réduction temporaire ou permanente de la charge de travail.

La majorité des collaborateurs interrogés estiment que leur employeur se soucie de leur santé.

- Près de 90% ont l'impression que la santé des collaborateurs compte pour leur employeur.
- Plus de deux tiers des collaborateurs travaillant depuis plusieurs années dans l'entreprise constatent en outre que leur employeur se soucie davantage de la santé et du bien-être au travail de ses collaborateurs au travail qu'il y a trois ans.

Assurances sociales et privées

Du point de vue des représentants des assurances interrogés, la mise en œuvre de la stratégie DPR a apporté les avantages suivants.

- Les interlocuteurs sont clairement définis.
- Les employeurs s'engagent à mieux s'occuper des collaborateurs et à soutenir activement leur réinsertion.
- Les employeurs s'intéressent au thème de la promotion de la santé au travail.
- Grâce aux contacts personnels, une relation de confiance s'établit avec l'employeur ce qui peut faciliter la création de places de travail adaptées en vue d'une réinsertion.
- Les assurances peuvent apporter leur soutien aux entreprises.

Comme les employeurs, la plupart des assurances ont noté une augmentation de leur charge de travail en raison des échanges réguliers avec les employeurs mais aussi d'un engagement sensiblement accru dans certains cas. Vu la courte durée du projet, il leur est impossible d'évaluer si la mise en œuvre de la stratégie DPR permet de réaliser des économies conséquentes au niveau des prestations.

Selon les évaluateurs, l'amélioration de l'échange d'informations entre les participants devrait avoir des conséquences positives en particulier pour les assurances d'indemnités journalières en cas de maladie (au long délai de carence) et pour l'AI: grâce à la DPR, ces assurances sont informées beaucoup plus rapidement et en détail des cas éventuels. Cela facilite le tri des cas et rend possible une intervention précoce. L'assurance-accidents quant à elle, qui verse des prestations dès le troisième jour d'absence, prend généralement vite contact avec l'employeur, même sans la DPR.

La stratégie DPR: transposable à d'autres entreprises?

Pour les évaluateurs, la stratégie DPR ne se prête qu'aux **entreprises qui accordent de l'importance à la détection précoce des problèmes de santé et à une réinsertion rapide et qui sont prêtes à y consacrer des res-**

sources. Sinon elle est vouée à l'échec.

Pour faciliter la transposition de la stratégie DPR à d'autres entreprises ou son application à plus grande échelle, les évaluateurs proposent les trois pistes suivantes:

- sensibiliser les entreprises aux coûts occasionnés par les absences;
- mieux documenter la stratégie DPR;
- prévoir des incitations financières.

Les évaluateurs envisagent deux types d'incitations:

- l'octroi par les assurances de **rabais** de primes aux entreprises qui mettent en œuvre la stratégie DPR, ou
- le financement ou le cofinancement par l'AI, pendant une phase initiale limitée, d'un **encadrement externe**, ou l'octroi d'aides financières uniques, pendant une période limitée, aux entreprises qui prouvent par un audit qu'elles ont mis en œuvre la stratégie DPR.

Moyennes et grandes entreprises

L'**instauration d'une gestion des absences** est une condition sine qua non pour les moyennes et grandes entreprises souhaitant mettre en œuvre l'idée stratégique et le processus modèle de la DPR. En revanche, l'adoption des **autres instruments de**

la DPR est considérée comme **facultative** par les évaluateurs.

- Selon le contexte et les compétences présentes au sein de l'entreprise, il est recommandé de faire appel au début à un **encadrement externe**. Cela a un impact sur le savoir-faire, mais permet aussi de garantir une certaine continuité dans les adaptations des processus.
- La **convention de collaboration** avec les assurances s'avère particulièrement utile (parce qu'elle fixe des interlocuteurs), tout comme les **tables rondes**, en tout cas pendant la phase initiale, puis au besoin.

Petites entreprises

Les **petites entreprises** aussi peuvent s'aligner sur l'idée stratégique de la DPR. Elles sont cependant limitées en ce qui concerne la mise en œuvre du processus modèle de la DPR. Pour qu'elles bénéficient d'un soutien professionnel et aient accès aux prestations des assurances sociales et privées dans des cas complexes, il serait utile de créer un **guichet ne dépendant pas des assurances qui les aiguillerait vers l'organisme compétent** suivant la problématique en cause.

Conclusion

La stratégie DPR fournit une aide précieuse aux employeurs qui souhaitent éviter que leurs collaborateurs

ayant des problèmes de santé quittent l'entreprise ou le marché du travail. Pour apporter un soutien précoce à leurs collaborateurs, ils peuvent s'appuyer sur le processus modèle de la DPR. La désignation claire d'interlocuteurs (p.ex. dans une convention de collaboration) et le fait de connaître personnellement les personnes impliquées (p.ex. grâce à des tables rondes) facilitent l'accès aux assurances sociales et privées, mais aussi la collaboration.

Eliane Kraft, lic. rer. oec., responsable du projet, Ecoplan.
Mél.: kraft@ecoplan.ch

Marcel Buffat, MSc Economics & Business, collaborateur scientifique, Ecoplan.
Mél.: buffat@ecoplan.ch

Rapport de recherche

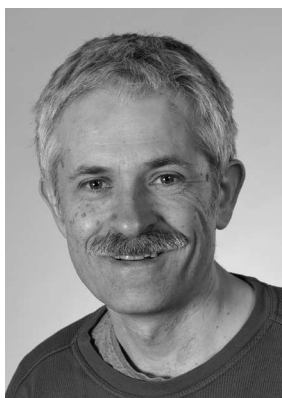
Kraft, Eliane et al., *Evaluation Pilotprojekt FER – « Gesundheitliche Früherkennung und berufliche Reintegration »* (avec résumé en français). Aspects de la sécurité sociale, rapport de recherche no 4/13: www.ofas.admin.ch → Pratique → Recherche → Rapports de recherche.

Statistique de l'AI 2012: l'effectif des rentes continue de baisser

En décembre 2012, l'AI a versé 271 000 rentes d'invalidité et 88 000 rentes pour enfant. Pour la septième année consécutive, l'assurance est parvenue à diminuer le nombre de rentes en cours par rapport à l'année précédente. C'est ce qui ressort de la dernière statistique de l'AI, qui vient de paraître.



Markus Buri
Office fédéral des assurances sociales



Beat Schmid

Dynamique des rentes

De décembre 2011 à décembre 2012, on a enregistré 16 900 entrées dans l'assurance et 21 600 sorties. Ces dernières se répartissent comme suit: 15 200 personnes (70 %) sont passées à l'AVS, 3 800 (18 %) sont décédées et environ 2 600 ont repris une activité. Compte tenu de la structure d'âge de la population, l'importance des sorties liées au passage à l'AVS aura tendance à croître dans les prochaines années. Si l'on répartit les mouvements en fonction du domicile, on constate que le nombre de rentiers AI vivant à l'étranger a diminué par rapport à l'année précédente, ce qui est d'autant plus remarquable que le nombre de rentiers AI ayant quitté le pays dépasse très nettement le nombre de ceux qui sont venus s'établir en Suisse. Le solde est de 600 en faveur des destinations étrangères (cf. graphique G1).

Evolution du nombre de nouvelles rentes en Suisse

La proportion de nouvelles rentes octroyées à la population assurée a

Bénéficiaires de rente et dépenses liées aux rentes

En décembre 2012, l'AI a versé 359 000 rentes pour un total de 430 millions de francs dont 271 000 rentes d'invalidité (382 millions) et 88 000 rentes pour enfant (47 millions de francs) versées aux bénéficiaires de rente AI ayant des enfants mineurs ou en formation (jusqu'à 25 ans). L'effectif global des rentes a baissé de 2,4 % par rapport à décembre 2011. Les dépenses liées aux rentes ont diminué dans une proportion quasi identique (-2,3 %) (cf. tableau T1).

Rentes de l'AI par catégorie de bénéficiaires et par coûts

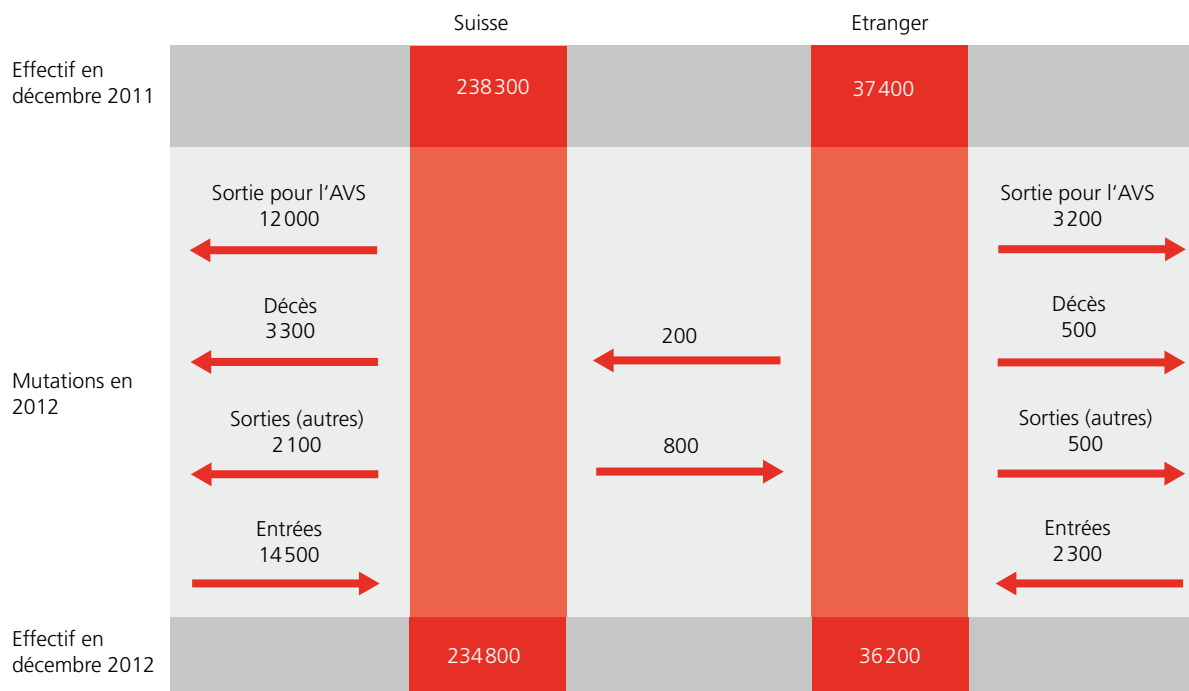
T1

Genre de rente	Nombre de bénéficiaires de rente en décembre			Total des rentes en décembre (en millions de francs)		
	2011	2012	Variation	2011	2012	Variation
Rente d'invalidité, hommes	153 136	150 184	-1,9 %	219,0	213,9	-2,3 %
Rente d'invalidité, femmes	122 629	120 826	-1,5 %	171,2	168,4	-1,6 %
Total des rentes d'invalidité	275 765	271 010	-1,7 %	390,2	382,3	-2,0 %
Rente pour enfant (père)	56 234	53 350	-5,1 %	30,7	29,0	-5,5 %
Rente pour enfant (mère)	35 810	34 464	-3,8 %	18,9	18,1	-4,2 %
Total des rentes pour enfant	92 044	87 814	-4,6 %	49,6	47,2	-4,8 %
Total	367 809	358 824	-2,4 %	439,7	429,5	-2,3 %

Source: OFAS

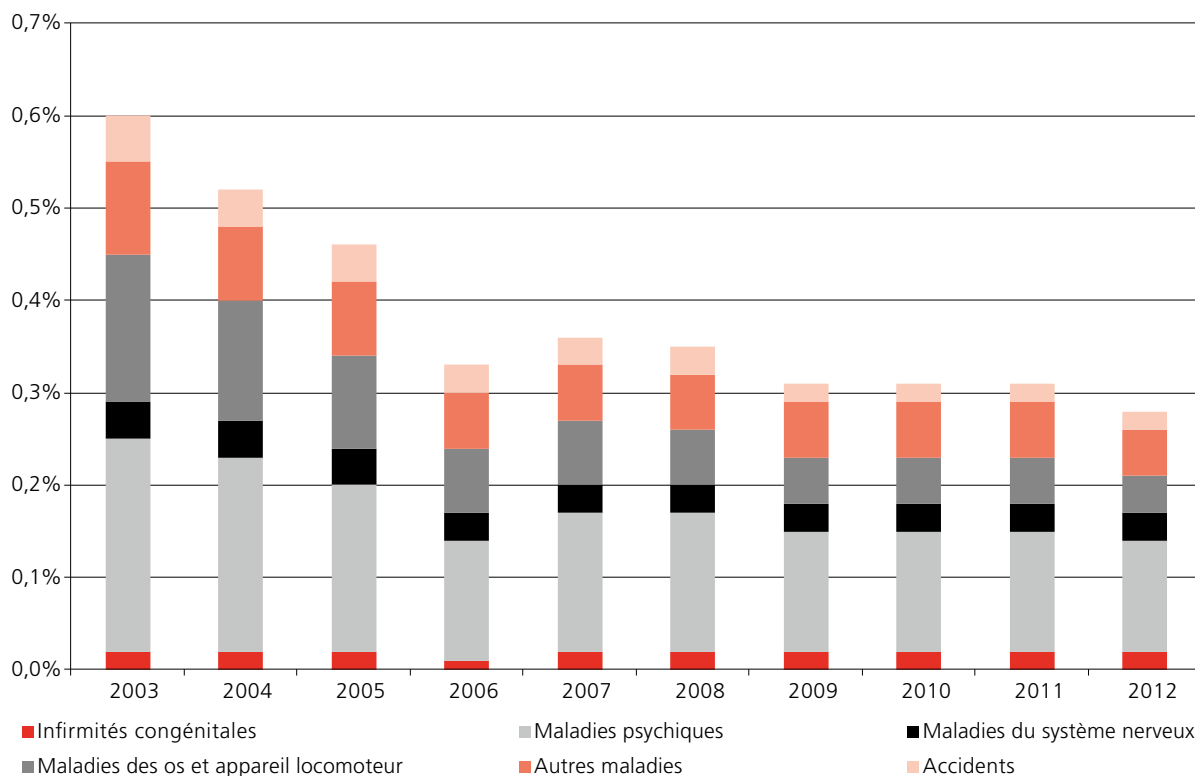
Dynamique des rentes AI, bénéficiaires en 2012

G1



Evolution du taux de nouvelles rentes en Suisse par cause d'invalidité, de 2003 à 2012

G2



Le taux de nouvelles rentes correspond au pourcentage de nouveaux bénéficiaires de rente par rapport à la population résidente âgée de 18 à 63/64 ans. Le net recul enregistré en 2006 tient au retard pris dans le traitement des dossiers en raison de la réintroduction du préavis dans l'AI le 1^{er} juillet 2006. Source : OFAS

Mesures de réadaptation de l'AI par catégorie de bénéficiaires et par coûts, 2012

T2

Types de mesures	Nombre de mesures	Coûts (en millions de fr.)	Coût moyen (en fr.)
Mesures médicales	102 700	718	6 990
Mesures d'intervention précoce	7 600	28	3 666
Mesures de réinsertion	3 100	30	9 823
Mesures d'ordre professionnel	21 600	505	23 369
Remise de moyens auxiliaires	73 600	220	2 996
Total des mesures de réadaptation	208 600	1 501	7 195
Total des bénéficiaires	197 400	1 501	7 603

Source : OFAS

atteint un sommet en 2003 avec 0,6 %. Depuis lors, ce taux a diminué de plus de la moitié (il n'est plus que de 0,29 % en 2012). L'analyse des causes d'invalidité montre que la hausse du nombre de rentes jusqu'en 2003 était surtout due à l'augmentation supérieure à la moyenne des cas de maladie psychique. La réduction de moitié du taux de rentes de 2003 à 2012 tient avant tout au fait que la fréquence des affections des os et de l'appareil locomoteur a fortement baissé. Pour les autres causes d'invalidité, le taux de nouvelles rentes a également diminué, mais moins fortement. En revanche, pour les infirmités congénitales, le taux de nouvelles rentes est resté pratiquement identique depuis 2002 (cf. graphique G2).

Mesures de réadaptation

En 2012, 197 000 mesures de réadaptation ont été octroyées, dont 103 000 mesures médicales, servant surtout à soigner les enfants atteints d'infirmités congénitales, 22 000 mesures d'ordre professionnel, favorisant l'intégration dans le monde du travail des personnes avec un handicap, et 74 000 prestations dans le domaine des moyens auxiliaires, dont le type le plus fréquent est l'appareil auditif. Deux instruments clés de réadaptation, les mesures d'intervention précoce et les mesures de réinsertion, ont été créés par la 5^e révision de l'AI, entrée en vigueur le

1^{er} janvier 2008. En 2012, l'AI a versé en tout 58 millions de francs pour des prestations de ce type (contre 44 millions l'année précédente). L'intervention précoce nécessite une détection précoce des personnes risquant de devenir invalides. La possibilité de communiquer des cas à des fins de détection précoce a été créée à cet effet : 11 200 cas ont été annoncés dans ce cadre en 2012. Dans une bonne moitié des cas, l'annonce a été effectuée par l'assuré lui-même (25 %) ou par son employeur (31 %) (cf. tableau T2).

Allocations pour impotent

En décembre 2012, 32 900 adultes ont perçu une allocation pour impo-

tent (API), pour un total de 20,8 millions de francs (46 % présentaient une impotence faible, 32 % une impotence moyenne et 22 % une impotence grave). Etant donné que le montant de la prestation dépend de la gravité, plus de 70 % des dépenses étaient affectées aux allocations pour impotence moyenne et grave. 60 % des bénéficiaires d'une API vivent à domicile. Ils engendrent 80 % des coûts, les allocations étant nettement plus élevées à domicile qu'en home. Les montants des API versées aux bénéficiaires vivant en home ont été réduits de moitié en 2012, dans le cadre de la 6^e révision de l'AI ; ils équivalent désormais au quart des API versées aux bénéficiaires vivant à domicile. Les dépenses pour les API en home ont par conséquent diminué,

Adultes touchant une API de l'AI et montant total versé, décembre 2012

T3

Impotence	Allocataires	Montant total (en millions de fr.)
Faible	15 200	5,8
Moyenne	10 500	8,0
Grave	7 200	7,0
Genre d'habitation		
A domicile sans accompagnement pour faire face aux nécessités de la vie	15 600	14,1
A domicile avec accompagnement pour faire face aux nécessités de la vie	4 300	2,7
En home	13 000	3,9
Total	32 900	20,8

Source : OFAS

passant de 7,9 à 3,9 millions de francs. L'assurance réalise ainsi une économie annuelle de 48 millions de francs. Les prestations du projet pilote «Budget d'assistance» ont été transférées dans la contribution d'assistance: 360 personnes en ont bénéficié pour un total de 13 millions de francs (cf. tableau **T3**).

Contrairement aux adultes, pratiquement tous les enfants bénéficiaires d'une API vivent à domicile. Un tiers d'entre eux perçoivent en outre un supplément pour soins intenses (SSI). Vu l'absence de demande, l'API pour les mineurs vivant en home a été supprimée dans le cadre de la 6^e révision de l'AI (1^{er} volet) (cf. tableau **T4**).

La Statistique de l'AI est établie sur la base des données fournies par les registres tenus par la Centrale de compensation (CdC) à Genève. Celle-ci recueille toutes les données que les caisses de compensation de l'AVS et les offices AI lui communiquent par voie électronique, les traite et les met à la disposition de l'OFAS, qui établit et gère la statistique.

La Statistique 2012 de l'AI est librement disponible au format pdf sur le site www.ai.bsv.admin.ch. La partie Tableaux détaillés peut également être consultée, au format Excel, sur le même site. La Statistique de l'AVS est disponible sur www.av.sbv.admin.ch, et la Statistique des prestations complémentaires, sur www.pc.bsv.admin.ch.

Mineurs touchant une API de l'AI et montant total moyen versé par mois, 2012

T4

Impotence	Allocataires	Montant total (en millions de fr.)
Faible	2 900	1,8
Moyenne	4 700	5,9
Grave	1 700	3,6
Genre d'habitation		
A domicile (sans supplément pour soins intenses)	6 600	6,3
A domicile (avec un supplément pour soins intenses)	2 700	5,0
Total des mesures	9 400	11,3
Total des bénéficiaires	8 700	11,3

Source: OFAS

Markus Buri, lic. phil. hist., collaborateur scientifique, secteur Statistiques, domaine Mathématiques, analyses et statistiques, OFAS.
Mél.: markus.buri@bsv.admin.ch

Beat Schmid, lic. phil. I, collaborateur scientifique, secteur Statistiques, domaine Mathématiques, analyses et statistiques, OFAS.
Mél.: beat.schmid@bsv.admin.ch

Message concernant le nouveau dispositif de partage de la prévoyance en cas de divorce

Le 29 mai dernier, le Conseil fédéral a adopté le message relatif à la révision du code civil concernant le partage de la prévoyance professionnelle en cas de divorce. Selon les nouvelles règles prévues, le partage peut également être réalisé au moyen de fonds de la prévoyance professionnelle lorsqu'un des époux perçoit déjà une rente du 2^e pilier. Cela doit permettre aussi de résoudre le problème dit des veuves divorcées.



Franziska Grob
Office fédéral des assurances sociales

Partage de la prévoyance selon le droit en vigueur

En cas de divorce, les prétentions acquises par les époux durant le mariage envers leurs institutions de prévoyance ou de libre passage font l'objet d'un partage. Il en va ainsi, en vertu des art. 122 à 124 CC, depuis la révision du droit du divorce entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2000. Le partage de la prévoyance vise à éviter que le conjoint que l'accomplissement de tâches familiales ou éducatives empêche totalement ou en partie d'exercer une activité lucrative ne soit désavantagé par rapport à l'autre conjoint dans la constitution de sa prévoyance.

Lors du partage, les deux conjoints ont en principe droit – pour autant que le cas de prévoyance vieillesse ou invalidité ne soit encore survenu pour aucun des deux au moment du divorce

– à la moitié de la prestation de sortie au sens de la loi sur le libre passage (LFLP) de l'autre conjoint, calculée pour la durée du mariage. Si les conjoints ont des créances réciproques, seule la différence entre ces deux créances doit être partagée (art. 122 CC). Si l'un des conjoints perçoit déjà une rente d'invalidité ou une rente de vieillesse de la prévoyance professionnelle, le partage de la prévoyance se fait au moyen d'une indemnité équitable (art. 124 CC), qui prend souvent la forme d'une rente d'entretien.

La réglementation en vigueur fait l'objet de diverses critiques: sur beaucoup de points importants, la loi manquerait de clarté ou ne serait pas applicable; et le conjoint n'exerçant pas d'activité lucrative serait systématiquement défavorisé. On critique également le fait que le conjoint créancier

n'a pas de prétention propre et directe envers l'institution de prévoyance lorsqu'un cas de prévoyance est déjà survenu pour le conjoint débiteur au moment du divorce. Le partage de la prévoyance au moyen d'une indemnité équitable sous forme de rente d'entretien devient problématique lorsque l'ex-conjoint (débiteur) décède, car cette rente cesse alors d'être versée. Etant donné que certaines institutions de prévoyance limitent au minimum légal (régime obligatoire) les rentes de survivants versées aux personnes divorcées, ces rentes ne représentent pas un substitut équivalent à la rente d'entretien. On parle à ce propos du problème des veuves divorcées, car cette situation touche en majorité des femmes.

Révision des règles de partage

Après avoir procédé à une enquête auprès de juges et d'avocats, l'Office fédéral de la justice a institué en 2007 une commission d'experts chargée de remédier aux défauts de la réglementation en vigueur. L'avant-projet de la révision de loi¹ a été élaboré sur la base du projet de la commission et mis en consultation du 16 décembre 2009 au 31 mars 2010. Cette révision, maintenant à l'état de projet, touche non seulement le CC, mais aussi, notamment, la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP) et la LFLP. Les considérations qui suivent s'intéressent au cœur du message² publié fin mai. Nous y présentons les nouvelles règles auxquelles il est prévu qu'obéisse à l'avenir le partage

1 Sur l'avant-projet, voir Natascia Nussberger, « Révision du partage de la prévoyance professionnelle en cas de divorce », in CHSS 6/2010, pp. 326 ss.

des prétentions acquises envers des institutions du 2^e pilier par les conjoints durant le mariage.

Partage de la prévoyance selon le projet proposé dans le message

Le principe fondant la réglementation actuelle n'est pas contesté et reste le même: en cas de divorce, les prétentions découlant de la prévoyance professionnelle acquises durant le mariage, qu'elles relèvent du régime obligatoire ou de la prévoyance plus étendue, sont partagées entre les conjoints³.

La principale innovation de la révision prévue consiste en ce que le partage pourra également être effectué au moyen de la prévoyance professionnelle lorsqu'un des conjoints touche déjà une rente du 2^e pilier. Le projet distingue, aux art. 123 à 124a P-CC, trois situations, donnant cha-

cune lieu à un autre type de partage de la prévoyance. La situation initiale est déterminée séparément pour chaque conjoint. La date de référence est celle de l'introduction de la procédure de divorce. Il est possible que le type de partage appliqué ne soit pas le même pour les deux conjoints.

Situation I: le conjoint ne touche pas encore de rente du 2^e pilier (art. 123 P-CC)

Dans cette situation, aucun cas de prévoyance n'est encore survenu pour le conjoint concerné, qui ne touche donc pas encore de prestations de prévoyance professionnelle. Comme dans le droit actuel, sa prestation de libre passage acquise durant le mariage, calculée selon la loi sur le libre passage, est partagée à parts égales entre les conjoints, à moins que de justes motifs ne s'y opposent⁴.

S'il existe de justes motifs, le juge attribue à l'autre conjoint moins de la moitié de la prestation de sortie, voire ne la partage pas. Aux termes de l'art. 124b, al. 2, ch. 1 et 2, CC du projet, c'est le cas en particulier lorsque le partage par moitié s'avère manifestement inéquitable en raison de la liquidation du régime matrimonial ou de la situation économique des époux après le divorce, ou en raison des besoins de prévoyance de chacun des époux⁵. D'autres justes motifs que ceux cités ici sont possibles. Dans certains cas, le juge doit pouvoir attribuer au conjoint créancier plus de la moitié de la prestation de sortie.

Situation II: le conjoint touche une rente d'invalidité de la prévoyance professionnelle et n'a pas encore atteint l'âge de la retraite (art. 124 P-CC)⁶

La deuxième situation donne aussi lieu au partage d'une prestation de sortie, mais celle-ci est alors hypothétique. Le partage de la prestation de sortie effective n'est dans ce cas plus possible ou plus indiqué, parce que l'avoir de prévoyance a déjà été partiellement ou entièrement utilisé pour financer la rente d'invalidité⁷. La pres-

tation de sortie hypothétique correspond au montant de celle que le conjoint invalide percevrait de son institution de prévoyance, en vertu de art. 2, al. 1^{er}, LFLP, s'il avait réintégré la vie professionnelle au moment de l'introduction de la procédure de divorce, autrement dit, si l'invalidité avait disparu. Le partage de cette prestation hypothétique suit les mêmes règles que celles qui s'appliquent au partage d'une prestation de sortie effective pour une personne dans la première situation. La rente du conjoint débiteur est ensuite adaptée, c'est-à-dire réduite, si l'avoir qu'il doit transférer au conjoint créancier a été mis à contribution pour financer sa rente d'invalidité⁸.

Le système de partage de la prévoyance proposé dans le message permet également une solution relativement simple pour les cas dans lesquels un conjoint qui n'a pas encore atteint l'âge de la retraite touche une rente d'invalidité partielle: il est alors possible d'additionner la prestation de sortie effective pour la partie active de la prévoyance et la prestation de sortie hypothétique au sens de art. 124 P-CC, et d'en partager la somme.

Situation III: le conjoint touche une rente d'invalidité ou une rente de vieillesse de la prévoyance professionnelle et a atteint l'âge de la retraite (art. 124a P-CC)

Lorsque la personne atteint l'âge de la retraite, le cas de prévoyance survient pour ainsi dire définitivement, car une réadaptation, encore possible suivant les cas pour un bénéficiaire de rente d'invalidité qui n'a pas encore atteint cet âge, ne saurait entrer en ligne de compte. Une prestation de sortie hypothétique ne peut plus non plus être prise en considération pour le partage de la prévoyance, pour la même raison. Le projet de loi prévoit dans ce cas le partage de la rente. Le principe du partage par moitié de l'avoir de prévoyance acquis durant le mariage devrait certes s'appliquer aussi au partage de la rente, mais comme il n'est pas possible, pour

2 Objet du Conseil fédéral 13.049: Message du 29 mai 2013 concernant la révision du code civil suisse (partage de la prévoyance professionnelle en cas de divorce), FF 2013 4341.

3 Les prétentions du 1^{er} et du 3^e piliers n'entraînent pas de partage de la prévoyance. Dans l'AVS, on procède à un partage des revenus (appelé «splitting») en vertu de art. 29^{quinquies}, al. 3 à 5, LAVS. Les avoirs du pilier 3a sont pris en compte dans le cadre de la liquidation du régime matrimonial.

4 La prestation de libre passage à partager comprend les avoirs éventuellement déposés auprès d'une institution de libre passage, ainsi que les avoirs investis dans un bien immobilier dans le cadre de l'encouragement à la propriété du logement.

5 Le partage par moitié sera par exemple inéquitable si la femme, professionnellement active, a financé la formation de son mari et que celui-ci s'approprie à entamer une activité professionnelle qui lui permettra de constituer une meilleure prévoyance vieillesse que sa femme.

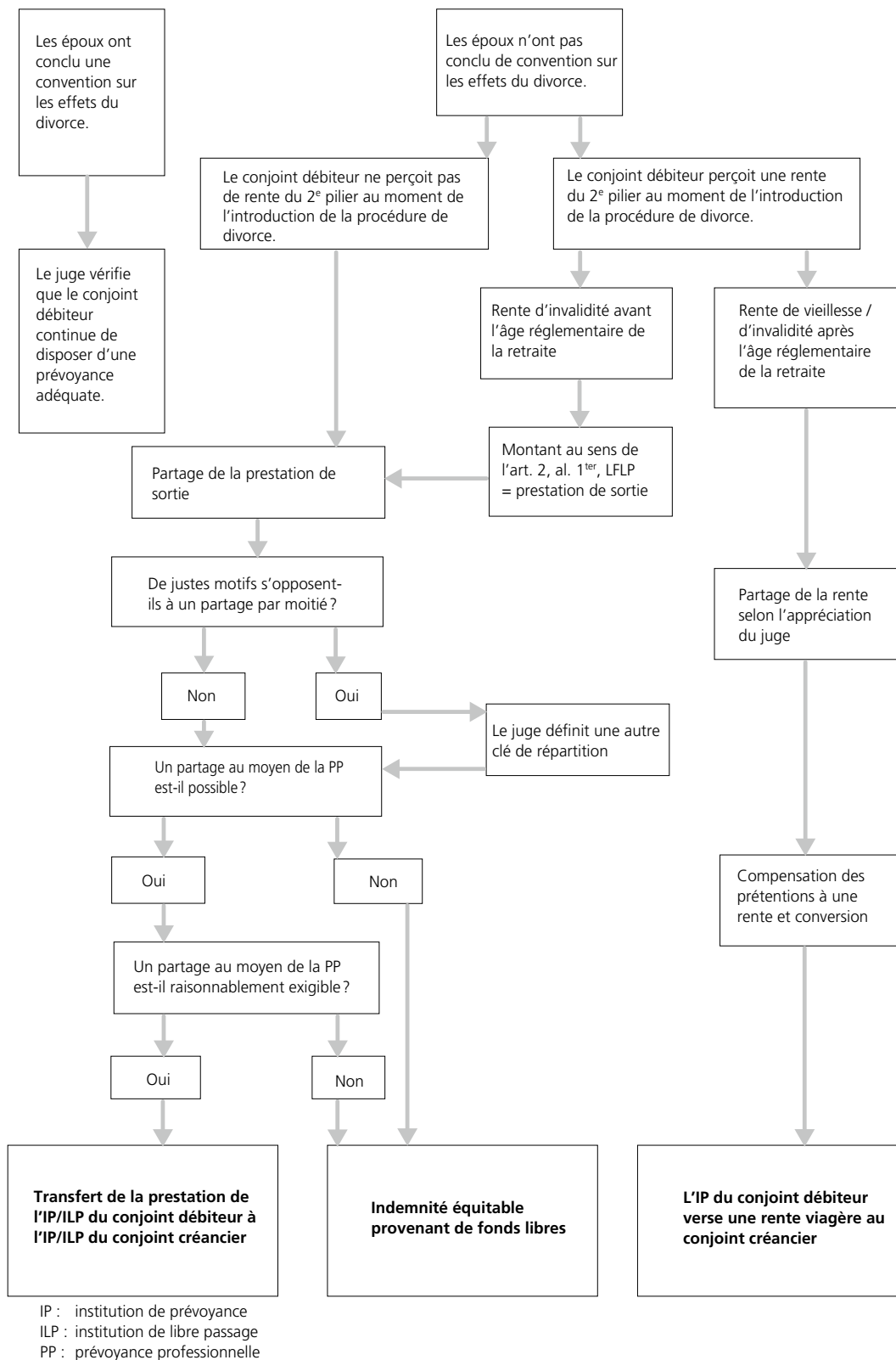
6 Etant donné que les rentes d'invalidité du 2^e pilier obligatoire constituent des prestations à vie, elles ne sont pas converties d'office en une rente de vieillesse au moment où l'assuré atteint l'âge de la retraite, comme c'est le cas dans le 1^{er} pilier.

7 Une personne présentant un taux d'invalidité de 100% ne dispose plus d'une prestation de sortie, car son avoir de prévoyance est entièrement utilisé pour financer sa rente d'invalidité; si son taux d'invalidité est inférieur, sa prestation de sortie comprend la partie de l'avoir de vieillesse qui n'a pas été utilisée pour financer la rente.

8 Art. 24, al. 5, P-LPP.

Procédure de partage de la prévoyance professionnelle

G1



Source: Objet du Conseil fédéral 13.049: Message du 29 mai 2013 concernant la révision du code civil suisse (partage de la prévoyance professionnelle en cas de divorce), FF2013 4408

une rente en cours, de calculer mathématiquement la part acquise durant le mariage, le projet laisse au juge du divorce la compétence de déterminer la clé de répartition. Ce dernier doit notamment tenir compte de la durée du mariage et des besoins de prévoyance de chacun des conjoints. Lorsque le mariage a duré de longues années, pendant lesquelles la plus grande partie de la prévoyance a été constituée, un partage de la rente à parts égales devrait, selon le message, être équitable en règle générale; dans le cas d'un mariage plus court, conclu quelques années seulement avant l'âge de la retraite, il est probable que le juge ne partagera qu'une partie de la rente. Le message contient en annexe un tableau indicatif permettant d'estimer approximativement la part de rente acquise durant le mariage.

9 Cf. art. 7^e du titre final P-CC.

10 Le droit en vigueur exige une prévoyance équivalente (art. 280 CPC).

La part de rente attribuée au conjoint créancier est convertie en une prétention à vie selon des principes actuariels. Autrement dit, le décès du conjoint débiteur n'affecte pas le droit du conjoint créancier à la rente viagère. Cette manière de procéder est propre à résoudre à l'avenir le problème des veuves divorcées. A certaines conditions, les personnes déjà divorcées à l'entrée en vigueur de la révision de loi pourront aussi profiter de cette innovation, et la rente d'entretien accordée selon le droit en vigueur en tant qu'indemnité équitable pourra être convertie en une prétention à vie envers l'institution de prévoyance du conjoint débiteur⁹.

Dérogation aux principes régissant le partage de la prévoyance

Le projet de loi prévoit aux art. 124d et 124e CC des règles permettant de déroger aux principes exposés ci-dessus si l'exécution du partage au moyen de la prévoyance professionnelle ne peut être raisonnablement exigée ou

si le partage au moyen de la prévoyance professionnelle s'avère impossible. De plus, il est prévu que les règles de partage de la prévoyance fixées par le projet de loi s'appliquent sous réserve des conventions de partage de la prévoyance professionnelle conclues par les conjoints. Les conventions de ce type seraient soumises à des conditions moins strictes que selon le droit en vigueur. Elles seraient admises dès lors que le tribunal a vérifié qu'une prévoyance vieillesse et invalidité adéquate reste assurée pour les deux conjoints¹⁰.

Franziska Grob, Dr. iur., juriste au domaine AVS, prévoyance professionnelle et PC, secteur Droit de la prévoyance professionnelle, OFAS.
Mél. : franziska.grob@bsv.admin.ch

Les prestations complémentaires : une garantie efficace du minimum vital

Les dépenses au titre des prestations complémentaires (PC) ont augmenté de 3,7 % en 2012, atteignant 4,4 milliards de francs. Cela représente 12 % du montant des rentes AVS et AI versées en Suisse, un pourcentage qui n'a que peu varié ces dernières années. Etant octroyées sur la base de besoins calculés individuellement, les PC garantissent efficacement le minimum vital aux bénéficiaires d'une rente AI ou AVS en Suisse.



Urs Portmann
Office fédéral des assurances sociales

couvrent les frais de maladie et d'invalidité qui ne sont pas remboursés par les caisses-maladie.

La situation est un peu différente pour les pensionnaires de home qui ont besoin de soins et d'assistance. Les frais de séjour en home engendrent des dépenses plus élevées, pouvant provoquer des lacunes de financement qui doivent être comblées par des PC, même pour des personnes ayant un revenu assez important. Par conséquent, le versement des PC est plus fréquent chez les pensionnaires de home que chez les personnes demeurant à domicile, et les montants qui leur sont alloués sont généralement plus élevés.

Relation entre les dépenses au titre des PC et les rentes

En 2012, les PC se sont chiffrées à 4,4 milliards de francs. Elles ont aug-

Les PC sont versées aux bénéficiaires d'une rente AVS ou AI qui ne peuvent obtenir un revenu minimal – établi sur la base d'un calcul des besoins – sans prestations supplémentaires en espèces. Pour une personne seule vivant à la maison, le revenu minimal est d'environ 2500 francs par mois. Cette somme comprend toutes les rentes, les autres revenus, ainsi que les PC périodiques¹. Le revenu minimal est censé couvrir toutes les dépenses courantes. Les seuls autres frais pris en charge par les pouvoirs publics sont les coûts de la santé. Les primes de l'assurance-maladie sont remboursées à tous les bénéficiaires de PC. En moyenne, il s'agit de 400 francs par mois, montant qui n'est pas financé par les PC, mais par le système de réduction des primes. En outre, les PC

Dépenses des PC de 4,4 milliards de francs

T1

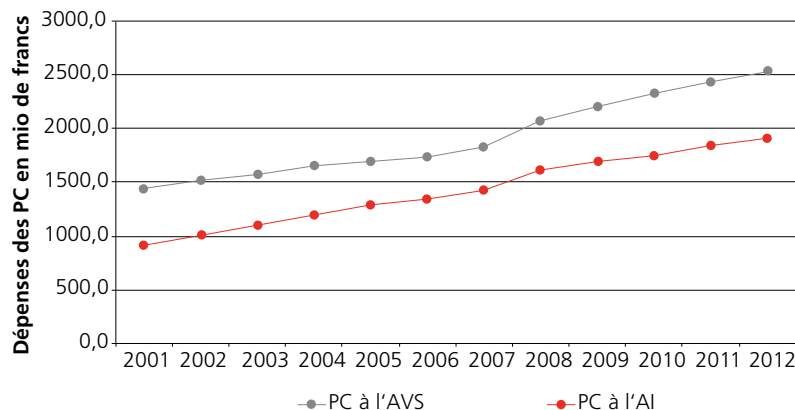
Dépenses des PC par branche d'assurance, 2001 à 2012

Année	Dépenses des PC en mio de fr. par an			Variation en % à l'année précédente		
	Total	PC à l'AVS	PC à l'AI	Total	PC à l'AVS	PC à l'AI
2001	2 351,2	1 442,4	908,8	2,8	0,1	7,3
2002	2 527,8	1 524,8	1 003,0	7,5	5,7	10,4
2003	2 671,3	1 572,6	1 098,6	5,7	3,1	9,5
2004	2 847,5	1 650,9	1 196,5	6,6	5,0	8,9
2005	2 981,7	1 695,4	1 286,3	4,7	2,7	7,5
2006	3 080,3	1 731,0	1 349,3	3,3	2,1	4,9
2007	3 246,2	1 827,1	1 419,2	5,4	5,5	5,2
2008	3 679,8	2 071,7	1 608,1	13,4	13,4	13,3
2009	3 905,7	2 209,7	1 696,1	6,1	6,7	5,5
2010	4 074,7	2 323,6	1 751,1	4,3	5,2	3,2
2011	4 275,9	2 439,0	1 836,9	4,9	5,0	4,9
2012	4 435,9	2 524,5	1 911,4	3,7	3,5	4,1

Source : Statistique des PC, OFAS

1 Sans prime de l'assurance-maladie.

PC à l'AVS et PC à l'AI: l'écart se réduit jusqu'en 2006, puis grandit à nouveau depuis 2008 – Dépenses des PC par branche d'assurance, 2001 à 2012



Source: Statistique des PC, OFAS

menté de 3,7% par rapport à 2011, accusant une hausse plus faible que les années précédentes. Au total, le montant versé au titre des PC représente 12% de la somme annuelle des rentes AVS et AI. Quelque 295 200 bénéficiaires ont perçu 1200 francs par mois en moyenne au cours de 2012. Or cette moyenne cache de grandes disparités. Ainsi, les PC d'une personne seule demeurant à domicile se chiffraient à 600 francs par mois en moyenne, tandis qu'une personne séjournant en home touchait un montant trois fois plus élevé (cf. tableau T1).

Evolution des dépenses au titre des PC depuis 2001

Outre les développements démographiques et sociaux, les modifications de loi ont un impact sur l'évolution des

dépenses des PC. Les principaux changements intervenus depuis 2001 ainsi que leurs conséquences sont exposés ci-après. Il s'agit de modifications du système des PC proprement dit, tant au niveau de la Confédération qu'à celui des cantons. Les révisions de l'AVS et de l'AI ont également eu une incidence sur les PC, tout comme les adaptations d'autres systèmes d'assurance, par exemple les contributions de l'assurance-maladie aux frais de séjour en home ou les réglementations cantonales en matière de financement des homes.

De 2001 à 2007, les dépenses au titre des PC ont augmenté de 5,5% par an en moyenne; après le bond des dépenses enregistré en 2008, l'augmentation annuelle moyenne est de 4,8%. Si l'on considère l'évolution des deux branches affines – PC à l'AI et PC à l'AVS –, on constate un renversement de la tendance en 2007. Jusque-là, les PC à l'AI, avec une croissance annuelle moyenne de 8%, progressaient plus vite que les PC à l'AVS, dont la croissance était de 4%. La situation s'est inversée en 2007: jusqu'en 2011, les PC à l'AVS ont crû davantage que les PC à l'AI, avant un nouveau revirement de la tendance dû à la réduction de moitié de l'allocation pour impotent versée aux pensionnaires de home. En 2001, 39% des dépenses au titre des PC bénéficiaient aux rentiers AI. Cette

Qu'entend-on par prestations complémentaires?

Les prestations complémentaires (PC) sont une tâche dévolue à la fois à la Confédération et aux cantons. Les PC à l'AVS et à l'AI sont allouées à des personnes bénéficiant d'une **rente AVS ou AI**² lorsqu'elles sont domiciliées en Suisse et que leur revenu ne suffit pas à couvrir leurs besoins vitaux. Le droit à ces **prestations d'assurance sous condition de ressources** est garanti par la loi. On distingue deux types de PC: les PC périodiques versées chaque mois, ainsi que les PC servant à rembourser des frais de maladie et d'invalidité non couverts. Les **PC périodiques** sont égales à la différence entre les dépenses reconnues et le revenu déterminant. Les bases de calcul diffèrent selon que le bénéficiaire de PC vit à la **maison ou en home**. Les PC périodiques sont versées mensuellement et représentent 92% des dépenses globales au titre des PC. Les autres PC servent à couvrir les **frais de maladie et d'invalidité**.

La contribution de la Confédération aux PC est déterminée par le **minimum vital**. Indépendamment de la capacité financière d'un canton, la Confédération prend en charge $\frac{5}{8}$ des frais servant à couvrir le minimum vital³, celui-ci correspondant à l'ensemble des PC périodiques des personnes demeurant à domicile. En ce qui concerne les pensionnaires de home, un calcul ad hoc sert à déterminer le pourcentage du minimum vital. Il consiste à établir le besoin en PC périodiques de la personne concernée au cas où elle demeurerait à domicile. La part qui dépasse la couverture des besoins vitaux à domicile, considérée comme frais supplémentaires imputables au séjour en home, est entièrement à la charge des cantons. En outre, les cantons assument les PC servant à financer les frais de maladie et d'invalidité.

proportion a atteint son maximum (44%) en 2007. Depuis lors, elle diminue très lentement (cf. graphique G1).

Changements relatifs aux PC

Le système des PC a lui-même fait l'objet de plusieurs changements. Ainsi, le montant destiné à couvrir les

2 Ont aussi droit aux PC, entre autres, les personnes bénéficiant d'une allocation pour impotent ou d'indemnités journalières de l'AI. Les personnes qui ne peuvent pas prétendre à une rente AVS ou AI parce qu'elles n'ont pas cotisé à ces assurances ou qu'elles ne l'ont pas fait assez longtemps n'ont pas droit aux PC. Dans certaines conditions, elles peuvent néanmoins revendiquer des PC.

3 Avant l'entrée en vigueur de la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT) en 2008, la contribution de la Confédération tenait compte de l'indice de capacité financière des cantons. Elle représentait 10 à 35% des dépenses des cantons au titre des PC.

besoins vitaux est adapté tous les deux ans. Etant donné que cette adaptation a toujours lieu en même temps que l'augmentation des rentes AVS et AI (fondée sur l'évolution de l'indice mixte, moyenne arithmétique de l'indice des salaires et de l'indice des prix), elle n'a pas d'impact notable sur les dépenses au titre des PC. La majoration du montant maximal déduit au titre du loyer, en 2001, a entraîné une hausse des dépenses des PC de l'ordre de 1,0 %. La suppression du plafonnement des PC versées aux pensionnaires de home, en 2008, a eu quant à elle des retombées considérables, engendrant une hausse des dépenses de 11 %⁴. Le relèvement de la franchise sur la fortune, en 2011, a engendré une hausse des coûts de l'ordre de 77,2 millions de francs, soit une augmentation des dépenses des PC de 1,9 % par rapport à l'exercice précédent.

Changements relatifs à l'AVS

En 2001, toutes les rentes de couple en cours fondées sur les anciennes bases de calcul ont été recalculées conformément aux dispositions de la 10^e révision de l'AVS. Par conséquent, de nombreuses rentes AVS ont augmenté et les besoins en PC ont dimi-

nué. Les dépenses au titre des PC à l'AVS n'ont pratiquement pas changé. La possibilité – introduite en 1997 – d'anticiper les rentes AVS contre une réduction du montant de la rente peut conduire à des situations financières difficiles, notamment si le niveau de rentes est modeste et que les revenus supplémentaires sont peu élevés. Le système des PC peut atténuer ce problème : les dépenses supplémentaires dues à de telles situations se sont chiffrées à près de 21 millions de francs en 2012, soit moins de 1 % des dépenses globales des PC. Si la tendance à l'anticipation des rentes AVS se poursuit, cette légère progression des dépenses durera encore quelques années. Elle sera plus marquée lorsque les rentiers avancent en âge, notamment en cas d'entrée en home.

Changements relatifs à l'AI

Les révisions de l'AI (4^e, 5^e et 6^a) ont instauré différentes mesures pour consolider la situation financière de l'assurance. Ainsi, le nombre de nouveaux rentiers diminue depuis 2004. De 2003 à 2012, le nombre de nouvelles rentes a pratiquement baissé de moitié. En outre, le nombre global de rentes AI recule depuis 2006. Cette

évolution n'entraîne pas de réduction des dépenses au titre des PC à l'AI, mais se traduit par un ralentissement manifeste de leur progression. Alors que les PC à l'AI affichaient une croissance annuelle de 8 % en moyenne jusqu'en 2007, cette hausse n'est plus que de 4 % environ depuis lors⁵. Ces dernières années, hormis en 2012, cette progression était même inférieure à l'augmentation des dépenses au titre des PC à l'AVS, ce qui ne s'était que rarement produit auparavant (cf. graphique G2).

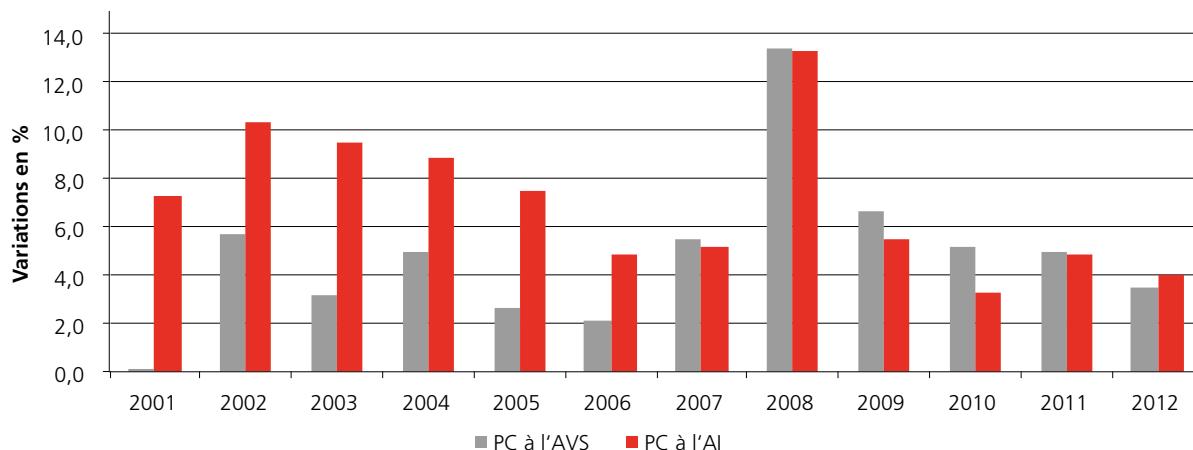
Dans le cadre des révisions de l'AI, quelques prestations ont été supprimées ou réduites. Les rentes complémentaires en cours pour les conjoints ont été supprimées en 2008. La même année, cette mesure a entraîné une hausse des dépenses au titre des PC de quelque 18,3 millions de francs. La suppression du supplément de carrière⁶, en 2008 également, concerne seulement les nouvelles rentes et n'occasionne donc pour l'heure que de faibles surcoûts au niveau des PC. La hausse des dépenses enregistrée au titre des PC est amplement compensée par les économies réalisées dans l'AI.

Le champ d'application de l'allocation pour impotent de l'AI a été étendu de manière ciblée depuis 2004, afin de permettre à davantage de personnes

Depuis 2007, les dépenses des PC à l'AI progressent généralement moins que celles des PC à l'AVS

G2

Dépenses des PC par branche d'assurance, variation par rapport à l'année précédente en %, 2001 à 2012

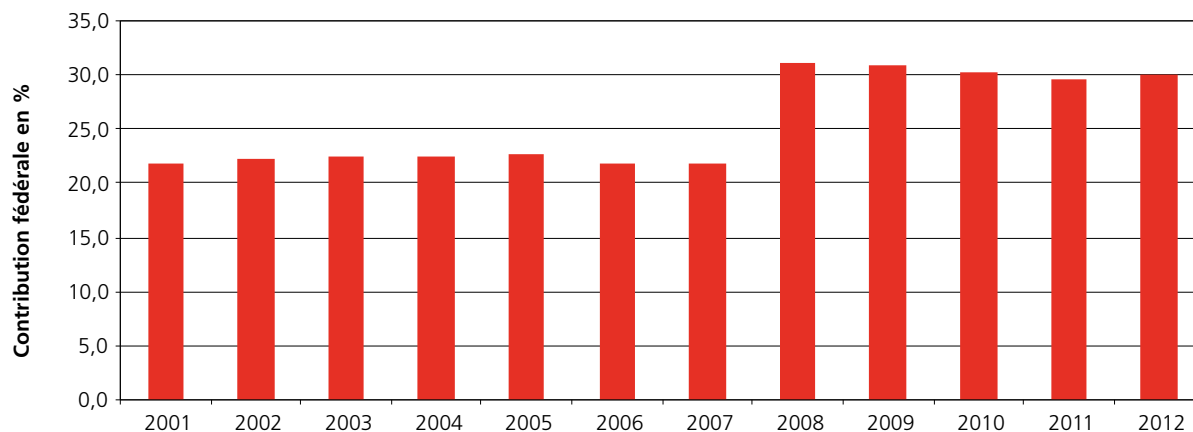


Source : Statistique des PC, OFAS

La contribution de la Confédération aux dépenses des PC s'élève à 30%

G3

Contribution fédérale en % des PC, 2001 à 2012



Source: Statistique des PC, OFAS

handicapées de continuer de vivre à la maison. Chez les personnes demeurant à domicile, l'allocation pour impotent n'est pas prise en compte dans le calcul des PC; il n'en résulte donc pas de réduction immédiate des dépenses des PC. Mais comme cette prestation encourage les sorties de home ou évite les entrées, elle peut néanmoins freiner la hausse des dépenses au titre des PC. Ce n'est que chez les pensionnaires de home que le calcul des PC tient compte de l'allocation pour impotent. Sa réduction de moitié en 2012 pour les pensionnaires adultes a engendré des dépenses supplémentaires de l'ordre de 42,5 millions de francs.

Financement des soins

Le nouveau régime de financement des soins est entré en vigueur début 2011. Il prévoit un plafonnement des

frais pouvant être facturés à l'assuré pour les soins qui ne sont pas pris en charge par l'assurance-maladie. Ce plafond est égal à 20 % du tarif maximal de l'assurance obligatoire des soins, soit actuellement 650 francs par mois (ou 21 fr. 60 par jour). Dans leur mise en œuvre du nouveau régime, les cantons ont également adapté les PC en exploitant leur marge de manœuvre pour le financement des frais de home. La plupart ont choisi de dissocier les PC du financement des soins tel qu'il est défini par la loi sur l'assurance-maladie (LAMal). Depuis lors, les cantons ne prennent plus en considération, dans le calcul des PC individuelles, ni les soins pris en charge par l'assurance obligatoire ni la part de soins comprise dans la taxe de home. En 2011, les dépenses au titre des PC pour les pensionnaires de home ont de ce fait moins progressé que celles des personnes demeurant à domicile (3,9 %, contre 6,5 % pour ces dernières).

aujourd'hui, la Confédération assume environ 30 % des dépenses au titre des PC (31 % en 2008; 30 % en 2012), contre 22 % précédemment. En vertu du nouveau système, la Confédération fournit en outre une contribution aux frais d'administration incombant aux cantons pour le calcul et le versement des PC. L'an dernier, celle-ci s'élevait à 34 millions de francs.

Urs Portmann, secteur Statistiques, domaine Mathématiques, analyses et statistiques, OFAS.
Mél. : urs.portmann@bsv.admin.ch

4 En relation avec la RPT. En ce qui concerne les adaptations des PC liées à la RPT, cf. Müller, Kurt, « RPT: quels changements le nouveau régime entraîne-t-il pour les prestations complémentaires ? », CHSS 5/2007, pp. 258 ss.

5 Sans les effets imputables à l'introduction de la RPT en 2008.

6 Chez les personnes devenues invalides tôt dans leur vie, ce supplément compensait jusque-là les augmentations de revenu dont elles auraient bénéficié si leur carrière professionnelle avait évolué normalement.

Evolution de la contribution de la Confédération

Avec le changement de système en 2008, la contribution de la Confédération aux PC est passée de 0,7 à 1,2 million de francs, ce qui représente une augmentation de 61,5 %. Au-

Statistique des prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI, 2012

Numéro de commande
318.685.13f (édition française)
318.685.13d (édition allemande)
OFCL, Diffusion des publications fédérales,
3003 Berne
Mél. : verkauf.zivil@bbl.admin.ch
Internet: www.bsv.admin.ch/shop/index.html?lang=fr

A partir de ce numéro de « Sécurité sociale », nous recenserons tous les postulats, motions et initiatives parlementaires et cantonales concernant l'OFAS ou l'OFSP. Ces interventions seront publiées dès que les réponses et les prises de position du Conseil fédéral sont disponibles.

Cependant, nous renonçons désormais à imprimer le texte complet, car toutes les interventions sont accessibles dans leur intégralité sur le site Internet du Parlement (www.parlement.ch → recherche avancée → Curia Vista). Le numéro spécifique à chaque intervention vous permet d'accéder rapidement aux détails des documents parlementaires.

Assurance-invalidité

13.3181 – Motion Rossini Stéphane, 21.3.2013: Assurance- invalidité. Article 74 LAI, déblocage des subventions

Le conseiller national Stéphane Rossini (PS, VS) a déposé la motion suivante:

« Il est demandé au Conseil fédéral de lever le « gel » des subventions aux organisations chargées de l'application de l'article 74 LAI et de procéder, pour le moins, à l'adaptation au renchérissement des contributions fédérales. »

Proposition du Conseil fédéral du 7.6.2013

Le Conseil fédéral propose de rejeter la motion.

Egalité

13.3177 – Postulat Fehr Jacqueline, 21.3.2013: Indice d'égalité salariale

La conseillère nationale Jacqueline Fehr (PS, ZH) a déposé le postulat suivant:

« Le Conseil fédéral est chargé de présenter, au moyen d'un rapport, un projet d'indice d'égalité salariale qui reflèterait l'évolution des disparités de rémunération entre les hommes et les femmes. »

Proposition du Conseil fédéral du 22.5.2013

Le Conseil fédéral propose de rejeter le postulat.

Enfants et jeunes

13.3156 – Motion Feri Yvonne, 20.3.2013: Pour une éducation non violente

La conseillère nationale Yvonne Feri (PS, AG) a déposé la motion suivante:

« Le Conseil fédéral est chargé de soumettre au Parlement le projet d'une loi consacrant le droit de l'enfant à recevoir une éducation non violente, puis, une fois la loi entrée en vigueur, de prendre toutes mesures propres à la faire largement connaître. »

Proposition du Conseil fédéral du 29.5.2013

Le Conseil fédéral propose de rejeter la motion.

Famille

13.3218 – Postulat Carobbio Guscetti Marina, 21.3.2013: Votation sur l'article constitutionnel visant à promouvoir la famille. Conséquences

La conseillère nationale Marina Carobbio Guscetti (PS, TI) a déposé le postulat suivant:

1. « Le Conseil fédéral est chargé de montrer par la voie d'un rapport de quelle manière la volonté du peuple, exprimée le 3 mars 2013, en faveur d'un soutien plus actif de la Confédération et des cantons peut être traduite dans les faits.

2. D'entente avec les cantons, les villes et les communes, il examinera en particulier, prenant exemple sur la politique agricole, si et, le cas échéant, de quelle manière une loi fédérale pourrait contribuer à soutenir les familles sur les plans économique et social. Cette loi pourrait garantir la possibilité de concilier la vie professionnelle et la vie de famille, prévoir une compensation des charges et des prestations pour soutenir les familles à revenu modeste et moyen et instituer des instruments pour combattre la pauvreté. »

Proposition du Conseil fédéral du 29.5.2013

Le Conseil fédéral propose de rejeter le postulat.

13.3351 – Motion Feri Yvonne, 17.4.2013: Les prestations complémentaires pour les familles. Un moyen de lutter contre la pauvreté

La conseillère nationale Yvonne Feri (PS, AG) a déposé la motion suivante:

« Le Conseil fédéral est chargé d'élaborer, en collaboration avec les cantons, une loi-cadre régissant les prestations complémentaires pour les familles, l'objectif étant de créer des incitations à exercer une activité lucrative et de promouvoir les modèles permettant de concilier vie sociale, vie familiale et vie professionnelle. »

Proposition du Conseil fédéral du 7.6.2013

Le Conseil fédéral propose de rejeter la motion.

Prévoyance professionnelle

13.3313 – Motion Schilliger Peter, 17.4.2013: Signaler les redistributions opérées dans le cadre de la LPP

Le conseiller national Peter Schilliger (PLR, LU) a déposé la motion suivante:

«Le Conseil fédéral est chargé de prendre des mesures pour que les assurés individuels en vertu de la LPP soient informés de toute redistribution non désirée d'avoirs relevant du domaine obligatoire au sein d'une institution de prévoyance: les institutions de prévoyance professionnelle devront indiquer sur leurs certificats annuels de prévoyance les montants qu'elles redistribuent au détriment des assurés, en dérogation au principe du capital de couverture, pour soutenir le taux de conversion minimal trop élevé fixé par la loi.»

Proposition du Conseil fédéral du 7.6.2013

Le Conseil fédéral propose de rejeter la motion.

Santé publique

13.3222 – Motion Cassis Ignazio, 21.3.2013: Faire mieux avec moins. Surconsommation de prestations médicales en Suisse

Le conseiller national Ignazio Cassis (PLR, TI) a déposé la motion suivante:

«Le Conseil fédéral est chargé de lancer un programme national de recherche, soutenu par le Fonds national suisse, sur le thème de la surconsommation de prestations et d'examen médicaux.»

Proposition du Conseil fédéral du 15.5.2013

Le Conseil fédéral propose d'accepter la motion.

13.3250 – Postulat Schmid-Federer Barbara, 22.3.2013: Effets de la franchise sur la consommation de prestations médicales

La conseillère nationale Barbara Schmid-Federer (PDC, ZH) a déposé le postulat suivant:

«Le Conseil fédéral est chargé d'examiner les effets de la franchise sur la consommation de prestations médicales, notamment:

1. si les assurés choisissent une franchise tellement élevée pour économiser sur leurs primes d'assurance qu'ils ne peuvent plus la payer et renoncent à des prestations;
2. si, outre les personnes à bas revenu, des familles appartenant à la classe moyenne qui ont deux enfants ou plus ou qui ont des proches à charge renoncent à des prestations médicales en raison du montant de leur franchise;
3. si on peut envisager d'introduire un système où le montant de la franchise serait fixé en fonction du revenu imposable ou du nombre de proches à charge dans une famille.»

Proposition du Conseil fédéral du 22.5.2013

Le Conseil fédéral propose d'accepter le postulat.

13.3336 – Motion Barthassat Luc, 17.4.2013: Assurance maladie pour les citoyens suisses vivant en France

Le conseiller national Luc Barthassat (PDC, GE) a déposé la motion suivante:

«Le Conseil fédéral est chargé de proposer, à la République française, que les personnes qui sont sous l'ancien régime, énoncé ci-dessous, puissent bénéficier durant trois mois du même choix pour pouvoir librement changer de prestataire.»

Proposition du Conseil fédéral du 26.6.2013

Le Conseil fédéral propose de rejeter la motion.

13.3366 – Postulat de la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil national (CSSS-N), 25.4.2013: Prévoir des allocations d'assistance et des possibilités de décharge pour les personnes qui prennent soin d'un proche

La CSSS-N a déposé le postulat suivant:

«Le Conseil fédéral est chargé d'établir un rapport sur la question des personnes qui prennent soin d'un proche; ce document fournira en particulier des réponses aux questions relatives aux allocations d'assistance et au soutien:

- 1.1 Quelles formes d'allocations d'assistance destinées aux personnes qui prennent soin d'un proche ou d'un tiers existe-t-il aux échelons communal, cantonal et fédéral?
- 1.2 Quelles mesures de soutien destinées aux personnes qui prennent soin d'un proche existe-t-il aujourd'hui aux différents échelons?
- 1.3 Où constate-t-on aujourd'hui, ou peut-on s'attendre à constater, de graves lacunes en matière de soutien, financier ou autre, aux personnes qui prennent soin d'un proche et en ce qui concerne d'autres mesures de soutien, et de quelle manière ces lacunes peuvent-elles être comblées?
- 1.4 A combien estime-t-on le montant des frais découlant des éventuelles nouvelles mesures à prendre et comment leur financement pourrait-il être assuré? Dans son rapport, le Conseil fédéral analysera en outre les mesures ci-après susceptibles de décharger les personnes qui prennent soin d'un proche:
 - 2.1 adaptation des prestations complémentaires visant à couvrir le coût d'offres à durée limitée destinées à décharger les proches prodiguant soins et assistance (lits de court séjour, par ex.);
 - 2.2 amélioration du cadre prévu par le droit du travail (Code des obli-

gations, loi sur le travail) et de la sécurité juridique en ce qui concerne les congés impératifs permettant d'assumer la prise en charge d'un proche.»

Proposition du Conseil fédéral du 7.6.2013

Le Conseil fédéral propose d'accepter le postulat.

Travail

13.3328 – Motion Meier-Schatz Lucrezia, 17.4.2013: Bons de formation et réinsertion professionnelle

La conseillère nationale Lucrezia Meier-Schatz (PDC, SG) a déposé la motion suivante:

«Le Conseil fédéral est chargé de soutenir la réinsertion professionnelle des personnes qui se sont retirées du marché du travail (en général pour des raisons familiales) en prévoyant, dans la loi sur la formation continue, l'utilisation du système des bons de formation. Cette nouvelle loi-cadre devra mentionner explicitement la réinsertion professionnelle et l'encourager.»

Proposition du Conseil fédéral du 14.6.2013

Le Conseil fédéral propose de rejeter la motion.

13.3345 – Postulat Piller Carrard Valérie, 17.4.2013: Retour à la vie active. Statistiques manquantes

La conseillère nationale Valérie Piller Carrard (PS, FR) a déposé le postulat suivant:

«Le Conseil fédéral est chargé d'examiner la façon dont la législation actuelle doit être complétée ou modifiée, afin que les personnes candidates au retour à la vie active soient recensées annuellement de manière détaillée, afin que les mesures visant leur retour et adaptées à leurs besoins puissent être prises.»

Proposition du Conseil fédéral du 7.6.2013

Le Conseil fédéral propose de rejeter le postulat.

Législation: les projets du Conseil fédéral (état au 31 juillet 2013)

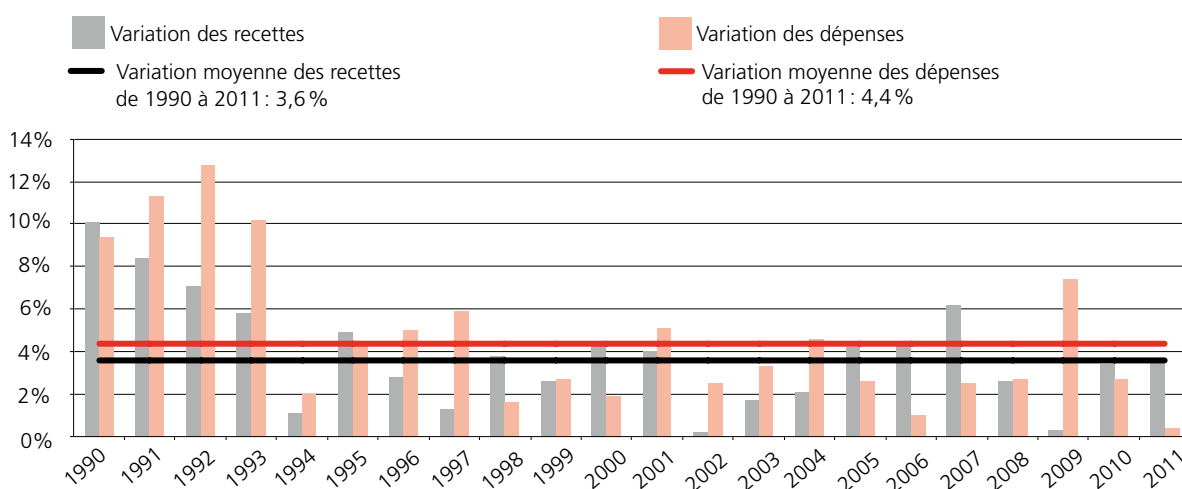
Projet: N° d'objet (Curia Vista)	Date du message	Publ. dans la Feuille fédérale	1 ^{er} Conseil Commission	Plénium	2 ^e Conseil Commission	Plénium	Vote final (publ. dans la FF)	Entrée en vigueur/ référendum
Loi sur l'assurance-maladie (LAMal) Réintroduction temporaire de l'admission selon le besoin: 12.092	21.11.12	FF 2012, 8709	CSSS-N 11.1, 11.6.13	CN 6.3, 16.6, 18.6.13	CSSS-CE 11.2, 13.3, 28.3, 3.5, 17.6.13	CN 12.3, 5.6.13, 19.6.13	21.6.13	1.7.13 (limitée à trois ans)
Loi fédérale sur la surveillance de l'assurance-maladie: 12.027	15.2.12	FF 2012, 1725	CSSS-CE 17.4, 21.5, 18.6, 22/23.8, 21/22.10, 15.11.12; 21.1.13	CN 18.3.13	CSSS-CN 25.5.13			
Loi fédérale sur l'assurance-maladie (Correction des primes payées entre 1996 et 2011): 12.026	15.2.12	FF 2012, 1707	CSSS-CE 17.4, 21.5, 18.6, 22/23.8, 21/22.10, 15.11.12; 21.1, 2.5, 2.7.13	11.6.13	CSSS-CN			
LAA – révision: 08.047	30.5.08	FF 2008, 4877	CSSS-CN 20.6, 9.9, 16.10, 6/7.11.08; 15/16.1, 12/13.2, 26/27.3, 27.8, 9.10, 29.10.09; 28.1, 24.6.10	CN 11.6.09 (refus du projet 1 à la CSSS-CN et suspension du projet 2), 22.9.10 (refus du projet 1 au Conseil fédéral)	CSSS-CE 31.1.11	CE 1.3.11 (refus du projet 1 au Conseil fédéral, oui pour la suspension du projet 2)		
6 ^e révision AI: 2 ^e volet (révision 6b): 11.030	11.5.11	FF 2011, 5301	CSSS-CE 19.8, 15.11.11; 21.1, 11.2, 6.6, 19.6.13 (conférence de conciliation: classer)	CE 19.12.11; 12.3, 11.6, 19.6.13 (ne pas classer)	CSSS-CN 2.2, 29.3, 27/28.4 28/29.6, 31.8, 11.10.12; 25.4, 12.6, 19.6.13 (conférence de conciliation: classer)	CN 12.12.12; 4.6, 13.6, 19.6.13 (classer)	classement	classement
Sécurité sociale. Convention avec les Etats-Unis d'Amérique: 13.037	15.5.13	FF 2013, 2961						

CN = Conseil national / CCN = Commission préparatoire du Conseil national / CE = Conseil des Etats / CCE = Commission préparatoire du Conseil des Etats / CSS = Commission de la sécurité sociale et de la santé publique / CER = Commission de l'économie et des redevances / CAJ = Commission des affaires juridiques / CIP = Commission des institutions politiques / CPS = Commission de la politique de la sécurité / IP = Initiative populaire.

Une erreur s'est malheureusement glissée à la p. 144 du dernier numéro de CHSS (3/2013): le graphique présentant l'évolution des recettes et des dépenses du compte global n'est pas le bon. Veuillez nous excuser pour cette erreur et vous reporter au graphique suivant:

Evolution des recettes et des dépenses du compte global 1990-2011

G1



Les recettes du compte global 2010 et 2011 ont évolué plus fortement que les dépenses. En conséquence la situation financière globale des assurances sociales s'est améliorée. Un développement comparable s'est manifesté pour la dernière fois dans les années 2005 à 2007.

Source: SAS 2013

Calendrier

Réunions, congrès, cours

Date	Manifestation	Lieu	Renseignements et inscription
5/6.9.2013	Etre et avoir – La couverture du minimum vital de demain (cf. CHSS 3/2013)	Soleure	CSIAS, Monbijoustrasse 22, 3011 Berne Tél. 031/ 326 19 19 admin@skos.ch
12.9.2013	Je consomme – Enfants et jeunes face à l'argent et à la consommation Séminaire de la Commission fédérale pour l'enfance et la jeunesse (CFEJ)	Palais des Congrès, Bienne	Commission fédérale pour l'enfance et la jeunesse Effingerstrasse 20, 3003 Berne Tél. : 031 322 92 26 ekkj-cfej@bsv.admin.ch www.cfej.ch
11-12, 23, 30.9.2013	Politiques de l'emploi et réinsertion professionnelle (cf. CHSS 3/2013)	IDHEAP, Lausanne	IDHEAP, Unité politiques sociales Prof. G. Bonoli, tél. : 021 557 40 90, giuliano.bonoli@idheap.unil.ch Cyrielle Champion, tél. : 021 557 40 93, cyrielle.champion@idheap.unil.ch
27.9.2013	Contribution d'assistance LAI, un financement pour un accompagnement à domicile (cf. présentation ci-dessous)	Haute Ecole fribourgeoise de travail social (HEF-TS), Givisiez	Département de Formation continue, HEF-TS Tél. : 026 429 62 70 formation.continue@hef-ts.ch www.hef-ts.ch
4.10.2013	De la fiabilité du lien [sécurité et ruptures...] (cf. présentation ci-dessous)	Centre thérapeutique de jour pour adolescents (CTJA), Lausanne	Groupe de travail éducation sociale (GRES) INTEGRAS et Service Universitaire de Psychiatrie de l'Enfant et de l'Adolescent (SUPEA), CHUV www.fpy.ch/formation.pdf veronique.jeckelmann@chuv.ch
7.11.2013	L'endettement des ménages et l'Etat social 3 ^e Colloque national sur le conseil en désendettement et le travail social (cf. présentation ci-dessous)	Campus FHNWS, Olten	Fachhochschule Nordwestschweiz, Hochschule für Soziale Arbeit, Thiersteinerallee 57, 4053 Bâle Tél. : 061 337 27 68 karin.lundsgaard@fhnw.ch www.forum-schulden.ch
14-15.11.2013	2 ^e conférence nationale Jeunes et violence Vers une prévention plus efficace de la violence chez les jeunes (cf. présentation ci-dessous)	Salle communale de Plainpalais, Genève	Programme Jeunes et violence Office fédéral des assurances sociales, Effingerstr. 20, 3003 Berne www.jeunesetviolence.ch

Je consomme – Enfants et jeunes face à l'argent et à la consommation

La conférence se focalisera sur trois thématiques: comment développer et renforcer les compétences des enfants et des jeunes en matière d'argent et de consommation? Quelles sont les stratégies marketing ciblant les enfants et les jeunes? Faut-il, pour y faire face, accroître la protection des jeunes consommateurs ou faire appel à leur responsabilité personnelle? Est-ce que l'endettement touche tout particulièrement les jeunes et, quelles mesures prendre pour le prévenir?

Contribution d'assistance LAI, un financement pour un accompagnement à domicile

Présentation théorique de la contribution d'assistance et développement sur les aspects pratiques de son utilisation au quotidien par une personne en situation de handicap.

De la fiabilité du lien [sécurité et ruptures...]

La collaboration entre acteurs de l'éducation sociale et la pédopsychiatrie: besoins actuels des enfants et jeunes en situations de placement dans

un monde où l'identité psychosociale des enfants et des jeunes évolue vers des formes de relations différentes... Entre «zapping», liens virtuels et refus de l'autorité, la stabilité des relations entre les acteurs éducatifs et des soins est-elle toujours si importante? Des liens solides, significatifs, inconditionnels avec les mineurs... des cadres de vie stables et des collaborations cohérentes entre intervenants se justifient toujours... mais comment les redéfinir? Adapter les coopérations, l'éthique de collaboration?

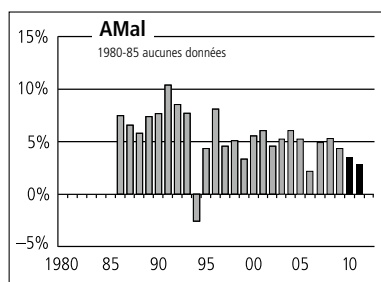
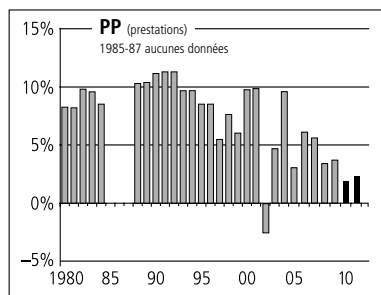
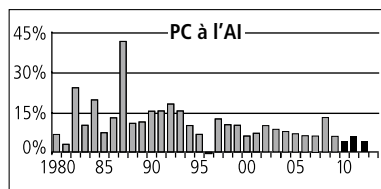
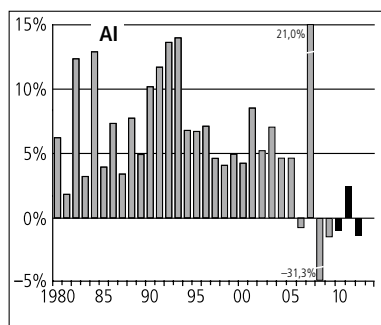
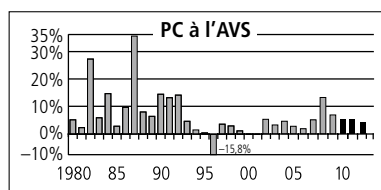
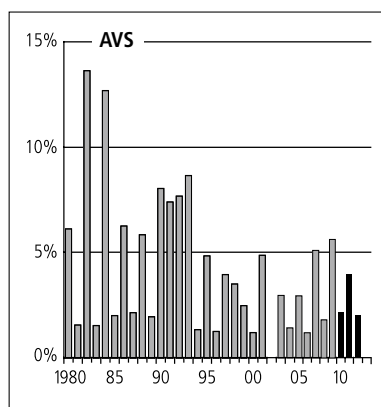
L'endettement des ménages et l'Etat social

Le troisième colloque sur l'endettement des ménages en Suisse est consacré aux rapports difficiles entre l'Etat social et les personnes défavorisées et confrontées à l'endettement. L'endettement des personnes dans le besoin fait apparaître deux mandats contradictoires de l'Etat social, qui doit à la fois accorder un soutien et réclamer son dû. Le colloque a pour but d'analyser ces conflits d'intérêts et de proposer des approches permettant de mieux gérer, dans le cadre du travail social, les situations d'endettement au sein de l'Etat social. Quelles solutions permettent de minimiser les conséquences d'un endettement auprès du service des contributions ou de la caisse-maladie? A partir de quel moment le créancier public est-il un créancier «normal», voire plus sévère qu'un établissement de crédit privé?

Vers une prévention plus efficace de la violence chez les jeunes

Le programme national Jeunes et violence s'est donné pour objectif de soutenir les décideurs et les professionnels chargés de mettre en œuvre la prévention de la violence chez les jeunes. A cet effet, il promeut le dialogue entre la théorie et la pratique, soutient des projets novateurs et évalue des pratiques existantes afin de constituer une base de connaissances actuelles dans le domaine. Organisée conjointement par l'Office fédéral des assurances sociales, le canton et la ville de Genève, la 2^e Conférence nationale Jeunes et violence entend proposer un état de la recherche au niveau international ainsi qu'une orientation sur les critères de bonnes pratiques de la prévention dans la famille, à l'école et dans l'espace social. Les thèmes et enjeux actuels seront débattus dans une série d'ateliers et des exemples tirés des pratiques locales et internationales complèteront les exposés théoriques. Le podium de discussion final réunira chercheurs, politiciens et professionnels pour échanger leurs visions sur la question de l'efficacité de la prévention.

Modification des dépenses en pour-cent depuis 1980



AVS

		1990	2000	2010	2011	2012	Modification en % TM ¹
Recettes	mio fr.	20 355	28 792	38 495	39 041	40 824	4,6 %
dont contrib. ass./empl.		16 029	20 482	27 461	28 306	28 875	2,0 %
dont contrib. pouv. publics		3 666	7 417	9 776	10 064	10 177	1,1 %
Dépenses		18 328	27 722	36 604	38 053	38 798	2,0 %
dont prestations sociales		18 269	27 627	36 442	37 847	38 612	2,0 %
Résultat d'exploitation total		2 027	1 070	1 891	988	2 026	105,1 %
Capital²		18 157	22 720	44 158	40 146	42 173	5,0 %
Bénéficiaires de rentes AV	Personnes	1 225 388	1 515 954	1 981 207	2 031 279	2 088 396	2,8 %
Bénéf. rentes veuves/veufs		74 651	79 715	120 623	124 682	128 744	3,3 %
Nombre de cotisants AVS		4 289 839	4 548 926	5 188 208	5 303 008	...	2,2 %

PC à l'AVS

		1990	2000	2010	2011	2012	TM ¹
Dépenses (= recettes)	mio fr.	1 124	1 441	2 324	2 439	2 525	3,5 %
dont contrib. Confédération		260	318	599	613	644	5,2 %
dont contrib. cantons		864	1 123	1 725	1 826	1 880	3,0 %
Bénéficiaires (personnes, av. 1997 cas)		120 684	140 842	171 552	179 118	184 989	3,3 %

AI

		1990	2000	2010	2011	2012	TM ¹
Recettes	mio fr.	4 412	7 897	8 176	9 454	9 889	4,6 %
dont contrib. ass./empl.		2 307	3 437	4 605	4 745	4 840	2,0 %
Dépenses		4 133	8 718	9 220	9 457	9 295	-1,7 %
dont rentes		2 376	5 126	6 080	6 073	5 941	-2,2 %
Résultat d'exploitation total		278	-820	-1 045	-3	595	-
Dette de l'AI envers l'AVS		-6	2 306	14 944	14 944	14 352	-4,0 %
Fonds AI²		-	-	-	4 997	5 000	0,1 %
Bénéficiaires de rentes AI	Personnes	164 329	235 529	279 527	275 765	271 010	-1,7 %

PC à l'AI

		1990	2000	2010	2011	2012	TM ¹
Dépenses (= recettes)	mio fr.	309	847	1 751	1 837	1 911	4,1 %
dont contrib. Confédération		69	182	638	657	686	4,4 %
dont contrib. cantons		241	665	1 113	1 180	1 225	3,9 %
Bénéficiaires (personnes, av. 1997 cas)		30 695	61 817	105 596	108 536	110 179	1,5 %

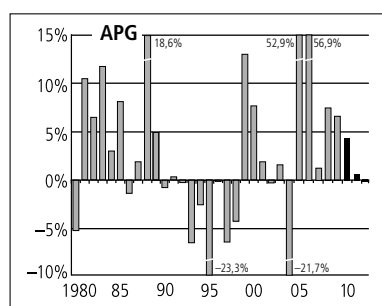
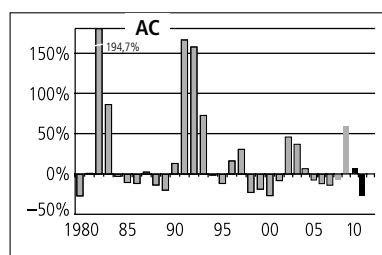
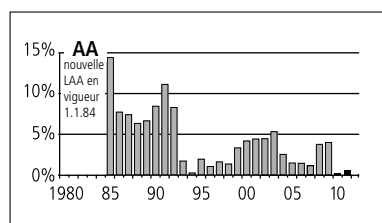
PP/2^e Pilier Source: OFS/OFAS

		1990	2000	2010	2011	2012	TM ¹
Recettes	mio fr.	32 882	46 051	62 107	61 554	...	-0,9 %
dont contrib. sal.		7 704	10 294	15 782	16 423	...	4,1 %
dont contrib. empl.		13 156	15 548	25 432	25 337	...	-0,4 %
dont produit du capital		10 977	16 552	15 603	14 704	...	-5,8 %
Dépenses		15 727	31 605	43 721	43 350	...	-0,8 %
dont prestations sociales		8 737	20 236	30 912	31 628	...	2,3 %
Capital		207 200	475 000	617 500	620 600	...	0,5 %
Bénéficiaires de rentes	Bénéf.	508 000	748 124	980 163	1 002 931	...	2,3 %

AMal Assurance obligatoire des soins

		1990	2000	2010	2011	2012	TM ¹
Recettes	mio fr.	8 869	13 930	22 528	23 794	...	5,6 %
dont primes (à encaisser)		6 954	13 442	22 051	23 631	...	7,2 %
Dépenses		8 417	14 056	22 123	22 705	...	2,6 %
dont prestations		8 204	15 478	24 292	24 932	...	2,6 %
dont participation d. assurés aux frais		-801	-2 288	-3 409	-3 575	...	4,9 %
Résultats des comptes		451	-126	405	1 089	...	169,1 %
Capital		5 758	6 935	8 651	9 649	...	11,5 %
Réduction de primes		332	2 545	3 980	4 070	...	2,3 %

Modification des dépenses en pour-cent depuis 1980



AA tous les assureurs	1990	2000	2010	2011	2012	TM ¹
Recettes	4 181	5 992	7 863	7 880	...	0,2 %
dont contrib. des assurés	3 341	4 671	6 303	6 343	...	0,6 %
Dépenses	3 259	4 546	5 993	6 064	...	1,2 %
dont prestations directes avec rench.	2 743	3 886	5 170	5 239	...	1,3 %
Résultats des comptes	923	1 446	1 870	1 816	...	-2,9 %
Capital	12 553	27 322	42 724	44 802	...	4,9 %

AC Source : seco		1990	2000	2010	2011	2012	TM ¹
Recettes	mio fr.	736	6 230	5 752	7 222	6 958	-3,7%
dont contrib. sal./empl.		609	5 967	5 210	6 142	6 350	3,4%
dont subventions		—	225	536	1 073	599	-44,2%
Dépenses		452	3 295	7 457	5 595	5 800	3,7%
Résultats des comptes		284	2 935	-1 705	1 627	1 158	-28,9%
Capital		2 924	-3 157	-6 259	-4 632	-3 474	-25,0%
Bénéficiaires ³	Total	58 503	207 074	322 684	288 518	...	-10,6%

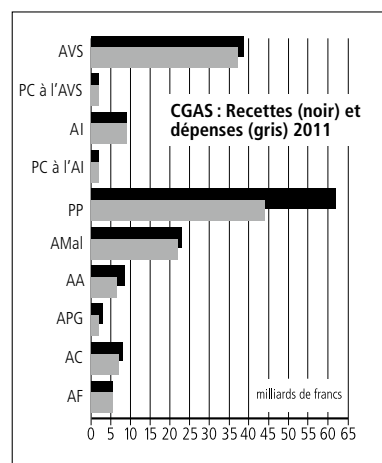
APG	1990	2000	2010	2011	2012	TM ¹
Recettes	1 060	872	1 006	1 708	1 753	2,7 %
dont cotisations	958	734	985	1 703	1 727	1,4 %
Dépenses	885	680	1 603	1 611	1 606	-0,3 %
Résultat d'exploitation total	175	192	-597	97	148	51,9 %
Capital	2 657	3 455	412	509	657	29,0 %

AF	1990	2000	2010	2011	2012	TM ¹
Recettes	2 689	3 974	5 074	5 133	...	1,2 %
dont agric.	112	139	149	142	...	-4,8 %

Compte global des assurances sociales (CGAS*) 2011

Branches des assurances sociales	Recettes mio fr.	TM 2010/2011	Dépenses mio fr.	TM 2010/2011	Résultats des comptes mio fr.	Capital mio fr.
AVS (CGAS)	39 171	2,9 %	38 053	4,0 %	1 118	40 146
PC à l'AVS (CGAS)	2 439	5,0 %	2 439	5,0 %	—	—
AI (CGAS)	9 500	16,2 %	9 488	2,1 %	12	-9 947
PC à l'AI (CGAS)	1 837	4,9 %	1 837	4,9 %	—	—
PP (CGAS) (estimation)	61 554	-0,9 %	43 350	-0,8 %	18 204	620 600
AMal (CGAS)	23 794	5,6 %	22 705	2,6 %	1 089	9 649
AA (CGAS)	7 880	0,2 %	6 064	1,2 %	1 816	44 802
APG (CGAS)	1 710	71,2 %	1 611	0,5 %	100	509
AC (CGAS)	7 222	25,6 %	5 595	-25,0 %	1 627	-4 632
AF (CGAS)	5 133	1,2 %	5 196	1,4 %	-63	1 173
Total consolidé (CGAS)	159 624	3,7 %	135 721	0,4 %	23 903	702 301

* CGAS signifie : selon les définitions du compte global des assurances sociales. De ce fait, les données peuvent différer de celles des comptes d'exploitation propres à chaque assurance sociale. Les recettes n'incluent pas les variations de valeur du capital. Les dépenses ne comprennent pas la constitution de provisions et réserves.



Indicateurs d'ordre économique

comp. CHSS 6/2000, p. 313-315

	2000	2007	2008	2009	2010	2011
Taux de la charge sociale ⁴ (indicateur selon CGAS)	25,3 %	25,7 %	25,1 %	25,9 %	25,8 %	26,4 %
Taux des prestations sociales ⁵ (indicateur selon CGAS)	19,1 %	20,1 %	19,5 %	21,0 %	20,7 %	20,5 %

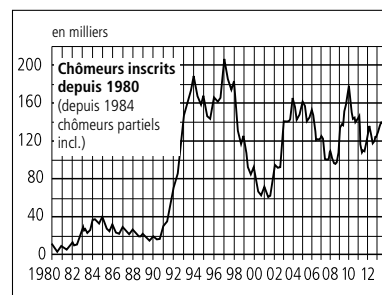
Chômeurs(es)

	ø 2010	ø 2011	ø 2012	mai 13	juin 13	juil. 13
Chômeurs complets ou partiels	151 986	122 892	125 594	131 290	126 498	128 516

Démographie

Scénario A-17-2010 « solde migratoire 40 000 »

	2011	2015	2020	2030	2040	2050
Rapport dépendance <20 ans ⁶	33,5 %	32,9 %	33,2 %	35,0 %	34,3 %	34,0 %
Rapp. dép. des pers. âgées ⁶	28,8 %	31,1 %	33,7 %	42,6 %	48,0 %	50,4 %



1 Taux de modification annuel le plus récent = TM.

2 1.1.2011: transfert de 5 milliards de francs de l'AVS à l'AI.

3 Le nombre de chômeurs se trouve à la fin du tableau.

4 Rapport entre les personnes âgées de 0 à 19 ans et les personnes actives.

5 Rapport entre les personnes âgées de 20 ans jusqu'à l'âge de la retraite (H 65 / F 64).

6 Rapport entre les personnes âgées de 0 à 19 ans et les personnes actives.

Rapport entre les rentiers et les personnes actives.

Personnes actives : de 20 ans jusqu'à l'âge de la retraite (H 65 / F 64).

Source : Statistique des assurances sociales suisses 2012 de l'OFAS ; SECO, OFS.

Informations : solange.horvath@bsv.admin.ch

Enfants et jeunes

Daniel Cornu. **Tous connectés. Internet et les nouvelles frontières de l'info.** 2013, Editions Labor et Fides, 1 rue Beauregard, 1204 Genève. www.laboretides.com. 224 p., 28 francs. ISBN: 978-2-8309-1511-2.

La révolution internet modifie en profondeur les circuits de l'information. Le journaliste se trouve concurrencé par des légions d'acteurs qui offrent au public un champ élargi de nouvelles, d'images ou de visions du monde. Comment et à quel prix continuer d'exercer une profession dont la pratique reste essentielle pour la démocratie? Sous quelles conditions communiquer à la communauté des citoyens ce qu'il lui est utile de savoir pour vivre ensemble? Pour le spécialiste des médias Daniel Cornu, si la liberté d'informer, au fondement du journalisme, profite évidemment de l'Internet, plusieurs menaces surgissent dans le même temps. Elles portent sur la protection de la vie privée, les atteintes aux personnes sous le masque de l'anonymat, la recherche de la vérité de fait et la sélection des informations nécessaires à la compréhension du monde où l'on vit. Blogueurs et autres internautes actifs sur la Toile ne sont pas moins concernés par ces enjeux. Il ne s'agit plus de se demander ce qu'est la profession de journaliste aujourd'hui mais davantage: en quoi ce que le Web nous offre est-il ou non du journalisme? Le temps est venu de l'ouvrir à une éthique participative.

Daniel Favre. **Transformer la violence des élèves.** Cerveau, motivations et apprentissage. Collection: Enfances. 2013, Dunod, 5 rue Laromiguière, F-75005 Paris. www.dunod.com. 320 p., env. 24 euros. EAN13: 9782100598670.

Comment un enfant, dont la curiosité semble insatiable, peut-il devenir un adolescent recherchant dans la violence envers autrui la satisfaction qu'il ne trouve plus à travers les apprentissages ou la rencontre avec les autres? Pour répondre à cette question et aider réellement les jeunes, Daniel Favre montre d'abord comment fonctionne le cerveau dans toutes ses dimensions cognitive, mais aussi et surtout affective: comment se s'enracinent les peurs, comment se fabriquent les besoins d'être les plus forts, d'obtenir un plaisir immédiat. Plus que les autres, les adolescents violents ont besoin de certitudes, alors que le monde d'aujourd'hui demande d'être à l'aise avec l'incertain. Le bilan de dix ans de recherches menées par l'auteur sur la prévention de la violence montre que les enseignants, tant au primaire qu'au secondaire, peuvent efficacement aider les jeunes à transformer leur violence en un désir d'apprendre renouvelé.

Le site compagnon du livre: www.transformerlaviolencedeseleves.com

Politique sociale

Françoise Tschopp, Joelle Libois, Claudio Bolzman. **Le travail social à la recherche de nouveaux paradigmes. Inégalités sociales et environnementales.** 2013, Editions IES, Haute école de travail social, 28, rue Prévost-Martin, Case postale 80, 1211 Genève 4. www.hesge.ch/hets/editions-ies. 192 p., 28 francs. ISBN: 978-2-88224-125-2.

La crise financière et sociale manifeste qu'une page de l'histoire se tourne. Les mécanismes et les dispositifs de régulation traditionnels, le rôle de l'Etat social, les dépenses liées aux prestations sociales ainsi que les fondements institutionnels de l'intervention publique sont profondément remis en cause par la prégnance du

néo-libéralisme d'une part et par les mouvements sociopolitiques de la rue d'autre part. L'intervention sociale doit être repensée à l'aune de ces bouleversements, qui génèrent sentiments d'incertitude et contradictions notoires. De fait, les mutations environnementale, économique, politique, sociale, culturelle, familiale, personnelle nécessitent une recomposition de cette intervention et une définition de nouveaux paradigmes pour les travailleurs sociaux. Les contributions réunies dans le travail social à la recherche de nouveaux paradigmes offrent des analyses orientées vers l'avenir du travail social. Elles ouvrent également des perspectives sur un ancrage citoyen porteur d'aspiration et de sens, qui a comme objectif la participation du plus grand nombre à la (re)construction d'une démocratie réellement soucieuse de partage du bien commun.

Andreas Ladner, Jean-Loup Chappelet, Yves Emery, Peter Knoepfel, Luzius Mader, Nils Soguel et Frédéric Varone. **Manuel d'administration publique suisse.** PPUR – Collection: IDHEAP. 2013, Presses polytechniques et universitaires romandes, EPFL. Case postale 119, 1015 Lausanne. ppur@epfl.ch. 948 p., env. 78 francs. ISBN: 978-2-88074-971-2.

Les administrations publiques au niveau fédéral, cantonal et communal jouissent en Suisse et à l'étranger d'une excellente réputation. Elles contribuent au succès du pays, à la satisfaction des besoins de la population et au bon fonctionnement de la démocratie. A ce jour, aucun ouvrage n'a traité l'administration publique en Suisse de façon aussi complète que celui-ci. Il présente les aspects généraux et les différentes formes que revêtent les administrations fédérales, les ressources essentielles au fonctionnement de l'Etat, ainsi que les défis managériaux, économiques, financiers et politiques qui les sous-tendent. En outre, il se consacre aux structures et procédures administratives de sept politiques publiques distinctes. Cet

ouvrage s'adresse en premier lieu aux cadres des administrations de la Confédération, des cantons, des communes et des organisations paraétatiques. Il intéressera également toutes les personnes en contact étroit avec les institutions publiques, ou désireuses de mieux en comprendre le fonctionnement, tout comme celui de l'Etat et de la politique en Suisse. Finalement, il constituera une référence solide pour les étudiantes et étudiants en sciences administratives.

International Migration and the Future of Populations and Labour in Europe, Marek Kupiszewski (Ed.) 2013, Editions Springer, 350 p., 187 francs 70. ISBN 978-90-481-8947-2.

The changes of populations are determined by fertility, mortality and migration. On the national level, international migration is a factor of increasing demographic, economic, social and political importance. This book addresses the debate on the impact of international migration and economic activity on population and labour force resources in future. It presents a study conducted for 27 European countries, looking 50 years ahead (2002-2052). An extended discussion of theories and factors underlying the assumed evolution of the components of change and economic activity is included as well as a detailed analysis of the historical trends. These theoretical and empirical considerations lead to defining scenarios of future mortality, fertility, economic activity and international migration, which have been fed into a projection model, producing various future population dynamics and labour force trajectories. In addition, simulations have been made to estimate the size of replacement migration needed to maintain selected demographic and labour market parameters in the countries of Europe. The results presented in this book allow researchers, governments and policy makers to evaluate to what extent various migration and labour market policies may be instrumental in achieving the desi-

red population and labour size and structures.

The Demography of Europe, Gerda Neyer (Ed.) Dordrecht 2013, Editions Springer, 227 p., 133 francs 50. ISBN 978-90-481-8977-9 (aussi disponible en eBook).

This book, derived from the symposium on «The Demography of Europe» held at the Max Planck Institute for Demographic Research in Rostock, Germany in November 2007 in honor of Professor Jan M. Hoem, brings together leading population researchers in the area of fertility, family, migration, life-expectancy, and mortality. The contributions present key issues of the new demography of Europe and discuss key research advances to understand the continent's demographic development at the turn of the 21st century. Over the past decades Europe has witnessed fundamental changes of its population dynamics and population structure. fallen below replacement level in almost all European countries, while childbearing behavior and family formation have been diverse. New family forms have arisen and gained legality in some countries, but not in others. Reproductive possibilities to re-shape fertility behavior and to make parenthood a viable option for sub-fertile couples as well as hetero-sexual and couples. Life expectancy has increased in Western Europe for both females and males, but has been declining for men in Eastern European countries. Immigration from non-European countries has increased substantially, as has within Europe citizens. These changes pose major challenges to population studies, as conventional theoretical assumptions regarding behavior and demographic development seem unfit to provide convincing explanations of the recent demographic change.

Etudes

Cyrielle Champion, Giuliano Bonoli. **La réinsertion professionnelle des bénéficiaires de l'aide sociale en Suisse et en Allemagne**. Cahier de l'IDHEAP 281/2013, Institut de hautes études en administration publique, Quartier UNIL Mouline, 1015 Lausanne. www.idheap.ch 70 p. ISBN 978-2-940390-59-5.

Durant les vingt dernières années, le nombre et le profil des bénéficiaires de l'aide sociale a évolué à un tel point qu'il devient aujourd'hui difficile de la considérer uniquement sous le prisme d'un dernier filet de protection sociale intervenant pour une minorité d'individus fortement marginalisés socialement. Aujourd'hui, accompagnant une hausse régulière du nombre de bénéficiaires, le public de l'aide sociale est devenu beaucoup plus hétérogène, incorporant une frange de plus en plus importante de personnes pour qui le chômage de longue durée ou le sous-emploi constituent de fait le principal problème. Loin d'être un phénomène typiquement suisse, la transformation radicale du public touchant des prestations d'aide sociale a en fait touché l'ensemble des pays européens. Ces développements questionnent fondamentalement la mission de l'aide sociale. De quels types de mesures de réinsertion professionnelle et de services de placement les bénéficiaires de l'aide sociale disposent-ils en Suisse? Quels dispositifs organisationnels permettent-ils de garantir une prise en charge orientée vers l'emploi adaptée aux bénéficiaires de l'aide sociale?

Vers l'égalité entre les femmes et les hommes. Situation et évolution. 2013, Office fédéral de la statistique, Neuchâtel. 38 pages, gratuit. Numéro de commande: 617-1300.

L'égalité entre hommes et femmes est inscrite dans la Constitution fédérale depuis le 14 juin 1981. Elle comprend le droit à un salaire égal pour un travail égal ou équivalent. Pour-

tant, les femmes gagnent en moyenne 677 francs par mois de moins que les hommes en raison de leur sexe. Cela représente une perte de 7,7 milliards de francs par an pour elles et leurs familles. Cette étude montre de manière concise les évolutions actuelles, les progrès accomplis et les lacunes qui subsistent dans le domaine de l'égalité.

La formation tout au long de la vie en Suisse. Résultats du Microrecensement formation de base et formation continue 2011. Statistique de la Suisse. 2013, Office fédéral de la statistique, Neuchâtel. 84 p., 18 francs. Numéro de commande: 1326-1100 / ISBN: 978-3-303-15565-3.

La formation ne se résume pas au système de formation formel. Les activités de formation continue, telles que les cours, séminaires, workshops,

leçons privées ainsi que l'apprentissage autodidacte jouent un rôle déterminant dans la société de la connaissance d'aujourd'hui. A partir des données du Microrecensement formation de base et formation continue 2011, complétées par celles d'autres enquêtes de l'OFS, la présente publication a pour but de dresser un panorama statistique actuel de l'apprentissage tout au long de la vie dans la population suisse. Elle présente de plus, pour la première fois, des données globales sur les formations interrompues et les diplômes obtenus à l'étranger par les personnes résidant en Suisse.

Niklas Baer, Daniela Schuler, Sylvie Füglistler-Dousse, Florence Moreau-Gruet. **La dépression dans la population suisse. Données concernant l'épidémiologie, le traitement et**

l'intégration socioprofessionnelle. Obsan Rapport 56. 2013, Observatoire suisse de la santé, Espace de l'Europe 10, 2010 Neuchâtel. 144 p., 22 francs. Numéro de commande: 874-1301 / ISBN: 978-2-940502-07-3.

La dépressivité légère est très répandue en Suisse et, vu ses conséquences, elle ne doit pas être négligée. C'est ce que montre une étude réalisée par l'Observatoire suisse de la santé avec la collaboration de Psychiatrie Baselland. Cette étude, qui s'appuie sur plusieurs sources de données, montre que les personnes touchées sont plus souvent en situation d'incapacité de travail ou de baisse de productivité et qu'elles souffrent plus fréquemment de troubles somatiques. L'évolution de la maladie et de son traitement est étroitement liée au statut des personnes concernées sur le marché du travail.

Nouvelles publications

	Source Langues, prix
Assurances sociales en Suisse 2013 (Statistique de poche)	318.001.13F gratuit*
Evaluation Pilotprojekt FER – Gesundheitliche Früherkennung und berufliche Reintegration (allemand avec résumé en français). Beiträge zur Sozialen Sicherheit, Forschungsbericht Nr. 4/13	318.010.04/13F gratuit*
Statistique AI 2012	318.124.13F gratuit*
Statistique de l'AVS 2012	318.123.13F gratuit*
Statistique des prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI	318.685.13F gratuit*

Sécurité sociale (CHSS)

La revue, lancée en 1993, paraît 6 fois par an. Chaque numéro contient un dossier sur un thème d'actualité. Les dossiers publiés dès 2011 :

- N° 1/11 Réforme structurelle de la prévoyance professionnelle
- N° 2/11 Rapport de synthèse PR-AI
- N° 3/11 Entreprises sociales
- N° 4/11 Aide au recouvrement et avance sur contributions d'entretien
- N° 5/11 Révisions de l'assurance-invalidité 6a et 6b
- N° 6/11 Recherche sur le bonheur
- N° 1/12 Travail et soins aux proches
- N° 2/12 Système de santé suisse
- N° 3/12 Dix ans d'actions récursoires AVS/AI – un bilan
- N° 4/12 Vieillissement actif et solidarité intergénérationnelle
- N° 5/12 Recherche «Sécurité sociale»
- N° 6/12 Base pour une réforme de la prévoyance vieillesse
- N° 1/13 Assurances sociales – hier et aujourd'hui
- N° 2/13 Lutte contre les abus dans les assurances
- N° 3/13 Santé2020 – plus de médecins et de personnel soignant bien formés
- N° 4/13 Programmes nationaux de protection de la jeunesse

Les articles des dossiers de *Sécurité sociale* sont accessibles sur Internet à l'adresse suivante: www.bsv.admin.ch/dokumentation/publikationen (à partir de CHSS 3/1999).

Prix au numéro: 9 francs. Prix des numéros parus entre 1993 et 2002: 5 francs (les numéros 1/1999 et 3/1995 sont épuisés). Prix de l'abonnement annuel: 53 francs (TVA incluse).

Commande: **Office fédéral des assurances sociales, CHSS, 3003 Berne, fax 031 322 78 41, mél.: info@bsv.admin.ch**

Impressum

Editeur	Office fédéral des assurances sociales (OFAS)	Copyright	Reproduction autorisée avec l'accord de la rédaction
Rédaction	Suzanne Schär Mél.: suzanne.schaer@bsv.admin.ch Téléphone 031 322 91 43 La rédaction ne partage pas forcément les opinions des auteurs extérieurs à l'OFAS.	Tirage	Version allemande: 3080 ex. Version française: 1400 ex.
Commission de rédaction	Brigitte Gautschi, Stefan Kühne, Géraldine Luisier, Stefan Müller, Xavier Rossmann, Christian Wiedmer	Prix	Abonnement annuel (6 numéros) Suisse: 53 francs (TVA incluse) Etranger: 58 francs Prix du numéro: 9 francs
Abonnements et informations	OFCL 3003 Berne Téléfax 031 325 50 58 Mél.: vente.civil@bbl.admin.ch	Diffusion	OFCL, Diffusion publications 3003 Berne
Traduction	Service linguistique de l'OFAS	Impression	Cavelti AG, Druck und Media Wilerstrasse 73, 9201 Gossau SG ISSN 1420-2689 318.998.4/13f